



REPUBLIQUE DU NIGER

**PROJET DE PROMOTION DE L'INITIATIVE LOCALE POUR LE
DEVELOPPEMENT A AGUIE (PPILDA)**

RAPPORT DE SUPERVISION

NOVEMBRE 2012

**NUMÉRO DU PRÊT
NUMÉRO DU DON**

**597-NE
BSF: BE 38-NE
GEF: FSP-15-NE**

**NUMÉRO DU PROJET
NUMÉRO DU RAPPORT**

**1221
2815-NE**

REPUBLIQUE DU NIGER

PROMOTION DE L'INITIATIVE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT A AGUIE (PPILDA)

Rapport de Supervision

TABLE DES MATIERES

Equivalences monétaires (novembre 2012)	i
Liste des abréviations.....	i
Rapport de Supervision	1
A. Introduction	1
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du Projet.....	2
C. Produits et réalisations.....	3
D. Avancement de l'exécution du Projet	10
E. Aspects fiduciaires	12
F. Durabilité	16
G. Apprentissage et innovation.....	18
H. Autres aspects.....	19
I. Conclusion	20

Appendices

- 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- 2 Etat d'exécution des recommandations de la mission de supervision (avril 2012) et de l'Audit 2011
- 3 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- 4 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- 5 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- 6 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- 7 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- 8 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Annexes

- Annexe 1: Note méthodologique pour l'élaboration de la stratégie genre du FIDA et du plan d'actions.
- Annexe 2: Note technique sur Répartition des compétences locales, diagnostic des OP et renforcement de l'offre locale de services.
- Annexe 3: Note technique sur le volet Gestion durable des Terres (financement FEM)
- Annexe 4: Note technique sur l'appui en Suivi & Evaluation
- Annexe 5: Rapport SYGRI 2012
- Annexe 6: Informations additionnelles sur les Aspects Fiduciaires
- Annexe 7: Note technique sur les passations de marchés
- Annexe 8: Compte-Rendu de l'atelier de lancement Technique du PASADEM
- Annexe 9: Liste des personnes rencontrées

Equivalences monétaires (novembre 2012)

1 USD = 493 FCFA
 1 000 FCFA = 2, 03 USD
 Année fiscale: 1 janvier au 31 décembre

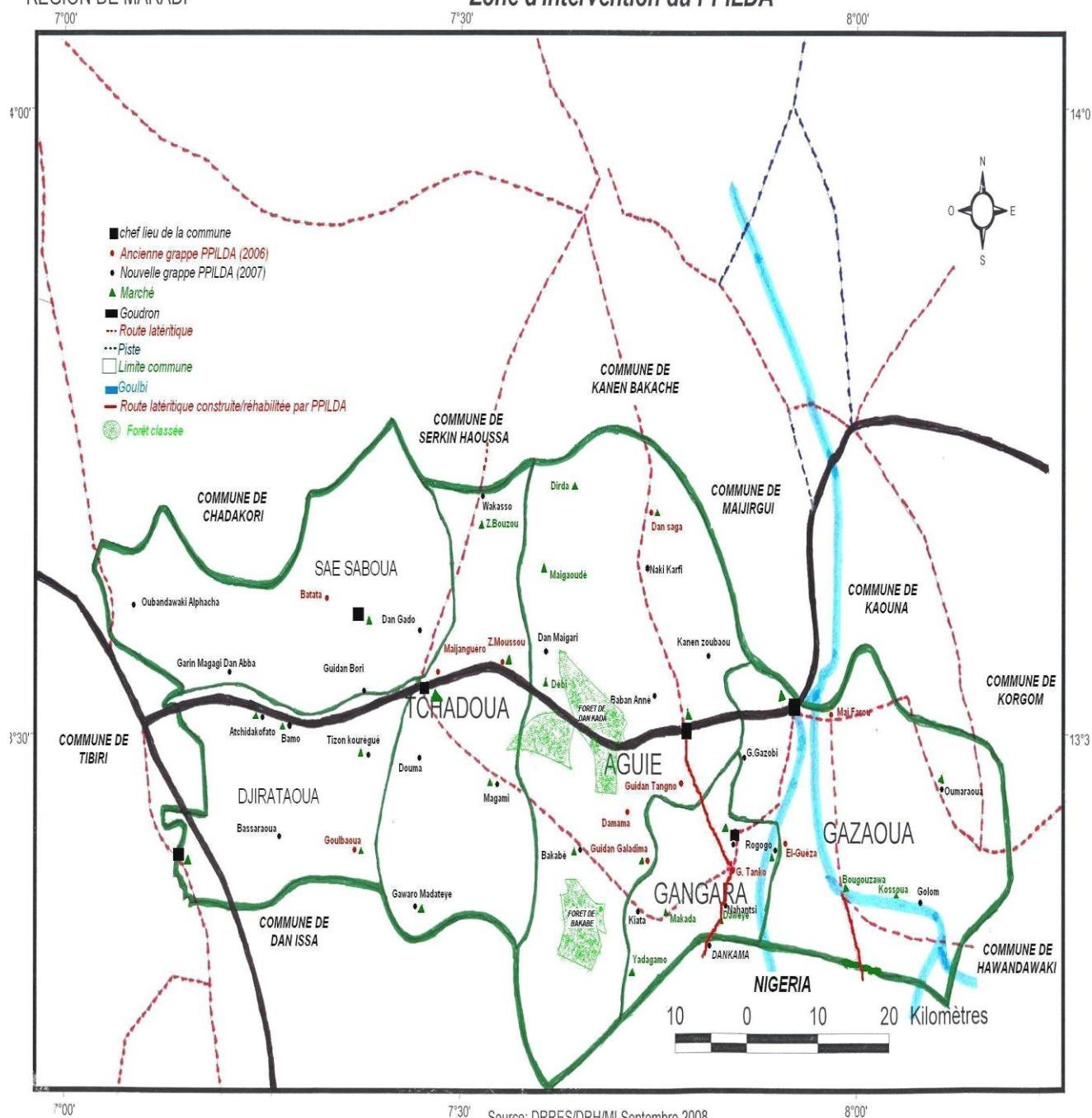
Liste des abréviations

AEP	: Adduction d'Eau Potable
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
AO	: Appel d'Offres
AT	: Assistance Technique
BC	: Banques Céréalières
BI	: Boutiques d'Intrants Agricoles
BS	: Banque de Soudure
CD	: Champs de diversification
CDAP	: Comité Départemental d'Approbation de Microprojets
CDD	: Contrats à Durée Indéterminée
CDI	: Contrats à Durée Indéterminée
CDL	: Comité décisionnel local
CGE	: Comité de gestion de l'eau
COGES	: Comités de gestion
COFOB	: Commission Foncière de Base
COFODEP	: Commission Foncière Départementale
CP	: Comité de pilotage
CRG	: Comité de représentation des Grappes
CSI	: Centre de Santé Intégré
CRA	: Chambre régionale d'Agriculture
CVSE	: Comités villageois de Suivi Evaluation
DAO	: Dossier d'Appel d'Offre
DC	: Développement Communautaire
DDPAT/DC	: Directions Départementales du Plan/Aménagement du Territoire/DC
DMP	: Dossiers de Micro Projet
DRF/DPD	: Demande de Remboursement de Fonds/Demande de paiement Direct
ECD	: Etat Certifié de Dépenses
FAIIL	: Fonds d'Appui aux Initiatives et Innovations Locales
FAROLS	: Fonds d'Appui au Renforcement de l'Offre Locale des Services
FBSA	: Fonds Belge de Survie pour la Sécurité Alimentaire
FEM	: Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	: Fonds International pour le Développement Agricole
GDT	: Gestion durable des terres
GIE	: Groupement d'Intérêt Economique
GPC	: Groupements Paysans de Ciblage
i3N	: Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
ICRAF	: <i>International Center Research Agroforestry</i>
IEC	: Information Education Communication
IRDAR	: Initiative de Développement pour le Développement Agricole et Rural
MAEP	: Mini-Adductions d'Eau Potable
MAG	: Ministère de l'Agriculture
MP	: Microprojets
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OP	: Organisation Paysanne
PACII	: Programme d'Action Communautaire phase II

PASADEM	: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi
PCNU	: Programme Conjoint des Nations Unies
PDC	: Plans de Développement Communaux
PIP	: Parcelles d'Initiatives Paysannes
PPILDA	: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
PTBA	: Programme de Travail et de budget Annuel
RIOR	: Renforcement des Instances et Organisations Rurales
RNA	: Régénération Naturelle Assistée
ROLS	: Renforcement de l'Offre Locale de Services
<i>Ruwanmu</i>	: Projet de développement de la petite irrigation dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (« notre eau » en langue haoussa)
RVIL	: Repérage et Valorisation des Innovations Locales
S/E	: Suivi Evaluation
SAF	: Service Administratif et Financier
SCAP	: <i>Smallholder Conservation Agriculture Promotion in Western and Central Africa</i>
SDR	: Stratégie de Développement Rural
SIG	: Système d'Information Géographique
STD	: Service Technique Départemental
SYGRI	: Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
UGP	: Unité de Gestion du Projet

REPUBLIQUE DU NIGER
 REGION DE MARADI

Zone d'intervention du PPILDA



REPUBLIQUE DU NIGER

PROMOTION DE L'INITIATIVE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT A AGUIE (PPILDA)

Mission de supervision du 5 au 23 novembre 2012

Rapport de Supervision

A. Introduction

1. Du 5 au 23 novembre 2012, une mission conjointe¹ Gouvernement du Niger - Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a été menée pour: (i) procéder à une mission de supervision du Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA); (ii) fournir un appui et participer à l'atelier de démarrage technique du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement de la Région de Maradi (PASADEM).
2. La mission a été reçue au démarrage par M. Moumouni Assane Dagna, Secrétaire Général Adjoint au Ministère de l'Agriculture avec qui les termes de références de la mission ont été confirmés. La mission a également été reçue par M. Alhousseini Moussa, Gouverneur de la région de Maradi et par M. Deka Mohamed, SGA, au nom du Gouverneur de la région de Tahoua.
3. La mission s'est rendue dans la région de Maradi du 6 au 20 novembre avec des séjours dans les régions de Tahoua du 9 au 11 novembre et de Zinder les 12 et 13 novembre. A partir du 12 novembre, la mission a été rejointe par trois représentants du Gouvernement du Niger (Ministère de l'Agriculture, Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire). Elle a rencontré le Préfet du département d'Aguié. Dans les départements d'Aguié et Gazaoua, la mission a visité quelques réalisations du Projet et tenu des séances de travail avec des représentants des organisations paysannes (OP) appuyées par le Projet (GACAP de Dan Saga et groupements de Guidan Bakoy). Elle a en outre pu assister en tant qu'observateur à un CDAP (Comité Départemental d'Analyse des Projets) ainsi qu'à une réunion avec les maires des communes d'Aguié et Gazaoua et leurs conseillers respectifs concernant le processus de transfert de maîtrise d'ouvrage.
4. Des réunions de travail ont été tenues avec l'Unité de Gestion du Projet (UGP), les partenaires clés du PPILDA incluant les maires des six communes d'intervention du Projet, les services techniques départementaux « STD » (Agriculture, Elevage, Génie rural, Education, Alphabétisation, Hydraulique, Environnement, Santé et Plan), les ONG impliquées dans le suivi des activités du Projet, et l'Union des producteurs de semences ALHERI pour faire le point sur l'état actuel de leur collaboration et les perspectives de renforcement de leur partenariat dans le contexte d'achèvement du PPILDA. En particulier, la question de transfert de la maîtrise de l'ouvrage à ces acteurs a été

^{1/} L'équipe FIDA était composée de: M. Vincenzo Galastro, chargé de portefeuille FIDA pour le Niger, M. Moudy Mamane Sani, agronome, Chef de Mission, M. Thierry Lassalle, agroéconomiste, Mme Aysatou Ndiaye, consultante organisations paysannes et développement local, Mme Reine Anani, consultante impact et SYGRI, Mme Oumou Wane Touré, expert-comptable, M. Moustapha Lo, expert en passation de marchés. L'équipe était accompagnée de M. Alexandre Ghelew, DEZA GE (Chargé des programmes, DDC, Coopération suisse).

La partie nationale de la mission était composée de: M. Illiassou Goubé Gao, Conseiller Technique du Ministre de l'Agriculture (MAG) et Chef de Délégation; M. Sidikou Baba, DGP/Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire; M. Ousseini Bakabé, DEP/MAG, M. Boukar Attari, Consultant national FEM. L'équipe PPILDA/PASADEM associée à la mission était composée de M. Guero Chaïbou, Directeur; M. Chaïbou Magagi, Responsable Administratif et Financier, M. Marou Bodo, Responsable infrastructures; M. Harouna Mamadou Traoré, Responsable Suivi Evaluation, M. Saley Kanta, Responsable Sécurité Alimentaire; M. Hassane Issa, Responsable renforcement des acteurs organisés, Mme Zannou Fada, Responsable Composante FEM/PPILDA; Mme Ekadé Roumanatou, Equipe Genre, M. Harouna Abdoul Rachidou, Resp. Volet Santé Nutrition; M. Tahirou Hamani, Responsable Passation des Marchés; M. Gourgoudou Hadi Abdoul Nasser, Contrôleur. L'équipe était aussi composée de M. Souley Issaka, assistant technique projets FIDA; M. Nazir Kassoum, assistant technique projets FIDA; Mme Anabel Carreiras, consultante nationale aspect genre et de M. Issa Saâdou, Coordinateur Régional PUSADER/IRDAR-RCI/PAC2/Maradi.

largement débattue au cours de ces réunions. Une réunion de restitution technique avec l'équipe du PPILDA s'est tenue le 22 novembre 2012. Une restitution des principales conclusions et recommandations de la mission a été faite au Gouvernement du Niger lors d'une réunion qui s'est tenue le 23 novembre sous la présidence du Directeur par intérim des Programmes et du Plan en présence des représentants du ministère de l'Agriculture, des membres de l'équipe pays et des partenaires financiers (Ambassade de Belgique, PAM, FEM).

5. La mission exprime son appréciation et ses remerciements au Gouvernement du Niger et à toutes les personnes rencontrées pour l'accueil, la disponibilité et la qualité des échanges qu'elle a eus avec elles. Elle tient particulièrement à remercier le Directeur du Projet et son équipe pour la qualité des documents mis à la disposition de la mission et la bonne organisation des visites, rencontres et réunions, ce qui a favorisé le bon déroulement de la mission.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du Projet

6. L'accord de prêt entre le Gouvernement du Niger et le FIDA pour le financement du PPILDA est entré en vigueur le 05 mai 2005 pour une durée de 8 ans. Les dates d'achèvement et de clôture du Projet sont fixées respectivement au 30 juin et au 31 décembre 2013. Le financement global du Projet est estimé à 17 560 000 USD, soit environ 11 milliards de FCFA dont 10 003 000 USD (57%) du prêt FIDA, 3 775 000 USD (21%) du don du Fonds Belge de Sécurité Alimentaire (FBSA), 2 555 000 USD (15%) de la contribution gouvernementale, et 1 227 000 USD (7%) de la contribution des bénéficiaires. La répartition du financement par composante se présente comme suit: i) 1 558 000 USD (9%) pour la composante « Repérage et Valorisation des Innovations Locales » (RVIL); ii) 1 293 000 USD (7%) pour la composante « Renforcement des Instances et Organisations Rurales » (RIOR); iii) 5 458 000 USD (31%) pour la composante « Fonds d'Appui à l'Initiative et à l'Innovation Locales » (FAIL); iv) 5 605 000 USD (32%) pour la composante « Renforcement de l'Offre Locale des Services » (ROLS); et v) 3 647 000 USD (21%) pour la composante « Gestion du Projet ». En 2012, la composante FEM de l'ancien projet IRDAR « Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rurale » a été transférée au PPILDA pour un montant de 4 200 000 USD.

7. L'objectif du PPILDA est d'améliorer les conditions de vie et de revenus des populations les plus pauvres de sa zone d'intervention, avec une attention particulière aux groupes les plus vulnérables (notamment les femmes, les jeunes et les plus pauvres dans les villages) ainsi qu'aux aspects transversaux tels que le genre et la gestion des ressources naturelles. La mise en œuvre du projet est en parfaite harmonie avec l'3N sur les plans stratégiques et institutionnels. Le PPILDA s'intègre parfaitement dans l'Initiative 3N en contribuant à son objectif spécifique de « renforcement des capacités de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises et aux catastrophes ».

8. La revue à 2/3 parcours du PPILDA a été réalisée en avril 2011. En plus de l'appréciation de l'état de mise en œuvre du PPILDA, la mission de revue à 2/3 parcours avait pour mandat de formuler un nouveau programme d'investissement sur la base des leçons apprises dans la mise en œuvre du Projet. Les mesures convenues entre le FIDA et le Gouvernement du Niger suite à cette revue portaient essentiellement sur: i) l'implication des communes dans la maîtrise d'ouvrage des microprojets (MP); ii) l'évaluation approfondie des banques de soudure (BS); iii) la formation et la mise en réseau des OP; iv) la révision des procédures de passation des marchés accompagnée de l'actualisation du manuel de procédures; v) la communication efficace avec les partenaires au développement dans le cadre du Programme Conjoint des Nations Unies (PCNU) pour la région de Maradi; vi) l'amélioration de la performance de la planification et de la gestion financière; et vii) l'amélioration de la gestion et de la mobilisation des

mécanismes de financement des MP (FAIIL et Fonds d'Appui au Renforcement de l'Offre Locale des Services « FAROLS »). A l'exception de la communication avec les partenaires dans le cadre du PCNU, la mission note avec satisfaction que l'ensemble des mesures convenues a été réalisé ou est en cours de réalisation. Il en est de même des recommandations de la revue destinées spécifiquement à l'UGP.

9. Une revue de supervision a eu lieu en mars 2012²; depuis cette supervision, le contexte de l'exécution des activités du PPILDA a été marqué par les éléments ci-après:

- En mai 2012, le projet PASADEM a été officiellement lancé et l'équipe du Projet, qui a été en majorité reprise dans le PASADEM, a déménagé d'Aguié à Maradi, au siège provisoire du PASADEM;
- le Responsable Administratif et Financier (RAF) a quitté le projet en juillet et un RAF par intérim a été nommé avant que soit recruté le RAF du PASADEM en septembre;
- la situation d'insécurité alimentaire chronique et de décapitalisation des ménages vulnérables ciblés n'a pas facilité la mobilisation de leur contribution, ce qui justifie le retard enregistré dans l'exécution des activités financées par le FAIIL.

10. Malgré tout, les éléments ci-dessus mentionnés n'ont que peu affecté la mise en œuvre du PTBA 2012 grâce à une mobilisation de toute l'équipe. Au 15 novembre 2012, toutes les activités prévues réparties au niveau de trois composantes techniques du Projet ont été réalisées. Les derniers mois seront consacrés au processus du transfert de maîtrise d'ouvrage et aux activités liées à l'achèvement (audit, études).

11. Au 15 novembre 2012, le taux de décaissement (**98%** pour le prêt FIDA et **93%** pour le don FBSA) est très satisfaisant. Il se traduit par une exécution à **89%** du PTBA 2012 hors financement FEM des activités relatives à la composante « Gestion durable des terres » (FEM/GDT) dont le taux de décaissement atteint **62%**. Au titre de la composante GDT/FEM, une convention tripartite a été signée avec le PAM et un prestataire comprenant des financements directs du PAM sous forme de *cash for work* qui portent le taux d'exécution global à **97%**.

12. L'élaboration du PTBA 2013 prend en considération les leçons apprises de l'exécution du PTBA 2012 pour ne plus consacrer ses activités qu'au transfert de maîtrise d'ouvrage (TMO) et aux activités liées à la clôture du projet. Elle s'appuie principalement sur les orientations ci-après: i) la poursuite et l'achèvement du transfert de maîtrise d'ouvrage aux bénéficiaires, notamment les communes, les STD et les OP; ii) l'audit final; iii) les études et rapports SYGRI; et iv) le transfert au PASADEM de la composante Gestion durable des Terres (GDT) financées sur le don FEM. La mission estime que le budget restant prévu au titre du PTBA 2013 sera consommé au 30 juin 2013 comme prévu.

13. Globalement, l'exécution du projet dans son ensemble est jugée satisfaisante par la mission.

C. Produits et réalisations

Composante 1: Repérage et valorisation des innovations locales

14. Les quatre (4) recommandations formulées lors de la dernière mission de supervision ont été réalisées. Elles se sont traduites par une meilleure visibilité des acquis du PPILDA au travers de supports diffusés dans le cadre de la stratégie de communication du FIDA au Niger. Les recommandations liées au transfert de maîtrise d'ouvrage (TMO) ont aussi permis la signature de conventions de collaboration avec les

² Voir rapport de mission.

communes et la mise en place d'un cadre de concertation communal intégrant l'intervention départementale.

15. Toutes les activités prévues au titre du PTBA 2012 ont été réalisées au 31/10/2012. Les principales activités réalisées au niveau de la gouvernance locale ont porté sur: i) la tenue de quatre ateliers de formation des élus et agents communaux; ii) la mise en place de six commissions communales et d'une commission départementale pour l'analyse et l'approbation des dossiers de micro projet (DMP) et iii) la construction et l'équipement de trois sièges de mairies. La vulgarisation des technologies et des innovations a porté sur: (i) la mise en œuvre de 17 parcelles d'initiatives paysannes (PIP); (ii) 18 champs de diversité (CD); (iii) l'emblavement de 150 hectares pour produire 150 tonnes de semences améliorées; (iv) l'organisation d'une foire de semences dans laquelle ont participé environ 4 000 producteurs et productrices. La fourniture de services d'appuis-conseils à travers les groupements paysans a bénéficié à 700 ménages vulnérables. Le renforcement du partenariat a été marqué par 30 rencontres de concertation régionales, la signature de deux conventions, l'une avec le programme de recherche action SCAP³ qui vise la promotion de l'agriculture de conservation au profit des petits producteurs/trices et la seconde avec l'Université de Ouagadougou. Enfin, la diffusion et la capitalisation des expériences porteuses ont été réalisées à travers huit séances d'animation avec les paysan(ne)s au niveau des villages et plus de 40 émissions à travers la radio communautaire; 10 fiches techniques, un film et quatre articles. Plusieurs outils de capitalisation ont été produits (deux films documentaires sur la RNA et les réalisations du projet, deux manuels techniques sur les CD et les PIP).

16. **Le processus d'appui aux innovations** (repérage, valorisation, promotion et diffusion) ainsi que le dispositif organisationnel mis en place a permis aux **groupements paysans d'appui-conseil agricole** (GACAP) d'offrir des prestations dans le cadre du PPILDA. Des demandes externes émergent de la part d'ONG et de paysan(ne)s pour bénéficier de cet appui-conseil. Certains groupements ont déjà été mobilisés en complément des services de l'agriculture et de l'élevage, pour venir appuyer des activités incluses dans les plans de développement communaux (PDC).

17. Les mécanismes de **communication** ont permis la capitalisation et la diffusion des innovations par la publication de fiches techniques et de manuels à l'intention des partenaires/agents de développement. L'utilisation de la radio communautaire permet une large diffusion des innovations auprès des paysan(ne)s.

18. La grande difficulté de l'appui-conseil agricole demeure l'accès aux intrants et à la couverture des frais de transactions qui y sont liés. Des démarches auprès de la chambre régionale d'agriculture (CRA) ont été initiées pour l'accréditation des GACAP. Les formations en gestion financière et organisationnelle de 32 membres des 4 unions de producteurs constituent un premier pas vers la professionnalisation de ces unions et il conviendra, dans le cadre du PASADEM, d'assurer qu'un processus d'accompagnement à la gestion permette à ces OP de devenir de véritables agents économiquement et financièrement viables avec des plans d'affaires concrets établis à l'échelle des moyens disponibles.

19. Les efforts en matière de **capitalisation et de diffusion des actions** ont porté sur la production d'un film diffusé sur la télévision nationale et la publication de deux manuels sur la conduite de parcelles d'initiatives paysannes et un manuel de champ de diversité phytogénique diffusés aux partenaires techniques. Le site Web www.ppilda.net est accessible et consultable. Il importe de le mettre à jour et de s'assurer qu'il soit référencé par des liens sur les sites des partenaires techniques et financiers.

20. La mise en œuvre de la Composante 1 est jugée **très satisfaisante**.

³ SCAP Smallholder Conservation Agriculture Promotion in Western and Central Africa

Composante 2: Renforcement des Instances et Organisations Rurales (RIOR)

21. Les trois (3) recommandations formulées lors de la dernière mission de supervision ont été réalisées. Elles se sont traduites par la signature de contrats avec 6 prestataires (ONG locales) pour le suivi des BS et par la formation de 32 dirigeants des unions de producteurs. Enfin, un contrat de collaboration avec l'ONG Suisse Contact a permis d'améliorer le dispositif de formation en artisanat des jeunes et des femmes préalablement formés par le PPILDA.

22. L'audit des OP, en ligne avec les précédentes missions, avait recommandé d'appuyer la structuration formelle, la formation et la mise en réseau des OP ce qui a servi de base au PTBA 2012. L'union semencière créée en 2010 a été accompagnée tout au long de l'année 2012.

23. La RNA ainsi que les activités de « récupération des terres dégradées », qui faisaient partie de la composante 2, ont été reprises par la composante FEM (voir paragraphe composante 6).

24. **L'amélioration de la sécurité alimentaire**, appuyée par la mise en place des BS et BC, a contribué significativement à la **réduction de la période de soudure** et du départ en exode. Quatre magasins de banques de soudure sur cinq prévus ont été construits et équipés. Le projet, en collaboration avec le PAM, a mis en place 16 nouvelles banques de soudure (sur 16 prévues) avec 80 tonnes de riz au profit d'environ 1 000 ménages vulnérables.

25. **Les activités relatives aux BS** ont bénéficié d'efforts du PPILDA qu'il est souhaitable de poursuivre dans le cadre du PASADEM. Le PPILDA a engagé six (6) ONG locales prestataires de services pour accompagner le renouvellement et la formation des COGES de BS: 284 COGES de BS (100% des BS) et de 47 BC (100% des BC) ont été renouvelés et formés; un programme de renforcement de leurs capacités en gestion des stocks et en récupération du crédit céréales est en cours. Le PPILDA a formé 284 chefs de villages d'implantation des BS à mieux jouer leur rôle de facilitation des activités des COGES.

26. La mission a noté, dans certains villages, l'existence d'excédents céréaliers après la fin de la période de distribution et la couverture des charges des BS, ce qui tendrait à montrer que les groupes de ces villages sortent de la vulnérabilité extrême. La mission recommande:(i) d'engager une réflexion sur l'utilisation des excédents non utilisés après distribution en diversifiant l'activité de la BS, (ii) de diagnostiquer la situation des ménages dont les femmes ne recourent pas aux BS.

27. La mission a noté que les ONG locales retenues basent leurs interventions sur les ressources humaines formées par le PPILDA (groupe de ciblage, groupe appui-conseil). Elle a apprécié la qualité des prestations assurées par ces relais villageois dans la formation des COGES. La mission réitère la recommandation⁴ de la mission de supervision de mars 2012 sur la professionnalisation de ces groupes (déjà outillés dans le diagnostic, la planification, le ciblage et le suivi) afin qu'ils puissent, dans le cadre du PASADEM, se positionner, au même titre que les ONG locales, dans la soumission à des appels d'offres concernant leur secteur d'activité.

28. Afin de sécuriser les producteur(rice)s sur la question foncière et de réduire les conflits fonciers, 20 COFOB ont été mises en place et formées. Une COFOCOM a été mise en place, formée et équipée.

29. Dans le cadre de l'appui aux AGR, 230 chèvres et 10 bœufs ont été distribués au profit de quatre groupements féminins et de deux groupements de jeunes. Les COGES de 14 forages ont été installés et formés.

⁴ « Organiser des formations pour les OP en gestion financière et organisationnelle afin de les renforcer et de mettre en place des mécanismes de durabilité ».

30. La mise en œuvre de la composante 2 est jugée **satisfaisante**.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Engager avec l'appui des prestataires du PASADEM une réflexion sur l'utilisation des excédents non utilisés après distribution et faire des propositions de diversification de l'activité de la BS.	Equipe genre et composantes PPILDA et PASADEM	janvier 2013
Diagnostiquer la situation des ménages dont les femmes ne participent pas aux banques de soudure et faire des propositions d'intégration dans les activités éventuelles de diversification	Equipe genre et composantes PPILDA et PASADEM	janvier 2013

Composante 3: Fonds d'Appui à l'Initiative et à l'Innovation Locales (FAIIL)

31. Le FAIIL a pour vocation de soutenir l'ensemble des initiatives et innovations locales compatibles avec les stratégies générales et thématiques du Projet. 52 MP ont été financés sur le FAIIL en 2012 pour un montant global de 1 787 892 122 FCFA (3 706 641 USD) soit 63% du montant initial alloué. Les MP mis en œuvre portent sur les BS, les BI, la reconstitution du cheptel, l'embouche bovine et les infrastructures. Les attributions de MP sont achevées.

32. La principale difficulté rencontrée a été le niveau de contribution des bénéficiaires requis pour bénéficier d'un financement. Même si la révision de ces conditions a permis une meilleure mobilisation du fonds, la dégradation des revenus des bénéficiaires dues aux mauvaises campagnes agricoles n'ont pas fait de ce fonds un outil facilement mobilisable pour les plus vulnérables.

33. La mise en œuvre de la composante 3 est jugée **moyennement satisfaisante**.

Composante 4: Renforcement de l'Offre Locale de Services

34. Les trois recommandations formulées lors de la dernière mission de supervision ont été réalisées ou le sera en décembre pour la dernière sur l'organisation d'un atelier de constitution de la CIFER (Caisse Intercommunale de Financement de l'Entretien Routier) conformément au processus engagé tout au long de l'année 2012.

Sous-composante 4.1: Construction et équipement d'infrastructures rurales (CEIR)

Centres de santé intégrés (CSI).

35. Tous les investissements prévus sont réalisés: construction et équipement de (i) 2 bâtiments pour accueillir des mutuelles de santé; (ii) 8 (huit) CSI dont 6 (six) ont été réceptionnés définitivement entre 2009 et 2011; (iii) 50 cases de santé en matériels médicaux et approvisionnées en produits pharmaceutiques, 20 centres de dépistage et de prévention de la malnutrition ont été mis en place dans 20 cases de santé; 90 agents des cases de santé ont été formés sur la prise en charge intégrée de la maladie de l'enfant (PCIME), la prise en charge du paludisme, de la malnutrition, des infections respiratoires aiguës, les « stratégies Plaintes Traitement » et le recouvrement des coûts (RC), 100 femmes relais ont été formées et suivies en appui conseil aux femmes enceintes et 200 femmes relais formées/recyclées sur le dépistage de la malnutrition, les sensibilisations et les démonstrations diététiques.

36. Cinquante (50) comités de santé ont été mis en place et formés sur les sensibilisations autour des thèmes suivants: IST/VIH/SIDA, hygiène/assainissement, planification familiale et nutrition; 17 Chefs CSI, 8 responsables des pavillons du district et 17 animateurs ont aussi été formés sur ces thèmes. En 2012, 6 000 moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été distribuées aux femmes enceintes et allaitantes ce qui porte à 21 000 le total distribué. Les produits nécessaires à la prévention et la prise en charge de la rougeole, de la méningite et du paludisme ont été mis à la disposition du district sanitaire d'Aguié, 110 COGES ont été formés sur la participation et la gestion communautaire de la santé.

37. Plus de 33 500 personnes dont 18 500 femmes ont été touchées par les séances de sensibilisations liées à la malnutrition. Le suivi de croissance de 17 760 enfants a permis la détection et la prise en charge de 2 580 enfants malnutris dont 1 922 malnutris modérés. Le taux de guérison des malnutris modérés est de 95% au niveau des 20 centres de prévention. 524 séances de démonstrations nutritionnelles ont été menées à l'endroit des femmes pour la prévention de la malnutrition.

38. **Points d'eau:** les 14 forages construits en 2011 et 2012 ont été provisoirement réceptionnés et leur équipement est achevé. Trois puits villageois seront réceptionnés définitivement à échéance en décembre 2012. Les 14 COGES ont été installés et formés par le service départemental de l'Hydraulique.

39. **Salles de classe:** les travaux de construction et l'équipement de quatre salles de classes restantes inscrites au PTBA 2012 sont en cours d'achèvement avec un nouvel opérateur. Toutes les écoles bénéficiaires des ouvrages disposent de comités de gestion opérationnels.

40. La mission estime que les activités de CEIR se sont déroulées de **manière satisfaisante**.

Sous-composante 4.2: Fonds d'Appui au Partenariat pour le Renforcement de l'Offre Locale de Services (FAROLS)

41. Les activités prévues au titre du PTBA 2012 visent à renforcer les capacités des services techniques des partenaires (STD) et des communes à travers un appui en équipement et en formation et comprennent: i) l'appui en petit matériel, mobiliers et fournitures consommables; (ii) la construction d'un bloc – clinique à la direction de l'élevage et un magasin de pesticides à la direction de l'agriculture à Aguié; (iii) le raccordement au réseau électrique du Service du Génie Rural d'Aguié; (iv) les réparations du parc roulant.

42. La mise en œuvre de la composante 4 est jugée **satisfaisante**.

Composante 5: Gestion du Projet et suivi-évaluation

Gestion du projet

43. Toutes les recommandations des audits et des missions de supervision ont été mises en œuvre (voir tableau en annexe). La gestion du projet est **satisfaisante**.

Suivi/évaluation (S&E)

44. **Dispositif participatif de suivi et évaluation:** le recyclage des 93 membres des groupements paysans de ciblage (GPC) et 616 membres des comités villageois de S&E (CVSE) a été réalisé au second semestre 2012 et le dispositif de S&E participatif mis en place par le PPILDA sera utilisé pour évaluer les performances du projet dans le cadre du travail préparatoire à la rédaction du rapport d'achèvement du projet. Le processus d'actualisation des données d'auto-recensement est engagé au niveau d'un échantillon de villages. Les agents communaux n'ont pas été formés mais une journée de recyclage a été dispensée aux 9 agents des DDPAT/DC sur le dispositif de S&E du projet. Bien que le matériel informatique et le logiciel ArcView aient été acquis depuis 2011, la formation en SIG n'a toujours pas été dispensée et les GPS n'ont pas encore été acquis pour opérationnaliser l'outil. *La recommandation de la précédente mission de supervision de mettre en place et opérationnaliser le SIG dans le cadre des premiers mois de démarrage du PASADEM reste donc valable.*

45. **Cadre logique:** une nouvelle version du cadre logique a été élaborée (voir annexe). Elle présente l'état d'avancement de chaque indicateur de premier niveau (produits-outputs) au 31 octobre 2012. L'actualisation des indicateurs de second (effets-outcomes) et troisième niveau (impact) est prévue dans le cadre de l'enquête d'impact et des études thématiques prévues en 2013. Comme recommandé par la dernière

mission de supervision, des comptes d'exploitation ont été élaborés lors de la campagne agricole 2012 pour un échantillon de 66 exploitant(e)s dont 17 femmes ayant bénéficié des appuis-conseils agricoles. Ils font ressortir que la marge nette à l'hectare est en moyenne de 87 500 FCFA pour la production de mil (105 900 FCFA pour les productrices contre 81 774 FCFA pour les producteurs) et de 50 795 FCFA en moyenne pour les exploitant(e)s de mil et niébé associés (49 257 FCFA pour les femmes contre 51 109 FCFA pour les hommes). Il aurait été plus utile de pouvoir comparer ces chiffres avec les marges nettes des exploitant(e)s non appuyé(e)s par le dispositif d'appui-conseil agricole mis en place par le PPILDA, pour pouvoir apprécier l'ampleur de l'impact.

46. **Indicateurs SYGRI (RIMS):** la mission a revu avec la cellule de l'UCGP le rapport annuel sur les indicateurs SYGRI⁵ à transmettre au FIDA avant fin mars de chaque année. Le tableau a été actualisé à la date du 30 octobre 2012 mais sera finalisé pour l'ensemble de l'année 2012 avec le document explicatif des notes accordées aux résultats de second niveau en janvier 2013.

47. **Comité décisionnel local (CDL) et Comité de pilotage (CP):** le PPILDA ayant déjà élaboré un PTBA pour 2012-13, le CDL et le CP ne seront plus réunis. Le rapport annuel 2012 sera élaboré et envoyé au Gouvernement et au FIDA. En revanche, des ateliers de restitution des résultats des enquêtes d'impact et études d'effets seront organisés pour information et validation, le CDL et CP pourront y être invités. Les visites des réalisations du PPILDA, dont les sites de RDT et les BS, par les autorités locales (préfets) et centrales (MAG), ainsi que par le PAM se sont poursuivies en 2012, démontrant un intérêt constant pour leurs résultats.

48. **Processus d'achèvement:** le PPILDA a initié le processus d'achèvement de ses activités. Les principales leçons tirées de sa mise en œuvre et les activités à fort impact ont déjà été capitalisées et mises à échelle dans le cadre de la conception des projets PASADEM et *Ruwanmu*, cofinancés par le FIDA. Dans l'ensemble, un fort taux de performance du projet est constaté. Le niveau d'efficacité des réalisations est considéré comme **satisfaisant** et la durabilité probable des résultats comme moyenne ou forte. Il reste toutefois à rendre compte de manière plus détaillée et concrète des résultats (effets et impacts) induits par l'action du projet.

49. Ainsi, dans le processus de clôture du PPILDA, il est prévu de rédiger un rapport d'achèvement du projet (RAP) suivant les directives du FIDA et sous la responsabilité du Gouvernement du Niger. Le PPILDA ne dispose pas d'une enquête d'impact SYGRI formelle mais a réalisé, à son démarrage, une riche enquête socio-économique de référence qui sera répliquée en fin de projet. L'analyse du RAP sera basée sur les résultats de cette enquête et de diverses études thématiques (notamment sur l'efficacité et la durabilité des banques de soudure, des IOR et des groupes d'offre locale de services, et la participation des femmes dans les organes de décision), qui permettront d'évaluer et de chiffrer comment le projet a amélioré les conditions de vie des ménages ciblés. Ces études serviront à (i) illustrer les résultats du PPILDA, (ii) mener une réflexion critique approfondie sur les modèles proposés, (iii) poser une situation de référence pour suivre leur évolution dans le cadre des projets PASADEM et *Ruwanmu*.

50. La mise en œuvre du système de suivi-évaluation est jugée **satisfaisante**.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Valider avec les chefs de composante et la cellule genre les thèmes des études et finaliser les TDR pour lancer le processus de recrutement des prestataires pour l'enquête d'impact et les études thématiques.	RSE et Assistant SE Une partie des études pourra être menée par les techniciens de la cellule Genre	30 novembre 2012 (TDR) 31 mars 2013 (résultats de l'enquête et des études)
Finaliser le rapport SYGRI (1er et 2ème niveau) à la date du 31 octobre 2012 après consolidation des données avec les chefs de composante. Puis le réactualiser au 31/12/12 pour l'envoi annuel au FIDA; et éventuellement au 31/6/2013 pour insertion dans le RAP.	RSE, Assistant SE et chefs de composante	30 novembre 2012. Fin mars 2013.

⁵ Système de gestion des résultats et de l'impact.

Rédiger le RAP suite aux résultats des rapports d'audit (2012 et clôture), des enquêtes et études	Gouvernement	Fin décembre 2013
Mettre en place et opérationnaliser le SIG dans le cadre des premiers mois de démarrage du PASADEM	RSE, UCGP	Fin mars 2013

Composante 6: Gestion Durable des Terres

51. Suite à la signature d'un accord entre le Gouvernement du Niger et le FIDA en 2011, le PPILDA a bénéficié du transfert du Don du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) initialement attribué au projet IRDAR. Le don FEM, d'un montant de 4,2 millions d'USD, a pour but de promouvoir des politiques et des pratiques en faveur de la GDT qui généreront simultanément des bénéfices environnementaux mondiaux tout en soutenant le développement social et économique à une échelle locale et nationale. La composante GDT du PPILDA, cofinancé par le FEM, a démarré en mars 2012.

52. **Récupération des terres dégradées:** des microprojets (5) de récupération des terres dégradées ont été mis en œuvre en partenariat avec le PAM, dans trois (3) départements de la région de Maradi. Cette activité est réalisée à 100% et a consisté en la confection de demi-lunes sur une superficie de 800 ha au niveau de 5 sites qui sont des enclaves pastorales. Quelques 1 776 ménages ont bénéficié des retombées financières. L'activité est considérée comme une réussite par la mission de supervision car la biomasse est en voie de restauration et le taux de survie des plants dans certains sites est estimé à plus de 80% trois mois après la plantation.

53. **Lutte contre *Sida cordifolia*:** des microprojets de récupération de terres envahies par *Sida cordifolia* ont été également mis en œuvre en partenariat avec le PAM et l'ONG Goulbi, dans quatre (4) départements de Maradi au niveau de 4 sites. Les terres envahies ont été débarrassées du *Sida cordifolia* etensemencées de graminées sur 1 133 ha soit un taux de réalisation de 85%. 267 ménages ont bénéficié des retombées financières. L'opération est jugée satisfaisante par la mission car *Sida cordifolia* a presque complètement disparu sur certains sites et la diversité biologique a augmenté avec un couvert végétal avoisinant 100%.

54. Ainsi, 1933 ha de terres sont en voie de réhabilitation grâce à ces deux activités. La mission apprécie l'implication d'une SFD (Kokari) dans la distribution du *cash for work* lors de ces 2 interventions et recommande que ce dispositif, qui crée une culture de relations financières entre bénéficiaires et SFD, soit maintenu.

55. **Mise en place d'une plateforme multi-acteurs pour la gestion durable des terres:** la plateforme a pour mission de définir une vision pour la gestion des terres pour la région de Maradi et les priorités en matière d'investissement dans ce domaine en vue de l'intégration de la Gestion Durable des Terres à la planification du développement aux niveaux local et départemental. Un Comité Directeur (CD) et un Groupe Technique (GT) ont été officiellement mis en place. La plate-forme a tenu trois (3) réunions de concertation au 31/10/2012.

56. *Afin de faciliter la mise en œuvre des activités de cette composante, la mission recommande à l'UGCP de suivre la feuille de route jointe en annexe.*

57. **Transfert de la composante:** la mission recommande que la composante GDT, financée par le FEM, qui fait aujourd'hui partie intégrante du PPILDA, soit transférée de ce projet qui doit s'achever en juin 2013 (clôture décembre 2013), et intégrée au Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement de la région de Maradi (PASADEM, Prêt FIDA No. 853-NE) qui vient de démarrer. La mise en œuvre de cette composante, une fois transférée au sein du PASADEM, conservera la même zone d'intervention à savoir les départements d'Aguié, Madarounfa, Dakoro, Mayahi, Tessaoua ainsi que Guidan Roumdji et touchera les 340 000 bénéficiaires initialement prévus. Les objectifs, les composantes, les activités ainsi que la stratégie de ciblage relatifs au don FEM seront également identiques. *La mission recommande que toutes les révisions institutionnelles et dispositions requises soient prises pour que ce transfert soit effectif.*

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Mettre en œuvre la feuille de route de la composante y compris le transfert de celle-ci du PPILDA au PASADEM (annexe)	PPILDA/PASADEM	2012/2013
Impliquer le Ministère de l'Environnement dans les futures missions de supervision et d'évaluation du projet	PPILDA/PASADEM	A partir de 2013
Démarrer les différentes études prioritaires (diagnostics participatifs, situation de référence, etc.) dans la mise en œuvre de la composante	PPILDA/PASADEM	Décembre 2012
Continuer la contractualisation impliquant une SFD	PPILDA/PASADEM	2013

D. Avancement de l'exécution du Projet

58. Au 31 octobre 2012⁶, le projet a complété l'exécution du Projet au bénéfice direct de 39 896 ménages **(133%)** répartis sur 295 communautés **(97%)**.

59. Les activités prévues pour les cinq composantes opérationnelles du Projet (RVIL, RIOR, FAIIL, ROLS et GDT) s'articulent autour de huit domaines d'intervention: i) l'appui à la gouvernance locale; ii) l'appui à l'intensification agricole; iii) l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages; iv) l'appui à la gestion durable des ressources naturelles; v) la promotion de l'offre locale de services et d'activités génératrices de revenus (AGR); vi) l'appui à la promotion d'innovations porteuses; vii) l'amélioration de la santé et nutrition; et viii) le développement d'infrastructures sociales de base.

60. **Gouvernance locale.** Le Projet a construit et équipé 6 sièges de mairie et réhabilité 3 structures départementales (agriculture, élevage, génie rural), et formé 127 élus locaux et agents municipaux, 120 chefs de villages et 1 061 groupes communautaires (soit 7 362 membres dont 5 837 femmes et 1 525 hommes). Ces groupes comptent tous des femmes dans leurs instances de direction élues. 623 membres dont 69% de femmes ont été formés en gestion des infrastructures. Ces réalisations ont permis de renforcer les capacités des communes dans le cadre du processus de transfert de la maîtrise d'ouvrage des activités appuyées par le PPILDA.

61. **Intensification agricole.** Les activités du Projet ont porté sur: (i) le renforcement des capacités de près de 4 093 paysan(ne)s (984 femmes et 3109 hommes) en techniques d'intensification agricole; (ii) la création de 15 boutiques d'intrants agricoles (BI) **(40%)**, améliorant ainsi la disponibilité et l'accès des intrants aux producteurs les plus vulnérables, ce qui concourt à renforcer le dispositif d'appui conseil agricole et à améliorer les rendements des producteurs; (iii) le fonçage de 133 points d'eau maraîchers **(133%)** a permis d'accéder à des revenus supplémentaires notamment en culture de contre-saison; (iv) l'appui à la création de groupements de productions semencières réunis au sein de 4 unions semencières.

62. **Sécurité alimentaire.** Le projet a assuré la formation de 1 419 membres (dont 1 090 femmes) des 268 BS et 47 BC. Seize (16) BS supplémentaires ont été mise en place avec 80 Tonnes de riz au profit de 1 000 ménages vulnérables portant à 284 de nombre de BS **(189%)**; ceci a permis de renforcer la sécurité alimentaire de près de 80 000 bénéficiaires concernés et de réduire d'environ 50% le temps consacré au salariat agricole pour les groupes vulnérables. De même, la reconstitution du capital bétail des ménages a permis de mettre en place 6 864 petits ruminants au profit des femmes des ménages extrêmement vulnérables (EV) et des groupements (jeunes et femmes), contribuant ainsi à renforcer leurs capacités de résilience à faire face aux effets néfastes des crises alimentaires. Cette opération a en effet permis d'améliorer les revenus et la production agricole (par l'utilisation des produits et sous-produits de l'élevage) des ménages les plus vulnérables.

63. **Gestion durable des ressources naturelles.** Les réalisations les plus significatives dans ce domaine portent notamment sur: i) la mise en régénération naturelle assistée (RNA) d'environ 13 319 ha de terre placés sous la surveillance de

⁶ Le pourcentage d'atteinte de l'objectif est indiqué entre parenthèses et en gras tout au long de ce chapitre.

60 comités villageois (**6660%**); cette réalisation représente l'une des grandes innovations adoptées par les bénéficiaires au-delà des prévisions, ce processus est en permanente adoption et représente désormais un acquis qui impacte visiblement sur l'aspect des zones cultivées. Ceci a permis de restaurer la couverture ligneuse et d'inverser la tendance à la désertification et de satisfaire, en même temps, les besoins en bois d'énergie et en fourrages des ménages adoptants; ii) la récupération et le reboisement de 319 (**159%**) ha de terres dégradées avec 475 747 plants produits et plantés (**190%**); et iii) la délivrance de 1 271 titres fonciers à 879 producteurs dans le cadre de la sécurisation foncière et la réduction des conflits et l'appui à 20 COFOB et un COFO départemental.

64. **Offre locale de services et AGR.** Le Projet a contribué à l'émergence de 16 groupements paysans qui offrent des services de qualité (appui-conseils, ciblage, autodiagnostic) au projet et à d'autres partenaires (PACII, IRDAR, ONG). En ce qui concerne les AGR, 357 jeunes (66% femmes et 53% hommes) (**60%**) ont été formés en couture, maçonnerie, menuiserie et tricotage; ce qui a permis à ces jeunes de disposer d'emploi permanent et donc d'améliorer leurs revenus⁷. Le personnel des prestataires (ONG locales) a été formé (258 professionnels dont 18% de femmes et 82% d'hommes).

65. **Innovations porteuses.** Les innovations porteuses promues par le projet incluent: (i) la mise en place de 90 Parcelles d'Initiatives Paysannes (PIP) (**96%**) dans les domaines de la production agricole, animale et la préservation de l'environnement au profit de 4 216 paysan(ne)s; (ii) la mise en place de 37 Champs de Diversités (CD) (**112%**) au profit de 2 431 paysan(ne)s; (iii) la production de 284 tonnes de semences améliorées (mil, arachide, niébé et sésame); et (iv) l'encadrement de 3 500 ménages vulnérables sur les technologies d'intensification agricole à travers de 16 groupements paysans d'appui conseil agricole (GACAP).

66. **Santé et nutrition.** Le projet a contribué au renforcement des capacités de 117 femmes relais (**78%**), de 260 membres des COGES des structures de santé, de 20 agents de case de santé et de 129 agents de santé des 6 CSI. Ceci a facilité la prévention et la prise en charge de certaines maladies (malnutrition, paludisme, etc.). Les 6 CSI (**60%**) construits et les 50 cases de santé (**125%**) équipés par le projet ont contribué à l'amélioration du taux de couverture sanitaire de la région de Maradi qui passe de 49,5% à 51,37%⁸. Pour le département d'Aguié où sont concentrées les activités du Projet, ce taux a connu une augmentation estimée à 15% avec l'intervention du PPILDA.

67. **Infrastructures rurales.** La construction/réhabilitation de 35 km (**111%**) de routes a permis de: (i) relier les villages de la zone du projet et au-delà aux importants marchés du Nigéria et faciliter le désenclavement des bassins de production; (ii) réduire le coût de transport des personnes et des marchandises de près de 50%; (iii) développer des échanges commerciaux inter villages et en direction du Nigéria et des départements voisins; (iv) faciliter les évacuations sanitaires et créer des emplois aux jeunes des villages riverains (développement des taxi motos). La réalisation de 19 puits villageois et de 30 forages d'eau (**98%**) a permis d'améliorer le taux de couverture des besoins en eau potable de la zone d'intervention. Enfin, la construction de 26 classes (**52%**) au niveau des écoles déjà existantes, a contribué à améliorer les conditions de travail et le taux de fréquentation de ces écoles.

68. La consolidation des acquis et la passation de la maîtrise d'ouvrage (aux communes pour certaines, aux départements techniques compétents pour les autres) est en cours et sera réalisée durant le premier trimestre 2013.

⁷ Revenus annuels moyens: 68 500 FCFA par couturière, 305 150 FCFA par maçon et 125 750 FCFA par menuisier.

⁸ Rapports Districts Sanitaires, 2010.

E. Aspects fiduciaires

Gestion financière

69. Les procédures de gestion sont respectées. Un RAF par intérim a été désigné pour ne pas retarder les activités du PPILDA suite au départ en juin dernier du RAF qui était en poste depuis 2009. La gestion financière est jugée **satisfaisante**.

Décaissements

70. Le taux de décaissement par composante: l'exécution cumulée toutes sources de financement confondues, indique les taux de **93%, 94%, 63%, 94%** et **89%** respectivement pour les composantes 1 à 5. Ces taux correspondent à l'exécution par rapport au budget approuvé au démarrage du projet et qui n'a pas été complètement mobilisé; toutes les ressources disponibles ont été ou seront consommées entièrement avant la date d'achèvement. (L'appendice 4B fournit les taux détaillés par composante pour chaque financement).

71. **Le taux de décaissement est très satisfaisant** sur les fonds FIDA et FBSA. Les financements acquis atteindront un taux de décaissement proche de 100% au 31 décembre 2012, soit six mois avant la date d'achèvement prévue dans l'accord de financement. Un reliquat minime sera décaissé en 2013 pour solder les engagements restants, les études et rapport d'achèvement ainsi que l'audit de clôture.

72. **Sur les fonds FEM finançant la composante Gestion Durable des Terres**, le taux de décaissement est de **10%**. Il s'agit de l'avance virée au compte spécial le 15 mars 2012. Il faut noter que la composante GDT n'a été lancée qu'en avril 2012 suite à sa mise en vigueur en octobre 2011 pour une durée d'exécution de 5 ans jusqu'au 31 décembre 2016.

73. *Au 1er janvier 2013, les comptes du financement FEM devront être transférés au PASADEM, pour que la comptabilité générale soit intégrée dans les comptes du PASADEM de manière à disposer d'états financiers consolidés pour l'année fiscale 2013, les comptes de suivi des financements et comptes analytiques étant maintenus séparément comme il est d'usage.*

Financement de la contrepartie

74. Pour la contrepartie gouvernementale, les montants mobilisés sont faibles par rapport au montant prévu: 376 millions sur 1,2 milliard de FCFA. L'Etat a respecté la mobilisation des 70 000 USD (35 millions de FCFA) inscrits dans l'accord de financement. Cependant, comme il a été noté lors des missions précédentes, cette faiblesse est due en partie au fait que la procédure de mobilisation de ressources de contrepartie par le biais des exonérations a été rarement mise en œuvre par l'ancienne équipe comptable et financière qui a été remerciée en 2009. Sur la période 2009-2012, la procédure a été régulièrement menée pour les marchés ayant fait l'objet de bons de commandes (achat des équipements du projet et fournitures). Cependant, pour les marchés de travaux et services liés aux infrastructures, la demande d'exonération n'a pas été accordée dans les cas où l'avis de conformité du DAO et/ou la non objection sur l'adjudication n'avaient pas été délivrés par le Contrôle Financier du MAG, mais signés au niveau régional.

75. Ainsi, la contribution par le biais des exonérations de taxes est difficile à apprécier: bien que l'Etat était disposé à les accorder, la mise en œuvre s'est avérée souvent infructueuse.

76. En ce qui concerne la faiblesse de la **contribution des bénéficiaires** (143 millions sur 600 millions F CFA prévus), les missions précédentes avaient noté que le taux de contribution demandé au début du projet pour la composante FAIIL s'est avéré trop élevé pour les bénéficiaires et a constitué un frein à cette activité. Par ailleurs, les apports en nature des bénéficiaires (sable, main d'œuvre pour les magasins construits, prise en charge de la prestation des paysans vulgarisateurs par la fourniture de mil, etc.)

n'ont pas été valorisés et donc non comptabilisés. Ces deux faiblesses constituent des leçons apprises du PPILDA prises en compte dans le PASADEM.

77. La mission recommande de *faire une estimation complète des contributions des bénéficiaires, pendant les études à mener dans le cadre du rapport d'achèvement. Ainsi leur valeur économique sera évaluée et consignée, ceci du fait qu'une base documentaire certifié empêche de porter des écritures en comptabilité.*

78. **La demande de contrepartie** inscrite au budget 2012 pour 20 millions F CFA vient de faire l'objet de deux avis de règlement pour paiement par le Trésor: 11 967 174 F CFA et 4 000 000 F CFA. La réception de ces fonds est prévue dans les prochains jours dans le compte du projet. Cela porterait le taux de décaissement de la contrepartie à 32%.

79. Cependant, une partie de cette somme devra servir à rembourser au compte FBSA le reliquat des dépenses inéligibles qui avaient été notées lors des précédentes missions. En effet, sur le total de 16,6 millions F CFA de dépenses inéligibles, un premier remboursement de 9,9 millions F CFA a été fait en juin, soit 100% sur le montant dû au compte du prêt (3,9 millions F CFA) et 50% sur le montant de 12 millions dû au compte du don (6 millions F CFA).

80. **Dispositions de l'accord de financement:** toutes les dispositions de l'accord de financement sont respectées. Cependant, comme indiqué ci-dessus, la mise en œuvre des exonérations n'a pas été pleinement effective.

81. **Vérification des États certifiés de dépenses (ECD):** les conclusions de la vérification des pièces justificatives des dépenses éligibles sous ECD sont **satisfaisantes**. Les éléments vérifiés sont listés en annexe.

82. **Exécution du PTBA 2012:** le PTBA 2012 (sans la composante FEM) d'un montant de 1 milliard CFA a été exécuté à hauteur de 890,3 millions F CFA, soit **89%** du PTBA, à la date du 15 novembre 2012. Le montant des engagements à cette date est de 206 millions (21% du PTBA), ce qui porte le taux d'exécution global à près de **110%**, par anticipation sur le PTBA 2013, qui a été déjà approuvé par le comité de pilotage et le FIDA (PTBA juillet 2012 à juillet 2013).

83. Le PTBA 2012 de la composante FEM est d'un montant de 422,7 millions FCFA; au 15 novembre 2012, il a été décaissé à hauteur de 182 millions, soit **37,5%** du PTBA. Les actions en cours pour le reste de l'année 2012 sont estimées à 81 millions de FCFA, soit 263 millions au total et un taux de **62%**.

84. Par ailleurs, le PPILDA, au titre de la composante FEM a signé une convention avec le PAM et un prestataire pour mener des activités importantes de récupération des terres et de lutte contre le *Sida cordifolia* sous forme de *cash for work*. La convention stipule qu'une partie des décaissements sera effectuée directement par le PAM; leur valorisation porte le taux d'exécution global à **97%** y compris les activités en cours susnommés.

85. **Exécution par catégorie de dépenses:** à la date du 15 novembre 2012, les taux d'exécution du PPILDA, par catégorie de dépenses sont les suivants: i) pour la catégorie 1 Génie Civil: **102%** sur fonds FIDA et **98,5%** sur fonds FBSA; ii) pour la catégorie 2, Equipement et Véhicules: **98%** sur fonds FIDA et **61%** sur fonds FBSA; iii) pour la catégorie 3, Formations et Etudes: **92%** sur fonds FIDA et **101%** sur fonds FBSA; pour la catégorie 4, Assistance Technique: **106%** sur fonds FIDA et **64%** sur fonds FBSA; pour la catégorie 5, FAIIL: **90%** sur fonds FIDA et **93%** sur fonds FBSA; pour la catégorie 6, FAROLS: **88%** sur fonds FIDA et **93%** sur fonds FBSA; pour la catégorie 7, Salaires: **77%** sur fonds FIDA, pas d'allocation sur fonds FBSA et pour la catégorie 8, Coûts de fonctionnement: **93%** sur fonds FIDA; pas d'allocation sur fonds FBSA.

86. **L'exécution par catégorie de dépenses est satisfaisante.** Cette exécution équilibrée a été réalisée grâce à une réallocation budgétaire approuvée par le FIDA en décembre 2010.

Passation des marchés

87. La revue des marchés exécutés entre avril 2011 et septembre 2012 a été effectuée. La mission a examiné un échantillon de marchés sélectionnés parmi ceux passés par le Projet entre avril 2011 et septembre 2012. Il s'agit de dix-huit (18) marchés d'infrastructures d'un coût total de 567 160 277 FCFA, résultant de dix (10) procédures de marchés, en tenant compte des allotissements. La liste de ces marchés est contenue à l'annexe 7 au présent document. Les procédures de passation sont acceptables, mais les quelques dysfonctionnements qui avaient été relevés dans le passé ont été corrigés, notamment l'utilisation de notes chiffrées pour l'évaluation de marchés de travaux.

88. La mission a procédé à la revue conjointe du PPM 2012/2013 du PPILDA avec l'équipe du projet en charge des finances. Elle a permis d'évaluer la cohérence des activités programmées avec les disponibilités financières et les contraintes de paiement résultant de la clôture du projet prévue en juin 2013. Le tableau de l'annexe 7 présente l'état d'exécution des activités inscrites dans le PPM.

89. La revue a permis d'établir que le montant des marchés restant à engager sur le PPM est de 93 180 000 FCFA, dont 38 904 000 FCFA sur ressources FIDA et 54 256 000 FCFA sur ressources FEM. La plupart des acquisitions concernées sont de faibles montants. Elles pourront être passées et exécutées dans un délai maximum de 45 jours, ce qui est largement possible d'ici juin 2013.

Audit

90. Le tableau de suivi des recommandations des audits est joint en appendice 4. Il indique que l'essentiel des recommandations ont été mises en œuvre; restent à exécuter celles dont l'échéance n'est pas encore arrivée et une qui devient sans objet. Le processus de passation de marché pour l'audit des comptes 2012 a été entamé: l'avis à manifestation d'intérêt a été lancé et l'audit devrait avoir lieu en mars 2013.

91. L'audit de clôture à mener entre juin et décembre 2013 devrait démarrer au plus tard 2 mois avant la clôture, de sorte que le rapport final soit prêt une semaine après la date de clôture, les dépenses étant minimales à cette période.

Plan d'actions pour l'achèvement et la clôture du PPILDA

92. La mission recommande de compléter et mettre en œuvre le plan d'actions décliné selon les axes suivants:

- i) **sur le plan logistique et traitement comptable:** transfert à l'actif du PASADEM au 01/01/2013 des 6 véhicules qui sont en état de fonctionnement dont un affecté au Bureau de Liaison, du mobilier et matériel (groupe électrogène, antenne VSAT), bureaux, meubles de rangement, fournitures de bureau et consommables d'informatique restantes et stockées au magasin (cf. inventaire), rétrocession des bâtiments, cession des cuves neuves destinées à alimenter la pompe de carburant à Aguié. Un calendrier de transfert physique à Maradi devra être finalisé par le projet en tenant compte de la date à laquelle la construction du siège sera terminée; étant donné que la plupart du mobilier actuellement utilisé fait partie des locaux loués;
- ii) **sur le plan des ressources humaines:** la fin des contrats a déjà été constatée et les indemnités de fin de contrat liquidées pour tous les agents du PPILDA sauf une équipe restreinte de 5 techniciens et 2 gardiens toujours en poste à Aguié mais dont les contrats seront terminés et les droits liquidés au 31/12/2012. *Ainsi, la mission recommande de préciser au personnel leur*

statut d'employés du PASADEM, avec dans leur TDR le suivi des quelques activités restantes du PPILDA et des interactions avec l'équipe de consultants chargés des études pour le rapport d'achèvement. Sur le plan administratif et financier, le RAF du PASADEM est chargé de suivre les activités d'achèvement, de clôture et d'audit du PPILDA, avec toute l'équipe qu'il supervise. Ainsi, un seul organigramme est opérationnel;

- iii) sur le plan de la gestion de la trésorerie:** le projet doit: (i) vérifier le registre des contrats, (ii) solder tous les comptes fournisseurs si les reliquats ne sont pas effectivement dus, (iii) prévoir le décaissement des retenues de garanties correspondant à toutes les réceptions provisoires ou obtenir les cautions de garantie correspondantes, (iv) ne laisser aucun engagement non honoré à la clôture. Le RAF du PASADEM doit superviser toutes les activités d'achèvement et de clôture du PPILDA en donnant un visa d'approbation sur tous les documents, transactions et opérations financiers avant la signature par le RAF par intérim qui avait été nommé pour le PPILDA. En effet, pour éviter des changements sur cette période où les fonds PPILDA sont pratiquement épuisés, la signature sur les comptes bancaires et DRF PPILDA par le RAF par intérim reste maintenu, mais cette signature doit être précédée du visa d'approbation du RAF du PASADEM qui possède une plus grande expérience des procédures FIDA;
- iv) Le projet doit s'assurer, avec l'appui des Ministères en charge de l'Agriculture et du Plan, de l'encaissement effectif des avis de règlement reçus au titre de la contrepartie 2012 et du remboursement du solde des dépenses inéligibles de 6,7 millions CFA au compte FBSA. Le projet doit élaborer un plan de trésorerie pour les dépenses à payer sur la période novembre 2012 à mars 2013 et proposer un plan de recouvrement de l'avance au compte spécial pour le compte du prêt et celui du don, qui devra être soumis au FIDA avant le 15 décembre 2012.**

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Au 1er janvier 2013, transférer les comptes du financement FEM au PASADEM, pour que la comptabilité générale soit intégrée dans les comptes du PASADEM de manière à disposer d'états financiers consolidés pour l'année fiscale 2013, les comptes de suivi des financements et comptes analytiques étant maintenus séparément comme il est d'usage.	RAF	Janvier 2013
Faire une estimation complète des contributions des bénéficiaires, pendant les études à mener dans le cadre du rapport d'achèvement. Ainsi leur valeur économique sera évaluée et consignée, ceci du fait qu'une base documentaire certifiée empêche de porter des écritures en comptabilité.	Directeur /RSE	2013
Compléter et mettre en œuvre le plan d'actions décliné selon les axes suivants: i) sur le plan logistique et traitement comptable: transfert à l'actif du PASADEM au 01/01/2013 des 6 véhicules qui sont en état de fonctionnement dont un affecté au Bureau de Liaison, du mobilier et matériel (groupe électrogène, antenne VSAT), bureaux, meubles de rangement, fournitures de bureau et consommables informatique restantes et stockées au magasin (cf. inventaire), rétrocession des bâtiments, cession des cuves neuves destinées à alimenter la pompe de carburant à Aguié. Un calendrier de transfert physique à Maradi devra être finalisé par le projet en tenant compte de la date à laquelle la construction du siège sera terminée; étant donné que la plupart du mobilier actuellement utilisé fait partie des locaux loués.	RAF	15 décembre 2012
ii) sur le plan des ressources humaines: préciser au personnel leur statut d'employés du PASADEM, avec dans leur TDR le suivi des quelques activités restantes du PPILDA et des interactions avec l'équipe de consultants chargés des études pour le rapport d'achèvement. Sur le plan administratif et financier, le RAF du PASADEM est chargé de suivre les activités d'achèvement, de clôture et d'audit du PPILDA, avec toute l'équipe qu'il supervise.	Directeur	Immédiat
iii) sur le plan de la gestion de la trésorerie: le projet doit: (1) vérifier le registre des contrats, (2) solder tous les comptes fournisseurs si les reliquats ne sont pas effectivement dus, (3) prévoir le décaissement des retenues de garanties correspondant à toutes les réceptions provisoires ou obtenir les cautions de garantie correspondantes, (4) ne laisser aucun engagement non honoré à la clôture. Le RAF du PASADEM doit superviser toutes les activités d'achèvement et de clôture du PPILDA en donnant un visa d'approbation sur tous les documents, transactions et opérations financiers avant la signature par le RAF par intérim qui avait été nommé pour le PPILDA. En effet, pour éviter des changements sur cette période où les fonds PPILDA sont pratiquement épuisés, la signature sur les comptes bancaires et DRF PPILDA par le RAF par intérim reste maintenu, mais cette signature doit être précédée du visa d'approbation du RAF du PASADEM.	RAF	15 décembre 2012

Le projet doit s'assurer, avec l'appui des Ministères en charge de l'Agriculture et du Plan, de l'encaissement effectif des avis de règlement reçus au titre de la contrepartie 2012 et du remboursement du solde des dépenses inéligibles de 6,7 millions CFA au compte FBSA. Le projet doit élaborer un plan de trésorerie pour les dépenses à payer sur la période novembre 2012 à mars 2013 et proposer un plan de recouvrement de l'avance au compte spécial pour le compte du prêt et celui du don, qui devra être soumis au FIDA avant le 15 décembre 2012.	Directeur /RAF	Immédiat
--	----------------	----------

F. Durabilité

93. La durabilité a bien été anticipée dans toutes les activités du PPILDA afin d'assurer une continuité des actions par des institutions partenaires après l'achèvement du Projet. Ceci se traduit à travers le renforcement des mairies, les structures communautaires mises en place et formées, notamment les groupements paysans d'appui-conseil, d'autodiagnostic et de ciblage, les comités de gestion des infrastructures construites par le Projet (AEP, CSI, pistes, BI, BS, etc.), et les comités de gestion des ressources naturelles.

94. Dans le cadre du transfert de la maîtrise d'ouvrage, le PPILDA a signé, avec les six (6) communes de sa zone d'intervention des conventions pour assurer le suivi de la gestion des investissements réalisés. La mission a notamment constaté que les communes ont déployé sur fonds propres les présidents de commissions «développement rural et environnement» dans les villages pour le contrôle des banques de soudure.

95. Lors des rencontres avec les maires, la mission a eu la confirmation que l'inscription de ressources spécifiques pour prendre en charge le suivi des infrastructures remises aux communes, dans le budget communal, comme l'avait recommandé la précédente mission de supervision, se fera lors des prochaines sessions budgétaires en janvier 2013.

96. Le PPILDA s'est appuyé sur des institutions relais au niveau des villages (comités de gestion) et des communes (groupes de ciblage et groupes d'appui conseil) qui permettent de démultiplier les actions. Celles-ci contribuent à l'émergence de cadres institutionnels locaux durables basés sur la responsabilisation des acteurs ruraux.

97. Une note méthodologique (en annexe 2) propose une démarche de complémentarité entre les communes (entités élues au suffrage universel) les structures communales d'appui (sélectionnées par le projet) et villageoises de gestion (choisies par les bénéficiaires) pour la prise en charge efficiente et durable des fonctions et infrastructures transférées aux communes. L'enjeu est d'accompagner les communes à s'inscrire dans une logique de concession de service public aux comités communaux de ciblage et aux comités communaux d'appui conseil pour le suivi des infrastructures et des activités transférées, le renforcement des comités de gestion et des groupements de producteurs.

98. Concernant la gestion durable des terres, des dispositions sont prises par la formation des comités de gestion en vue de la durabilité des aménagements et l'implication des mairies dans le dispositif de suivi des COGES.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accompagner les communes dans la reconnaissance des comités communaux mis en place par le PPILDA comme structures locales d'appui et d'intervention reconnues et légitimés par les conseils communaux, les services techniques publics, les partenaires techniques et financiers.	PPILDA / PASADEM	A partir de janvier 2013
Accompagner le développement d'OP au niveau de la commune suffisamment outillées pour prendre en charge les fonctions de groupage de stockage, de négociation pour la mise en marché des excédents de productions.	PPILDA / PASADEM	A partir de janvier 2013
S'appuyer sur les CRA qui ont une mission de service public, pour	PPILDA / PASADEM	A partir de janvier 2013

mettre en œuvre un programme d'accompagnement des Unions communales d'organisations de producteurs et les unions régionales d'organisations de producteurs. Les CRA s'appuieront sur les GACAP pour assurer le renforcement des groupements villageois de producteurs.		
Articuler les programmes d'accompagnement à la réalisation d'un inventaire des OP impliquées dans les filières soutenues par le PASADEM à l'échelle villageoise, à l'échelle communale et à l'échelle régionale et procéder au diagnostic institutionnel participatif (DIP) des OP. Des outils de classification, de renforcement et d'évaluation des OP sont proposés en annexe 2.	PPILDA / PASADEM	A partir de janvier 2013
Renforcer et élargir les capacités des groupements de ciblage afin qu'elles puissent soumissionner à des appels d'offre d'intervention à la base.	PPILDA / PASADEM	A partir de janvier 2013
Impliquer les autorités locales (mairies) dans la supervision des activités du volet FEM en vue de les préparer au TMO.	DRE, PPILDA	Décembre 2012

99. **Gouvernance locale.** Les communes sont les premiers acteurs concernés par la durabilité des activités du Projet après son achèvement. A cet effet, le projet envisage à très court terme de renforcer les capacités des autorités communales sur les procédures de gestion et de fonctionnement des BS, des BC et des BI. En outre, les agents communaux seront formés sur l'opérationnalisation du dispositif de S/E participatif qui leur sera transféré.

100. **Intensification agricole.** Des facteurs de durabilité des actions entreprises par le PPILDA au niveau de l'intensification agricole ont été mis en place et se renforcent progressivement. Il s'agit notamment des comités de gestion des BI et des puits maraîchers, ainsi que l'union des producteurs de semences. Il convient cependant de noter que la plupart de ces structures viennent d'être mises en place et qu'elles sont encore fragiles. *Leurs capacités sont à renforcer davantage pendant la période restante d'exécution du projet.*

101. **Sécurité alimentaire.** Pour assurer la durabilité des investissements réalisés, des comités de gestion des BS et des BC ont été mis en place, formés et dotés de documents de gestion. Le projet vient d'évaluer le fonctionnement de ces banques et identifier des domaines de renforcement des capacités des acteurs impliqués. Aussi, il a engagé un processus de leur transfert aux communes et d'ancrage au dispositif national de prévention et de gestion des crises (système d'alerte précoce et de gestion des crises alimentaires) pour qu'ils puissent assurer un suivi efficace de ces banques après le projet.

102. **Gestion durable des ressources naturelles.** Des comités de gestion des ressources naturelles comprenant des membres provenant des différents villages concernés ont été mis en place et formés avec l'appui des services techniques de l'environnement. Trois commissions foncières communales et six commissions foncières de base (niveau village) ont été mises en place, formées et équipées pour appuyer le processus de sécurisation foncière. Pour renforcer les dispositifs organisationnels de gestion durable des ressources naturelles et créer ainsi les conditions d'une sécurisation des producteurs, *le projet devra s'assurer de l'ancrage des structures communautaires de gestion des ressources naturelles (RNA, récupération des terres dégradées) au niveau des communes.*

103. **Offre locale de services et AGR.** *Le projet devra appuyer la dynamique de promotion des AGR à travers le renforcement des capacités des artisans formés pour qu'ils continuent à offrir des services de qualité aux populations à travers l'identification des meilleurs « entrepreneurs » afin de leur apporter des kits complémentaires.* Aussi, la mise en relation en cours de l'expertise locale (groupements de services) avec d'autres partenaires (projets, autres ONG, etc.) est une alternative porteuse pour la durabilité de l'offre locale de services.

104. **Innovations porteuses.** La durabilité des innovations porteuses est conditionnée par la valeur ajoutée que ces innovations apportent aux paysans(nes). Dans la mesure

où ces innovations contribuent à l'augmentation de la productivité agricole, elles continueront être adoptées par les agriculteurs(trices). Au regard de la faible capacité d'intervention des services de l'agriculture et de l'élevage, les groupements paysans d'appui-conseils agricoles seront mobilisés par ces services pour une valorisation efficace de leurs savoirs au profit des communes. Aussi, ces dernières pourront les utiliser dans le cadre des actions de développement qu'elles auront identifiées dans leurs PDC.

105. Santé et nutrition. Les conditions de durabilité des acquis du projet en matière de santé et nutrition semblent assurées dans la mesure où les structures sanitaires appuyées sont gérées par les services compétents du Ministère de la santé selon la politique nationale en la matière. Le renforcement des capacités des acteurs (femmes relais, comités de santé, agents de santé) a permis de mieux les outiller notamment dans la prévention et la prise en charge de certaines maladies (malnutrition, paludisme, etc.).

106. Infrastructures rurales. Concernant la construction et réhabilitation des infrastructures rurales, la durabilité des investissements réalisés est en partie assurée par la qualité des infrastructures, jugées solides et ainsi faciles d'entretenir. Toutefois, au vu du niveau de maturité des différentes structures de gestion et d'entretien, *cette durabilité n'est envisageable qu'avec: (i) un renforcement aussi bien institutionnel des différentes associations que de leurs capacités techniques et organisationnelles, (ii) leurs premiers outillages (matériels d'entretien, Manuels de gestion, ...) et (iii) l'application effective d'un règlement d'ordre intérieur validé et approprié par l'ensemble des parties prenantes à la gestion et entretien des infrastructures.*

107. Stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage. Dans la perspective de l'achèvement du PPILDA et en vue d'assurer la durabilité des activités après le projet, une stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage a été élaborée et a fait l'objet d'échanges entre l'UGP, les communes et les STD. Les actions suivantes ont été déjà réalisées dans le cadre de la mise en exécution de cette stratégie: i) recensement des activités à transférer aux communes et élaboration d'une note méthodologique y afférente; ii) réunion d'information et de validation de la note méthodologique par les communes et les STD; et iii) identification des domaines de renforcement des capacités des acteurs. Les activités prévues dans cette stratégie seront réalisées au cours de la période restante d'exécution du projet.

108. Il est ressorti de la réunion tenue entre la mission, l'UGP, les communes, les STD, les ONG partenaires et l'Union des producteurs de semences ALHERI que tous les partenaires sont engagés à accompagner les communautés dans la pérennisation des acquis du projet. *La mission soutient les recommandations ci-après issues de cette réunion: i) matérialiser la collaboration des acteurs concernés par une convention multipartite (projet, communes, STD, et communautés à la base) définissant les rôles et responsabilités de chaque partie prenante; ii) mettre en place un cadre de concertation au niveau départemental pour suivre, superviser et évaluer les actions faites dans le cadre du transfert de la maîtrise d'ouvrage. Les appuis du niveau central et régional sont requis pour l'opérationnalisation de ce cadre; iii) poursuivre le partenariat avec les autres projets et programmes intervenant dans la zone afin de valoriser au maximum les acquis du projet; et iv) inscrire dans le budget des communes pour 2013 les actions liées à la prise en charge des activités du Projet après son achèvement.*

G. Apprentissage et innovation

109. Les leçons tirées lors de la mission à 2/3 parcours du PPILDA ont permis la formulation d'un nouveau projet de développement, le PASADEM, qui va permettre de passer à l'échelle régionale les acquis du PPILDA. La mission apprécie que l'équipe de mise en œuvre du PASADEM ait été constituée d'agents portant l'expérience et la mémoire du PPILDA et d'agents ayant de nouvelles compétences. Le PPILDA a généré une importante offre de services locale au niveau villageois et communal qui est

reconnue par les mairies et devra être mise à profit par les prestataires de mise en œuvre du PASADEM.

H. Autres aspects

Prise en compte du genre dans le PPILDA

110. Les structures relais au niveau des villages et des communes sont essentiellement composées de jeunes. Au niveau des villages, les femmes constituent 61% des bénéficiaires directs et indirects du projet, 39% des bénéficiaires des formations en techniques de production agricole, 25% des membres des CVSE et 100% des membres des comités de gestion des BS. Dans les GACAP, elles jouissent des mêmes prérogatives que leurs collègues hommes et assurent l'appui conseil des exploitations sans discrimination, 62% des OR mises en place avec l'appui du projet comptent des femmes dans leurs instances de prise de décision. Ceci constitue un réel progrès surtout en relation avec un milieu conservateur où la femme a une autonomie limitée. La mission recommande le lancement d'une étude plus approfondie sur la qualité de la participation des femmes dans ces instances de décision. La mission a particulièrement apprécié la composition des COGES des banques de soudure, exclusivement féminin en relation avec la forte implication des femmes des ménages vulnérables dans les stratégies de survie de ces ménages. La mission a aussi apprécié l'engagement de certains COGES de BS, où les jeunes femmes sont particulièrement dynamiques, autonomes et compétentes. Les BS ont contribué à la diminution de l'exode et du salariat agricole pendant le démarrage de la campagne agricole, induisant ainsi l'augmentation de la production et la productivité agricole des familles les plus vulnérables.

111. Partant du constat qu'en milieu rural, plus l'exploitation familiale est pauvre, plus la participation des femmes à la couverture des besoins alimentaires est forte, la mission propose de (i) prendre en compte la participation des femmes dans la couverture des besoins alimentaires dans les 10% de ménages devant faire l'objet d'un suivi régulier, (ii) de suivre 10% des ménages vulnérables dirigés par des femmes, (iii) d'enrichir les fiches de suivi des ménages de différentes colonnes renseignant sur les activités économiques des femmes et les domaines de recyclage de leurs revenus.

112. Le PASADEM a mis en place une équipe genre formée de trois agents du projet (deux femmes et un homme) renforcés par des consultances temporaires. L'équipe doit élaborer une stratégie genre à mettre en œuvre dans toutes les interventions des projets cofinancés par le FIDA. Une note méthodologique est proposée en annexe. La stratégie genre du PASADEM, en cohérence avec la politique « égalité des sexes et autonomisation du femmes » du FIDA et avec la politique nationale genre du Niger, devra partir de la maîtrise de la situation spécifique des hommes et des femmes dans: (i) les exploitations agricoles familiales, (ii) les filières retenues par le PASADEM, (iii) la position des femmes dans les organisations de producteurs, (iv) la position des femmes dans les autres instances rurales pour définir les axes d'intervention qu'il faut par la suite insérer dans les différentes composantes du PASADEM. De façon opérationnelle, la stratégie genre devra partir d'une compréhension des maillons occupés par les femmes dans les filières pour renforcer et aider à la professionnalisation de leur position en tenant compte de leurs besoins spécifiques (femmes allaitantes). Le PASADEM devra s'appuyer sur les IOR spécialisées dans les diagnostics pour mettre en œuvre les mesures listées en annexe 1.

Contribution au démarrage technique du PASADEM

113. La mission a accompagné l'équipe du PASADEM et ses partenaires (CRA Maradi, mairies concernées) dans l'organisation d'ateliers participatifs impliquant toutes les parties prenantes (OP, commerçant(e)s, transporteurs, dockers, transformateur(ice)s...) intéressées au développement des marchés sur les 5 sites des pôles de développement économique retenus par le PASADEM (Djirataoua, Guidan Roumdji, Sabon Machi, Tchadoua, Tessaoua). Ces ateliers ont procédé à un état des lieux qui a été présenté par

une délégation de chaque pôle lors de l'atelier régional de lancement technique du PASADEM qui s'est tenu à Maradi les 19 et 20 novembre 2012. Sur chaque site, les participants, ont convenu d'utiliser le "*hadin gwiwa*"⁹ comme un espace de rencontre permanent et régulier entre parties prenantes du développement du marché animé par la CRA.

114. Tous les membres de la mission ont activement contribué, selon leurs compétences respectives, aux débats et réflexions qui se sont tenus lors de l'atelier de lancement technique du PASADEM et qui a formulé des recommandations qui seront prises en compte dans le PTBA 2013. Un compte-rendu de l'atelier est joint en annexe 8.

115. En ce qui concerne la mise en œuvre du PASADEM, la mission a noté avec satisfaction la prise de fonction récente du Responsable de la passation des marchés (RPM) et rappelle l'importance d'anticiper sur les procédures de passation de marchés afin d'assurer une bonne absorption des ressources. Elle recommande également que le Ministre de l'Agriculture prenne les dispositions nécessaires afin que les opérations d'ouverture de plis et d'attribution puissent être organisées à Maradi, condition indispensable à la célérité quant à la mise à disposition des produits du projet.

116. Une mission de supervision du PASADEM est programmée pour le deuxième trimestre 2013.

Contribution à la préparation du Démarrage de Ruwanmu

117. Conformément aux conclusions de la mission de revue à mi-parcours du PUSADER, la mission a participé le 10/11/12 à la tenue d'un atelier de travail organisé par la CRA Tahoua et la CRC Tahoua du PUSADER autour de la collaboration avec les OP dans le cadre de la mise en œuvre du *Ruwanmu*. Au terme de cet atelier, les OP régionales présentes, renforcées d'une représentation du RECA (technicien et élu) ont identifié les thèmes de collaboration possible dans le cadre du développement de la petite irrigation dans la région de Tahoua. Un compte-rendu a été distribué aux parties prenantes par la CRA Tahoua.

118. La mission a rencontré la CRC Zinder du PAC2 ainsi que plusieurs OP de la région de Zinder afin d'initier un processus similaire de consultation. La tenue d'un atelier de travail dans cette région a été reporté au début 2013 dès lors que la CRA Zinder aura achevé son processus de renouvellement et pourra animer ce processus. La mission recommande un appui méthodologique des CRA de Maradi, du RECA et des projets appuyées par le FIDA (PUSADER, PASADEM, *Ruwanmu*, RCI-IRDAR/PAC2).

119. Cette dynamique s'inscrit dans le cycle des consultations permanentes que souhaite instaurer le FIDA avec les OP des 3 régions de Maradi, Tahoua et Zinder et qui culminera fin mars 2013 dans la tenue d'un forum paysan transrégional qui, sur les bases des recommandations des ateliers régionaux, formulera des recommandations pour que les OP, soutenues par leur CRA respectives, soient impliquées et renforcées par la mise en œuvre des projets cofinancés par le FIDA dans les trois régions. La participation du RECA dans ces ateliers et fora, tant au niveau des techniciens que des élus nationaux, va permettre une bonne diffusion du processus, des recommandations et des leçons apprises.

I. Conclusion

120. La mission félicite le PPILDA pour la mise en exécution des recommandations de la mission de supervision de mars 2012 et pour les performances enregistrées dans la réalisation du PTBA 2012. Le dynamisme et la motivation de l'équipe du projet sont à la base de ces bonnes performances. Après quasiment huit années de mise en œuvre, et à

⁹ Hadin gwiwa (réseau local) en Haouassa, le terme se réfère au forum de groupements d'acteurs locaux, souvent constitués d'opérateurs économiques qui sont parties prenantes des marchés, qui échangent des informations en vue d'améliorer leurs services, de développer des initiatives en synergie, de dialoguer avec des tiers (autorités, OP nationale).

quelques mois de l'achèvement, la mission constate que le projet PPILDA a atteint ses objectifs.

121. Le PPILDA est un projet de développement qui a su toucher les populations rurales de manière durable en les accompagnant tant avec des innovations et initiatives techniques et organisationnelles qu'avec des infrastructures et une amélioration de l'offre locale de services.

122. La bonne efficacité du projet s'est couplée avec un respect des délais malgré les différentes crises naturelles et politiques traversées par le pays durant la période de mise en œuvre.

123. En fin de projet, il importe de concentrer les moyens disponibles restants sur le transfert de maîtrise d'ouvrage (TMO) vers les communes qui ont été préparées tout au long de l'année 2012 à cette échéance. Ces communes vont devenir des partenaires du PASADEM et il sera toujours intéressant de suivre l'évolution de cette TMO. La mission recommande le transfert de la composante de Gestion Durable des Terres financée par le FEM au PASADEM dans les meilleurs délais.

124. La mission a observé une bonne articulation du projet avec les autres interventions du FIDA au Niger, PASADEM, PUSADER et PAC2/IRDAR/RCI et *Ruwanmu* dans le cadre de la nouvelle stratégie du FIDA pour le Niger (COSOP) pour la période 2013-2018. Ces projets convergeront vers le lancement à partir de 2013 d'un processus d'articulation des interventions FIDA au Niger en un seul programme. Ceci réduira les coûts opérationnels tout en permettant une meilleure utilisation des leçons apprises, facilitera la mise en œuvre et augmentera l'efficacité et l'efficience de l'intervention conjointe du Gouvernement et du FIDA.

125. Le FIDA et le Gouvernement du Niger approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendices

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Etat d'exécution des recommandations de la mission de supervision (mars 2012)
- Appendice 3 Résumé des principales mesures adoptées dans des délais convenus
- Appendice 4 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 5 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 6 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 7 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 8 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA)

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1221	No. du prêt/don DSF	597
Projet	Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié			Prêt/don DSF suppl.	8012
Date de mise à jour	23/11/2012			Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	10	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	23/11/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	03/09/2003		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/12/2002			Coût total	17.76	84
Accord	09/05/2003	Délai d'entrée en vigueur	29.2	FIDA Total	10.00	
Entrée en vigueur	05/05/2005	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	10.00	98
Examen à mi-parcours	22/04/2011			Don DSF		
Achèvement	30/06/2013	Dernier amendement	13/04/2011	Don FEM	4.2	10
Clôture	31/12/2013	Dernier audit	21/06/2012	Financement national total	3.78	
Nbre de prolongations	0			Bénéficiaires	1.23	24
				Gouvernement (National)	2.56	32
				Cofinancement total	3.98	
				Belgaum/FBSA	3.77	93
				Italie	0.20	100

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	6	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	5	4*	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	5
4. Conformité à l'accord de prêt	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	3	5	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5

*/Même si pas comptabilisé, vu que l'ancienne gestion n'était pas en mesure de le faire, la contrepartie a assuré la disponibilité des fonds

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA)
Mission de supervision: 5 au 23 novembre 2012 - Appendices

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. gestion du projet	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. renforcement de l'offre locale de services	5	5	2. Autonomisation	4	5
3. constitution du FAILL	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5 *
4. renforcement capacités IOR& autres parties prenantes	5	5	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. soutien à l'innovation locale	5	5	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

La gestion du projet reste satisfaisante avec une passation sans encombre du PPILDA au PASADEM.

Toutes les recommandations d'audit et des missions de supervision ont été mises en œuvre. L'appréciation générale est à la hausse sur tous les aspects fiduciaires.

La note d'exécution du S/E est maintenue à 5 tout en appréciant la présentation des rapports annuels SYGRI a été améliorée.

Le PPILDA ne dispose pas d'une enquête d'impact SYGRI formelle mais a réalisé, à son démarrage, une riche enquête socio-économique de référence qui sera répliquée en fin de projet. La cellule suivi-évaluation du PPILDA a déjà préparé les termes de référence pour l'enquête d'impact et les études de mesure des effets du projet dans le cadre du processus d'achèvement du PPILDA et de la préparation du PASADEM.

La mise en œuvre du FAILL reste moyennement satisfaisante: les conditions d'éligibilité des bénéficiaires (cofinancement) ont continué à grever le nombre de MP financés.

Note 5 maintenue pour aspects liés à innovation, capitalisation et diffusion des techniques. Ces activités se sont poursuivies. L'équité hommes-femmes est prise en compte dans activités du PPILDA. La représentation des femmes dans les instances rurales est satisfaisante, les groupes d'appui conseil paysans sont majoritairement mixtes, et interviennent de façon non discriminée en appui conseil aux exploitations familiales. Dans un contexte encore peu ouvert à l'expression sociale des femmes, cela justifie l'augmentation de la note de 4 à 5. Cependant, des progrès restent à faire dans la qualité de la présence des femmes dans les groupes de ciblage et les comités villageois de suivi-évaluation.

Les IR villageoises (COGES, CVSE) s'intègrent désormais bien dans le dispositif communal auxquelles elles s'approprient à rendre compte avec l'achèvement du TMO. Les GACAP ont évolué positivement et atteint un stade d'autonomie de gestion de leurs activités (recherche et signature de contrats avec des tiers). Les renforcements de capacités des Organisations de Producteurs (dirigeants des unions semencières) leur ont permis d'atteindre une meilleure autonomie mais elles restent économiquement fragiles bien que leurs services soient très appréciés des producteurs (production et commercialisation groupées de semences de qualité). Cette évolution justifie la progression de la note de 4 à 5 tout en insistant sur le nécessaire accompagnement de ces unions pour qu'elles rejoignent les OP régionales dans un processus de professionnalisation de leurs activités. La préparation de la stratégie de désengagement a été bien anticipée dès mars 2012 et le processus de TMO qui a intégré largement les maires et leurs conseils communaux est enclenché depuis juillet 2012. La TMO deviendra effective dès les premiers mois de janvier 2013.

*/ La faible contribution financière des bénéficiaires aux micro-projets est due à leur faible monétarisation et à leur état continu de décapitalisation dû aux crises récurrentes.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5
Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution		
C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5

Justification des notes sur les objectifs de développement.

La mission a noté une bonne évolution dans la maîtrise des actifs et recommande une attention permanente jusqu'à la clôture par rapport à la transmission des actifs au PASADEM ou à qui de droit.

L'amélioration de la sécurité alimentaire s'est confortée avec la généralisation de la RNA dans les zones d'intervention et l'apparition de marché de bois (de chauffe) issu des espaces régénérés. Les groupes d'appui-conseil ont continué leur accompagnement de ménages vulnérables tandis que la mise en place de BS traduite par l'amélioration des pratiques culturales appuyées par les groupes d'appui-conseil. L'utilisation des BS a permis aux femmes vulnérables des villages d'intervention de disposer de céréales pendant la saison d'emblavement (soudure) et d'ainsi récolter des quantités réduisant sensiblement la période de soudure de l'année suivante de plus d'un mois et demi en moyenne. Les groupes d'appui-conseil paysans ont transformé le paysage d'appui agricole. Suite à la reconnaissance par le ministère de l'Agriculture de cette stratégie, les GACAP se sont rapprochés de la CRA Maradi au sein de laquelle ils seront référencés prestataires techniques potentiels en accord avec le ministère de l'agriculture qui a pris acte de l'approche et l'a reconnu comme dispositif probant à mettre à la disposition des acteurs de l'appui-conseil et de vulgarisation agricole.

C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA)
Mission de supervision: du 5 au 23 novembre 2012 - Appendices

Aspects fiduciaires	Le projet doit être vigilant pour ne laisser aucun engagement non honoré à la clôture conformément au plan d'action pour l'achèvement et la clôture.
Avancement de l'exécution du projet	Il n'existe pas de risques majeurs à l'achèvement du projet au cours du premier semestre 2013
Produits et réalisations	Tout est réalisé
Durabilité	Les communes n'ont pas encore voté les budgets (janvier 2013) nécessaires à la couverture des besoins induits par les TMO.

Suivi proposé

Question/problème	Mesures Recommandées	État de calendrier	État d'avancement
Composante Gestion Durable des Terres	Accompagner le transfert de cette composante financée par le FEM du PPILDA au PASADEM	31 décembre 2012	En cours (en attente de la requête officielle du GdN en ce sens)
Communication et dialogue politique	Consolider et poursuivre l'engagement des projets cofinancés par le FIDA dans la mise en œuvre de l'initiative 3N sous l'impulsion du Haut-Commissariat à l'IN et harmoniser les outils de communication en ce sens	Mars 2013	en cours
Excédents de céréales des BS	Engager avec l'appui des prestataires du PASADEM une réflexion sur l'utilisation des excédents non utilisés après distribution et faire des propositions de diversification de l'activité de la BS	Janvier 2013	En cours avec l'équipe genre
Mis à jour des rapports	Valider avec les chefs de composante et la cellule genre les thèmes des études et finaliser les TDR pour lancer le processus de recrutement des prestataires pour l'enquête d'impact et les études thématiques	30 novembre 2012 (TDR) 31 mars 2013 (résultats de l'enquête et des études)	En cours
Disposer du rapport SYGRI	Finaliser le rapport SYGRI (1er et 2ème niveau) à la date du 31 octobre 2012 après consolidation des données avec les chefs de composante. Puis le réactualiser au 31/12/12 pour l'envoi annuel au FIDA; et éventuellement au 31/6/2013 pour insertion dans le RAP	30 novembre 2012 Fin mars 2013	En cours
Achever les TMO en direction des communes	Définir et valider des propositions de répartition des responsabilités entre les communes, les services techniques déconcentrés et les organisations de la société civile rurale comme convenue dans la feuille de route	Janvier 2013	En cours
Assurer la clôture comptable du projet	Mettre en œuvre toutes les activités déclinées dans le plan d'action fiduciaire convenu pour l'achèvement et la clôture		En cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Etat d'exécution des recommandations de la mission de supervision (avril 2012) et de l'audit 2011

1. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE REVUE DE SUPERVISION DU PPILDA

Mesures convenues	Délai	Responsabilité	Etat d'avancement	Observations
Vue d'ensemble				
<u>1.</u> Procéder à une révision budgétaire en juin 2012 et saisir cette opportunité pour élaborer un programme de travail qui couvre la période d'exécution du projet (juillet 2012 à juin 2013)	Juin 2012	RSE, RAF et Directeur	Réalisée	Un programme de travail et de budget de juillet 2012 à juin 2013 a été élaboré et a fait l'objet de NO par le FIDA après l'approbation du comité de Pilotage
Composante I: Repérage et valorisation des innovations locales				
<u>2.</u> Analyser les outils existants en vue de tirer les leçons et de mettre en place une stratégie de communication et de vulgarisation des produits/outils (identification des indicateurs, documentation de leur utilisation par les bénéficiaires)	Juin 2012	Responsable composante 1	Réalisée	Des outils et supports à diffuser (CDR ROM, posters et fiches) ont été identifiés et vulgarisés. Cependant en lieu et place d'une stratégie de communication propre au PPILDA, le projet s'est inscrit dans l'option d'une communication globale sur le portefeuille du FIDA au Niger
Composante II: Renforcement des Instances et Organisations Rurales				
<u>3.</u> Renforcer les COGES des banques de soudure et les appuyer dans la gestion des stocks et organisationnelle	Octobre 2012	Responsable composante 2	Réalisée	6 ONG locales ont été engagées pour le renouvellement et la formation des COGES Le projet a signé des conventions avec les communes qui intègrent le suivi de la gestion des BS L'appui à la récupération et à la gestion des stocks est en cours
<u>4.</u> Organiser des formations pour les OP en gestion financière et organisationnelle afin de les renforcer et de mettre en place des mécanismes de durabilité	Mai à décembre 2012	Responsable composante 2	Réalisée	32 membres des 04 unions des producteurs ont été formés
<u>5.</u> Identifier un dispositif de recyclage, de suivi et de perfectionnement pour les formations professionnelles	Décembre 2012	Responsable composante 2	Réalisée	Des contacts ont été pris avec l'ONG Suisse Contact qui procèdera au perfectionnement des jeunes et femmes formés par le PPILDA Une formation des formateurs a été faite par l'ONG Suisse Contact

Mesures convenues	Délai	Responsabilité	Etat d'avancement	Observations
Composante IV: Renforcement de l'offre locale de services				
6. Assurer l'appui/accompagnement du dispositif de gestion de l'entretien des pistes rurales qui servira d'école aux dispositifs similaires qui seront promus dans le cadre du PASADEM	Décembre 2012	Responsable composante 4	En cours	Une étude de trafic et socio-économique préparatoire a été réalisée, des comités locaux ont été mis en place, et des propositions de textes pour la création d'une CIFER (Caisse Intercommunal de Financement de l'Entretien Routier) ont été faites. Il reste à organiser un atelier de constitution de la CIFER dont les ressources de fonctionnement au démarrage sont à rechercher
7. Enclencher le processus d'acquisition d'équipements pour les deux CSI réduits à construire afin que ces CSI soient opérationnels aussitôt après la fin des travaux	Juin 2012	Responsable composante 4 et RAF	Réalisée	Le contrat de fourniture des équipements est en cours de signature
8. Mettre en place et former les CGE pour les 14 forages non encore équipés	Mai 2012	Responsable composante 4	Réalisée	
Composante V: Gestion du Projet				
<u>Gestion administrative</u>				
9. Etablir un planning des congés réaliste et réalisable et prendre les décisions nécessaires pour un remplacement en vue de la réalisation du PTBA	Avril 2012	RAF	Caducue (Non pertinente)	Compte tenu du recrutement de certains agents au PASADEM, leurs congés ont été apurés. Des agents complémentaires ont été recrutés
<u>Suivi-Evaluation</u>				
10. Mettre en place et opérationnaliser le SIG	Décembre 2012	Responsable SE	En cours	Les matériels ont été acquis et les TDR pour la formation des agents sont élaboré
11. Comparer les valeurs des indicateurs d'effets et impact au 31 décembre 2012 avec celle de 2005 et 2009 afin d'établir le niveau de réalisation des valeurs cibles lors de la conception du projet	Décembre 2012	Responsable SE	En cours	Les TDR de l'étude devant permettre de mettre en œuvre cette recommandation sont élaborés
12. Elaborer les comptes d'exploitation pour un échantillon représentatif d'exploitants bénéficiant des appuis conseils agricoles en vue de faciliter l'évaluation des revenus des ménages appuyés par le projet	Octobre 2012	Economiste	Réalisée	le rapport de synthèse intégrant les comptes d'exploitation est disponible
13. Actualiser les indicateurs de 2 ^{ème} niveau au titre de l'année 2012 et élaborer un document justificatif des	Janvier 2013	Responsable SE	Non réalisée	

Mesures convenues	Délai	Responsabilité	Etat d'avancement	Observations
barèmes attribués à ces indicateurs en conformité avec les directives du manuel SYGRI				
<u>Aspects fiduciaires</u>				
14. Emettre une note de service instaurant un changement dans la procédure actuelle de signature et de contrôle des pièces terrain; mettre le premier niveau de contrôle et de signature sur les agents de la composante et le chef de composante (signature des pièces terrain) et ensuite sur le RAF (récapitulatif des décomptes) après vérification par la comptabilité	Avril 2012	RAF	Réalisée	Note de service élaborée, la procédure est appliquée
15. Cofinancer les activités d'assistance technique par le Don FBSA et le Don FEM, en conformité aux dispositions des différents accords, étant donné que la catégorie « Assistance technique » du prêt FIDA a atteint un taux de 96%	Continu	FIDA/Directeur	Caducue (Non pertinente)	Les accords de financement sont différents et ne font pas cas de cofinancement. L'application de cette recommandation suppose que les deux fonds financent les mêmes activités, ce qui n'est pas le cas
16. Rehausser le niveau du compte spécial du prêt FIDA à 600 millions FCFA ainsi que celui du Don FBSA à 300 millions FCFA, pour permettre au projet de payer les factures en instance et conduire sereinement les travaux d'achèvement du projet dans les délais	Avril 2012	FIDA	Réalisée	Le paiement d'une DRF prêt de 103 millions a permis de rehausser le compte spécial à hauteur de 400 millions Le rehaussement du compte FBS n'a pas été approuvé par le FIDA
17. Etudier les modalités de cession ou d'utilisation de tout matériel inutilisé au niveau du PPILDA	Décembre 2012	RAF	En cours	Une situation du matériel non utilisé est faite et sera transmise au ministère de tutelle pour disposition à prendre
<u>Durabilité</u>				
18. Renforcer davantage les capacités des structures communautaires mises en place avec l'appui du projet et assurer leur ancrage au niveau communal et leur mise en relation avec d'autres partenaires	Continu en 2012	Responsable composante 2	Réalisée	
19. Matérialiser la collaboration des acteurs concernés par une convention multipartite (projet, communes, STD et communautés à la base) définissant les rôles et responsabilités de chaque partie prenante dans l'opérationnalisation de la stratégie de transfert de la maîtrise	Mai 2012	Responsable composante 1	Réalisée	06 conventions de collaborations ont été signées avec les communes pour prendre en charge les investissements réalisés

Mesures convenues	Délai	Responsabilité	Etat d'avancement	Observations
d'ouvrage				
20. Mettre en place un cadre de concertation au niveau départemental pour suivre, superviser et évaluer les actions faites dans le cadre du transfert de la maîtrise d'ouvrage	Mai 2012	Responsable composante 1	Réalisée	Un cadre de concertation a été mis en place au niveau des communes où les commissions de développement rurales ont été responsabilisées et renforcées par le projet. Ce cadre prévoit l'intervention du niveau départemental pour assurer le suivi des actions TMO
21. Poursuivre le partenariat avec les autres projets et programmes intervenant dans la zone d'intervention du PPILDA afin de valoriser au maximum les acquis du projet	Continu en 2012	Responsable composante 1	Réalisée	Des activités partenariales ont été développées avec le PACII, la SNV, le PAM, PCM et la FAO
22. Inscrire dans le budget des communes pour 2013 les actions liées à la prise en charge des activités du projet après son achèvement	Septembre 2012	Communes	En cours	Les communes prévoient au cours de leurs sessions budgétaires (en début d'année) des ressources pour le suivi des activités des partenaires

Sur les 22 recommandations, 14 sont réalisées, 5 sont en cours et seront réalisées à la date d'échéance, 2 sont devenues non pertinentes (caduques) avec l'évolution du contexte, et une n'a pas été réalisée mais restent d'actualité (notamment en lien avec le S/E).

2. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT

NOTA: Toutes les recommandations des auditeurs ont été mise en œuvre sauf deux: 1) Celle portant sur l'établissement d'un procès-verbal d'inventaire à la fin de l'année lors des prises d'inventaire et dont l'échéance d'application n'est pas encore arrivée: elle sera appliquée au 31/12/2012 (Voir Recommandation No. 9 de l'audit 2011); 2) celle qui préconise les DRF mensuelles, ce qui n'est plus possible suite au changement de procédure au niveau du FIDA (Voir Recommandation No. 11 de l'audit 2011).

RECOMMANDATIONS ANTERIEURES A L'AUDIT 2011	NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE
<p>R N°1 Soumettre les caisses du BL aux mêmes procédures que celles du site d'Aguié</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les contrôles et visa nécessaires soient mis en œuvre sur les documents de caisse; - Les brouillards de caisse soient remplis au fur et à mesure des décaissements; - Les bons de caisse soient régularisés diligemment; - Les responsables des caisses soient dotés des caissettes et que l'UGP soit pourvu d'un coffre-fort. 	Recommandation mise en œuvre. La procédure appliquée au Bureau à Aguié a été étendue au Bureau de Liaison (BL) à Niamey jusqu'à la clôture de la caisse du BL au 31/12/2011. En effet, depuis le 1 ^{er} /01/2012, les dépenses caisse du BL ont été supprimées au niveau du PPILDA.
R N°2 Emettre les chèques au non des véritables bénéficiaires	Recommandation mise en œuvre. Depuis la formulation de cette recommandation en 2010 le projet a toujours émis les chèques au nom des bénéficiaires.
R N°3 Eviter les préfinancements sauf autorisation du FIDA	Recommandation mise en œuvre. Deux préfinancements ont été effectués dans le cadre de la mise en œuvre des activités de démarrage du PASADEM.
R N°4 Récupérer le véhicule auprès du préfe.	Recommandation mise en œuvre. Le véhicule est actuellement au projet et utilisé pour les activités du projet.
R N°5 Dater les rapports de missions/formations	Recommandation mise en œuvre. Tous les rapports de missions et formations sont datés et signés depuis la formulation de cette recommandation.
R N°6 Matérialiser l'approbation des rapports par la mention « lu et approuvé »	Recommandation mise en œuvre. La mention « lu et approuvé » est apposée par le supérieur hiérarchique de l'agent qui a effectué la mission.

RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT 2011	NIVEAU DE MISE EN OEUVRE
R N°1 Exiger le numéro des véhicules sur les reçus d'achat de carburant et sur les factures d'entretien	Recommandation mise en œuvre. Les numéros des véhicules sont portés sur les reçus d'achats de carburants depuis la formulation de cette recommandation.
R N°2 Rendre les libellés des pièces comptables plus explicites	Recommandation mise en œuvre. Les libellés des pièces comptables sont plus explicites sur l'espace de saisie limité. Une procédure consistant à saisir une partie du libellé et l'action de l'activité a été retenue en accord avec le FIDA.
R N°3 Instaurer un dossier individuel par contrat. Ce dossier doit comprendre toutes les informations relatives au contrat (DAO, Annonce, Procès-Verbal de dépouillement, etc.....)	Recommandation mise en œuvre. Des dossiers individuels ont été instaurés, par contrat, avec tous les documents requis.
R N°4 Matérialiser sur les factures les contrôles opérés avant leur paiement	Recommandation mise en œuvre par pointage, avec la mention « OK » sur les factures vérifiées. Une amélioration sera initiée dans les prochains jours avec la production d'un cachet « <i>Facture Vérifiée et Conforme</i> ».
R N°5 Faire le point de chaque dossier et demander, le cas échéant, aux intéressés de compléter leur dossier <ul style="list-style-type: none"> - Compléter les dossiers du personnel avec la photocopie de la carte CNSS ainsi que le relevé d'identité bancaire (RIB) - Elaborer une fiche de contrôle du contenu du dossier du personnel sur laquelle seront pointées les pièces 	Recommandation mise en œuvre. Le point par dossier a été fait par l'Assistant Administratif et Financier et vérifié par le Contrôleur Interne. Le dossier du personnel a été complété et une fiche de pointage a été mise en place.
R N°6 Faire des visites techniques régulières aux véhicules	Recommandation mise en œuvre. Visites techniques réalisées au mois d'août 2012: une procédure de trois (3) visites techniques par an pour chaque véhicule a été instaurée.
R N°7 Doter le projet d'extincteur en nombre suffisant et les faire vérifier régulièrement	Recommandation mise en œuvre. Huit extincteurs ont été acquis répartis comme suit aux locaux du PPILDA à Aguié: salle de réunion (1), station d'essence (1), magasin de stockage des pièces de rechange et fournitures (1), aux trois chambres de passage (1), à l'entrée des bureaux (1). Les 3 restants vont être installés au PASADEM à Maradi. La vérification des extincteurs est à programme pour les tout prochains jours.
R N°9 Etablir un PV d'inventaire à la fin de	Cette recommandation sera appliquée en fin 2012 au moment des inventaires. Un

l'année lors des prises d'inventaire	procès-verbal sera rédigé et complètera les tableaux d'inventaire qui étaient déjà signés conjointement par l'Occupant du bureau concerné, l'AAF, en plus de l'inventaire global signé par l'AAF, le RAF et le CI, chaque année.
R N°10 Harmoniser les données sur le tableau des immobilisations	Recommandation mise en œuvre. Les immobilisations héritées du PDRAA sont valorisées et montant a été porté sur le fichier des immobilisations.
R N°11 Etablir des DRF à la fin de chaque mois	Recommandation devenue caduque suite au changement de procédure au FIDA: il faut nécessairement des dépenses de 30% de l'avance au compte spécial pour enclencher le processus d'élaboration d'une DRF. La DRF mensuelle quel que soit le niveau de dépenses n'est plus acceptée, pour éviter les traitements multiples résultant de retraits de faibles montants.
R N°12 le paiement régulier de la CNSS et IUTS	Recommandation mise en œuvre. A l'encaissement de chaque DRF le projet verse la cotisation CNSS et l'IUTS conformément aux dispositions fiscales en la matière. A cette date l'IUTS et la cotisation CNSS sont payés jusqu'en fin 2011 par rapport à un retard initial de trois ans. Le reliquat doit être payé avant la clôture du projet.

Appendice 3: Résumé des principales mesures adoptées dans des délais convenus

Evaluation d'ensemble de l'exécution du projet

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Définir et valider des propositions de répartition des responsabilités entre les communes, les services techniques déconcentrés et les organisations de la société civile rurale (cf. annexe).	PPILDA/PASADEM	Janvier 2013
Consolider et poursuivre l'engagement des projets cofinancés par le FIDA dans la mise en œuvre de l'initiative 3N sous l'impulsion du Haut-Commissariat à l'I3N et harmoniser les outils de communication en ce sens.	PPILDA/PASADEM	Janvier 2013
Transférer le don FEM du PPILDA au PASADEM.	Gouvernement du Niger / FIDA	Décembre 2012

Composante 1: Repérage et valorisation des innovations locales

Composante 2: Renforcement des Instances et Organisations Rurales (RIOR)

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Engager avec l'appui des prestataires du PASADEM une réflexion sur l'utilisation des excédents non utilisés après distribution et faire des propositions de diversification de l'activité de la BS.	Equipe genre et composantes PPILDA et PASADEM	Janvier 2013
Diagnostiquer la situation des ménages dont les femmes ne participent pas aux banques de soudure et faire des propositions d'intégration dans les activités éventuelles de diversification.	Equipe genre et composantes PPILDA et PASADEM	Janvier 2013

Composante 5: Gestion du Projet et suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Valider avec les chefs de composante et la cellule genre les thèmes des études et finaliser les TDR pour lancer le processus de recrutement des prestataires pour l'enquête d'impact et les études thématiques.	RSE et Assistant SE Une partie des études pourra être menée par les techniciens de la cellule Genre	30 novembre 2012 (TDR) 31 mars 2013 (résultats de l'enquête et des études)
Finaliser le rapport SYGRI (1er et 2ème niveau) à la date du 31 octobre 2012 après consolidation des données avec les chefs de composante. Puis le réactualiser au 31/12/12 pour l'envoi annuel au FIDA; et éventuellement au 31/6/2013 pour insertion dans le RAP.	RSE, Assistant SE et chefs de composante	30 novembre 2012. Fin mars 2013.
Rédiger le RAP suite aux résultats des rapports d'audit (2012 et clôture), des enquêtes et études.	Gouvernement	Fin décembre 2013
Mettre en place et opérationnaliser le SIG dans le cadre des premiers mois de démarrage du PASADEM.	RSE, UCGP	Fin mars 2013

Composante 6: Gestion Durable des Terres

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Mettre en œuvre la feuille de route de la composante y compris le transfert de celle-ci du PPILDA au PASADEM (annexe).	PPILDA/PASADEM	2012/2013
Impliquer le Ministère de l'Environnement dans les futures missions de supervision et d'évaluation du projet.	PPILDA/PASADEM	A partir de 2013
Démarrer les différentes études prioritaires (diagnostics participatifs, situation de référence, etc.) dans la mise en œuvre de la composante.	PPILDA/PASADEM	Décembre 2012
Continuer la contractualisation impliquant une SFD.	PPILDA/PASADEM	2013

Aspects fiduciaires

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Au 1er janvier 2013, transférer les comptes du financement FEM au PASADEM, pour que la comptabilité générale soit intégrée dans les comptes du PASADEM de manière à disposer d'états financiers consolidés pour l'année fiscale 2013, les comptes de suivi des financements et comptes analytiques étant maintenus séparément comme il est d'usage.	RAF	Janvier 2013
Faire une estimation complète des contributions des bénéficiaires, pendant les études à mener dans le cadre du rapport d'achèvement. Ainsi leur valeur économique sera évaluée et consignée, ceci du fait qu'une base documentaire certifiée empêche de porter des écritures en comptabilité.	Directeur /RSE	2013
Compléter et mettre en œuvre le plan d'actions décliné selon les axes suivants: i) sur le plan logistique et traitement comptable: transfert à l'actif du PASADEM au 01/01/2013 des 6 véhicules qui sont en état de fonctionnement dont un affecté au Bureau de Liaison, du mobilier et matériel (groupe électrogène, antenne VSAT), bureaux, meubles de rangement, fournitures de bureau et consommables informatique restantes et stockées au magasin (cf. inventaire), rétrocession des bâtiments, cession des cuves neuves destinées à alimenter la pompe de carburant à Aguié. Un calendrier de transfert physique à Maradi devra être finalisé par le projet en tenant compte de la date à laquelle la construction du siège sera terminée; étant donné que la plupart du mobilier actuellement utilisé fait partie des locaux loués.	RAF	15 décembre 2012
ii) sur le plan des ressources humaines: préciser au personnel leur statut d'employés du PASADEM, avec dans leur TDR le suivi des quelques activités restantes du PPILDA et des interactions avec l'équipe de consultants chargés des études pour le rapport d'achèvement. Sur le plan administratif et financier, le RAF du PASADEM est chargé de suivre les activités d'achèvement, de clôture et d'audit du PPILDA, avec toute l'équipe qu'il supervise. Ainsi, un seul organigramme est opérationnel.	Directeur	Immédiat
iii) sur le plan de la gestion de la trésorerie: Le projet doit (1) vérifier le registre des contrats, (2) solder tous les comptes fournisseurs si les reliquats ne sont pas effectivement dus, (3) prévoir le décaissement des retenues de garanties correspondant à toutes les réceptions provisoires ou obtenir les cautions de garantie correspondantes, (4) ne laisser aucun engagement non honoré à la clôture. Le RAF du PASADEM doit superviser toutes les activités d'achèvement et de clôture du PPILDA en donnant un visa d'approbation sur tous les documents, transactions et opérations financiers avant la signature par le RAF par intérim qui avait été nommé pour le PPILDA. En effet, pour éviter des changements sur cette période où les fonds PPILDA sont pratiquement épuisés, la signature sur les comptes bancaires et DRF PPILDA par le RAF par intérim reste maintenu, mais cette signature doit être précédée du visa d'approbation du RAF du PASADEM qui possède une plus grande expérience des procédures FIDA.	RAF	15 décembre 2012
Le projet doit s'assurer, avec l'appui des Ministères en charge de l'Agriculture et du Plan, de l'encaissement effectif des avis de règlement reçus au titre de la contrepartie 2012 et du remboursement du solde des dépenses inéligibles de 6,7 millions CFA au compte FBSA. Le projet doit élaborer un plan de trésorerie pour les dépenses à payer sur la période novembre 2012 à mars 2013 et proposer un plan de recouvrement de l'avance au compte spécial pour le compte du prêt et celui du don, qui devra être soumis au FIDA avant le 15 décembre 2012.	Directeur /RAF	Immédiat

Durabilité

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accompagner les communes dans la reconnaissance des comités communaux mis en place par le PPILDA comme structures locales d'appui et d'intervention reconnues et légitimées par les conseils communaux, les services techniques publics, les partenaires techniques et financiers.	PPILDA/ PASADEM	A partir de janvier 2013
Accompagner le développement d'OP au niveau de la commune suffisamment outillées pour prendre en charge les fonctions de groupage de stockage, de négociation pour la mise en marché des excédents de productions.	PPILDA/ PASADEM	A partir de janvier 2013
S'appuyer sur les CRA qui ont une mission de service public, pour mettre en œuvre un programme d'accompagnement des Unions communales d'organisations de producteurs et les unions régionales d'organisations de producteurs. Les CRA s'appuieront sur les GACAP pour assurer le renforcement des groupements villageois de producteurs.	PPILDA/ PASADEM	A partir de janvier 2013
Articuler les programmes d'accompagnement à la réalisation d'un inventaire des OP impliquées dans les filières soutenues par le PASADEM à l'échelle villageoise, à l'échelle communale et à l'échelle régionale et procéder au diagnostic institutionnel participatif (DIP) des OP. Des outils de classification, de renforcement et d'évaluation des OP sont proposés en annexe.	PPILDA/ PASADEM	A partir de janvier 2013
Renforcer et élargir les capacités des groupements de ciblage afin qu'elles puissent soumissionner à des appels d'offre d'intervention à la base.	PPILDA/ PASADEM	A partir de janvier 2013
Impliquer les autorités locales (mairies) dans la supervision des activités du volet FEM en vue de les préparer au TMO.	DRE, PPILDA	Décembre 2012

**Appendice 4: Questions financières: exécution effective des obligations de financement, par source de financement et par composante;
décaissements par catégorie: Situation au 31 octobre 2012**

**PPILDA: Tableau 4A: Exécution des obligations de financement par source de financement (en USD)
15-nov-12**

Source de financement	Approbation (USD)	Montant USD selon taux de décaissement effectif (Etat LGS)	Décaissements avant DRF/DPD EN INSTANCE (USD)	% décaissements avant DRF/DPD EN INSTANCE	DRF/DPD EN INSTANCE (USD)	Total Décaissements après DRF/DPD EN INSTANCE (USD)	% décaissements après DRF/DPD EN INSTANCE
Prêt du FIDA	10 003 000	11 721 699	10 754 101	91,75%	753 688	11 507 789	98%
Don du FBS	3 775 000	5 112 325	4 321 584	84,53%	423 609	4 745 193	93%
Gouvernement	2 555 000	2 555 000	782 277	30,62%	0	782 277	31%
Bénéficiaires	1 227 000	1 227 000	297 025	24,21%	0	297 025	24%
TOTAL	17 560 000	20 616 024	16 154 986	78,36%	1 177 297	17 332 283	84%

DON FEM

**Tableau 4A: Exécution des obligations de financement par source de financement (en USD)
au 31/10/2012**

Source de financement	Approbation	Décaissements	%
			Décaissements (DTS)
Don FEM	4 200 000	418 011	10%

PPILDA: Tableau 4B: Exécution des obligations de financement par composante (en USD)

15-nov-12

Composantes	FIDA				FBSA			
	Montant approuvé (USD)	Montant USD selon taux de décaissement effectif (Etats LGS)	Montant effectif USD	%	Montant approuvé (Euros)	Montant USD selon taux de décaissement effectif (Etats LGS)	Montant effectif USD	%
Composante 1	950 000	1 113 227	1 191 062	107%	0	0	0	
Composante 2	400 000	468 727	518 186	111%	0	0	0	
Composante 3	1 250 000	1 464 773	1 560 016	107%	1 679 000	2 273 800	1 809 904	80%
Composante 4	3 100 000	3 632 637	3 605 151	99%	1 558 000	2 109 934	2 475 209	117%
Composante 5	4 303 000	5 042 334	4 593 434	91%	538 000	728 591	455 719	63%
Total	10 003 000	11 721 699	11 467 849	98%	3 775 000	5 112 325	4 740 832	93%

Composantes	ETAT			BENEFICIAIRES			TOTAL TOUTES SOURCES DE FINANCEMENT			
	Montant approuvé	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant USD selon taux de décaissement effectif (Etat LGS)	Montant effectif USD	%
Composante 1	193 000	30 102	16%	-	-		1 143 000	1 306 227	1 221 164	93%
Composante 2	130 000	44 358	34%	-	-		530 000	598 727	562 544	94%
Composante 3	873 000	39 697	5%	1 227 000	297 025	24%	5 029 000	5 838 573	3 706 641	63%
Composante 4	984 000	253 600	26%	-	-		5 642 000	6 726 571	6 333 960	94%
Composante 5	375 000	414 520	111%	-	-		5 216 000	6 145 925	5 463 674	89%
Total	2 555 000	782 277	31%	1 227 000	297 025	24%	17 560 000	20 616 024	17 287 983	84%

DON FEM

Tableau 4B: Exécution des obligations de financement par composante au 15/11/2012 (en USD)

Composante	FIDA - FONDS FEM		
	Approuvé	Effectif	%
Gestion Durable des Terres	4 200 000	364 000	9%
Total	4 200 000	364 000	9%

PPILDA: TABLEAU 4C INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE PRÊT au 15-nov-12

Caté- gories	Description	Allocations en DTS	Balance							
			Décaissements Cumulatifs en DTS	%	En attente		En attente cumulé En DTS	Total En DTS	Solde en DTS	%
					DRF/ DTS	DPD En DTS				
	Avance de démarrage	0	508 752,73					508 752,73	- 508 752,73	
1	Génie Civil	1 560 000	1 473 672,99	94,47%	34 278	78 938	113 215,47	1 586 888,46	- 26 888,46	101,72%
2	Equipement/ Véhicules	500 000	491 169,36	98,23%	-	-	-	491 169,36	8 830,64	98,23%
3	Formations et Etudes	1 165 000	980 018,81	84,12%	97 377	-	97 377,20	1 077 396,01	87 603,99	92,48%
4	Assistance Technique	275 000	275 190,98	100,07%	16 814	-	16 813,90	292 004,88	- 17 004,88	106,18%
5	FAILL	1 060 000	878 734,13	82,90%	78 851		78 850,58	957 584,71	102 415,29	90,34%
6	FAROLS	620 000	502 954,91	81,12%	43 453	-	43 453,34	546 408,25	73 591,75	88,13%
7	Salaires Additionnels	1 630 000	1 178 538,14	72,30%	84 142	-	84 141,86	1 262 680,00	367 320,00	77,47%
8	Coût Fonctionnement	790 000	683 606,36	86,53%	54 816		54 816,33	738 422,69	51 577,31	93,47%
	Non alloué	0	-			-	-	-	-	0,00%
TOTAUX		7 600 000	6 972 638,41	91,75%	409 731	78 938	488 668,69	7 461 307,10	138 692,90	98,18%

PPILDA: TABLEAU 4C INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE DON au 15-nov-12

Caté- gories	Description	Allocations en Euro	Balance							
			Décaissements Cumulatifs en Euro		En attente		En attente cumulé en Euro	Total en Euro	Solde en Euro	%t Décais.
					DRF En Euro	DPD En Euro				
	Avance de démarrage	0	250 000,00				-	250 000,00	- 250 000,00	
1	Génie Civil	723 000	626 321,64	86,63%	7 931,36	77 899,40	85 830,77	712 152,41	10 847,59	98,50%
2	Equipement et Véhicules	550 000	309 475,71	56,27%	26 987,31		26 987,31	336 463,02	213 536,98	61,18%
3	Formations/Etudes	145 000	94 161,97	64,94%	53 222,99	-	53 222,99	147 384,95	- 2 384,95	101,64%
4	Assistance Technique	485 000	290 624,56	59,92%	20 033,29		20 033,29	310 657,86	174 342,14	64,05%
5	FAIL	1 182 000	1 021 620,00	86,43%	82 541,81	-	82 541,81	1 104 161,81	77 838,19	93,41%
6	FAROLS	690 000	598 903,59	86,80%	44 181,81	-	44 181,81	643 085,40	46 914,60	93,20%
7	Salaires	0	-		-	-	-	-	-	0,00%
8	Fonctionnement	0	-		-	-	-	-	-	0,00%
	Non alloué	0	-		-	-	-	-	-	0,00%
TOTAUX		3 775 000	3 191 107,47	84,53%	234 898,57	77 899,40	312 797,98	3 503 905,45	271 094,55	92,82%

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE DON FEM
15-nov-12

Catégories	Description	Allocations en USD			
			Décaissements Cumulatifs en USD	Solde en USD	% Décais.
	Avance de démarrage	0	418 011,22	- 418 011,22	-
1	Formation et développement de capacités	820 000		820 000,00	-
2	Outils agricoles	312 300		312 300,00	-
3	Assistance technique et consultations	359 900		359 900,00	-
4	Etudes et inventaires	1 562 400		1 562 400,00	-
5	Véhicules et équipements	60 300		60 300,00	-
6	Ateliers et réunions	184 500		184 500,00	-
7	Entretien et fonctionnement	480 600		480 600,00	-
8	Non alloué	420 000		420 000,00	-
TOTAUX		4 200 000	418 011,22	3 781 988,78	9,95%

Appendice 5: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 3.02	Le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations	60 jours avant début année	Envoyé en novembre	Disposition respectée
Section 3.03	L'Agent Principal du projet ouvre et tient, auprès d'un établissement bancaire acceptable pour le Fonds, un compte courant libellé en F CFA pour les opérations relatives au projet (le Compte de projet). Le Directeur du Projet et le Responsable Administratif et Financier seront autorisés à mouvementer le compte de projet	Démarrage du projet	Fait	Disposition respectée
Section 3.05	L'Emprunteur met à la disposition de l'UGP des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalent à 2 555 000 USD. Ces fonds de contrepartie couvrent l'ensemble des droits et taxes grevant les biens et services nécessaires au projet, ainsi que l'IUTS en recourant à la procédure des chèques tirés sur le Trésor. L'emprunteur met à la disposition de l'UGP un montant de 70 000 USD	Processus continu	Fait partiellement	Bien que l'Etat était disposé à respecter cette clause, la procédure d'exonération sur les travaux n'a pas toujours été mise en œuvre. Le montant de 70 000 USD a été versé, avec une somme supplémentaire: 96 000 USD ont été versés à ce jour. Une somme d'environ 20 000 USD est en cours de mobilisation (novembre 2012).
Section 3.06	Les marchés de biens, de travaux génie civil et de services nécessaires au Projet et financés à l'aide des fonds provenant du prêt doivent être passés conformément aux dispositions de l'appendice 4	Processus continu	Fait	Disposition respectée
Section 4.02	Présentation au FIDA, tous les six mois, des rapports sur l'avancement des activités	Processus continu	Fait	Disposition respectée
Section 4.03	Un examen à tiers-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	A la 3 ^{ème} et à la 5 ^{ème} année	Fait en 09/2008 et 04/2011	Disposition respectée
Section 5.02	Présentation du rapport d'audit au FIDA dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque année fiscale	30/06 chaque année	Envoyé le 21 juin 2012	Disposition respectée

Appendice 6: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composantes / Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/07/2012 au 31/10/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/man uel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
COMPOSANTE I: REPERAGE ET VALORISATION DES INNOVATIONS LOCALES								
Volet: Autodiagnostic assisté et planification des activités								
Elaboration des plans développement villageois	Nombre de plans d'action villageois élaborés	unité	-	-	-	291	288	101
Elaboration des plans d'actions inter villageois	Nombre de plans d'actions inter villageois (grappe) élaborés*	unité	-	-	-	35	38	92
	Nombre de groupes communautaires formés*	unité	-	-	-	35	NA	-
Auto évaluations participatives	Nombre d'ateliers au niveau grappe organisés	unité	-	-	-	30	87	34
	Nombre d'ateliers communaux organisés	unité	-	-	-	6	30	20
	Nombre de groupes communautaires formés*	unité	-	-	-	198	NA	-
Elaboration des plans d'actions communaux (PDC)	Nombre de PDC élaborés*	unité	-	-	-	4	6	66
Diffusion des PDC et recherche des partenaires	Nombre de communes appuyées	unités	-	-	-	6	NA	100
Révision des PDC pour tenir compte des aspects droits humains et GAR	Nombre de PDC révisés	unité	-	-	-	3	NA	-
Construction des locaux des communes	Nombre de locaux construits au profit des communes	Unité	3	2	67	5	NA	-
Mise en place et opérationnalisation des structures communales d'élaboration et d'approbation des dossiers de micro-projets	Nombre de structures communales opérationnelles	unité	6	6	100	6	NA	-
	Nombre de structures départementales opérationnelles	Unité	1	3	300	3	NA	-
Volet: Diffusion des technologies d'intensification de la production agricole								
Démonstrations agricoles de proximité sur les techniques d'amélioration de la production agricole (PIP)	Nombre de parcelles de démonstration / test mises en place	unité	17	24	141	90	94	96
	Types de technologie démontrées/testées	unité	11	11	100	35	NA	-

Composantes / Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/07/2012 au 31/10/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
	Nombre de paysans ayant pris part aux tests et démonstrations*	unité	510	585	115	4216	NA	-
	Nombre de thème vulgarisés / diffusés*	unité	ND	28	-	28	NA	-
	Nombre de groupes communautaires formés*	Unité	ND	24	-	82	NA	
Champs de diversités variétales (CD)	Nombre de CD mis en place	unité	18	18	100	37	33	112
	Variétés locales et améliorées et semences de qualité identifiées	unité	-	-	-	140	NA	
	Nombre de paysans impliqués dans la mise en œuvre des CD*	unité	540	508	94	2431	NA	-
	Nombre de groupes communautaires formés*	Unité	ND	18	100	47	NA	-
	Nombre de groupements Structurés	Unité	-	-	-	37	NA	-
Foire de semences	Nombre de foires de semences organisées	unité	1	1	100	6	8	75
	Nombre de paysans ayant participé à la foire	unité	3500	4000	114	13500	NA	-
Production des semences	Quantité de semences produites	Tonne	150	-	-	284	-	-
Appui conseil agricole	Nombre de ménages appuyés*	Unité	500	700	114	3500	NA	-
<i>Volet: Etudes thématiques</i>								
Etudes thématiques	Nombre de rapports d'études validés	unité	-	-	-	4	52	8
<i>Volet: Renforcement du partenariat et échanges d'expériences</i>								
Participation aux réunions de concertation avec les partenaires	Nombre de réunions tenues	unité	10	15	150	86	65	132
Participation à l'animation du réseau FIDAFRIQUE	Nombre de thèmes échangés	unité	-	-	-	3	13	23
Forum sur les organisations paysannes	Nombre de participants	unité	-	-	-	69	NA	-
	Nombre d'OP concernées	unité	-	-	-	22	NA	-
Ateliers sur la gestion des ressources naturelles	Nombre d'ateliers organisés	unité	-	-	-	1	NA	-
Organisation d'un atelier national sur la problématique des semences	Nombre de participants	unité	-	-	-	0	NA	-
Activités menées en synergie avec les partenaires	Nombre d'activités menées en synergie avec les partenaires	unité	2	2	100	21	20	105
	Nombre de structures partenaires concernées	unité	2	2	100	11	NA	-
Atelier d'échange et de partage de l'approche ciblage des bénéficiaires des actions du PPILDA	Nombre de structures participantes	unité	-	-	-	0	NA	-

Volet: Approfondissement des initiatives et innovations locales								
Séances d’animation sur les I&I	Nombre de séances organisées sur les I&I	unité	-	-	-	32	NA	-
Voyages d’étude et d’échange d’expériences avec les partenaires	Nombre de partenaires ayant pris part au voyage d’étude et d’échange d’expériences	unité	-	-	-	15	NA	-
Capitalisation et diffusion des I&I	Nombre d'innovations analysées	unité	-	-	-	24	NA	-
	Nombre de supports produits (fiches)	unité	ND	5	0	19	NA	-
	Nombre d'initiatives capitalisées et diffusées	unité	ND	21	0	21	NA	-
Volet: Fonctionnement de la composante								
Equipements en matériels informatiques et autres outils	Nombre d’ordinateurs fixes acquis	unité	-	-	-	3	NA	-
	Nombre d’ordinateurs portables acquis	unité	-	-	-	2	NA	-
	Nombre d’appareils numériques acquis	unité	-	-	-	2	NA	-
	Nombre de lots de cassettes VHS acquis	unités	NA	-	-	2	NA	-
Composantes / Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 11/10/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/man uel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
COMPOSANTE II: RENFORCEMENT DES INSTANCES ET ORGANISATIONS RURALES								
Volet: Promotion des organisations rurales								
Information/sensibilisation sur la démarche, stratégie et objectifs du projet	Nombre de villages informés	unité	-	-	-	426	228	187
Appui à la constitution des grappes de villages	Nombre de grappes constituées	unité	-	-	-	35	38	92
Structuration et formation des organisations paysannes	Nombre d’instances et d’organisations rurales mises en place*	unité	10	13	144	692	493	140
	Nombre d’instances et organisations comportant des femmes dans leurs instances de décision*	unité	10	9	90	577	NA	-
Formation des élus locaux, agents communaux et autorités coutumières	Nombre d’élus locaux, agents communaux et autorités formés *	unité				183	100	183
Formation des comités de représentation des grappes	Nombre de comités formés*	unité				35	38	92
Volet: Intensification agricole								
Appui à la création de boutiques d’intrants inter villageois	Nombre de boutiques mises en place*	unité	3	3	100	15	38	40
Fonçage de points d’eau maraîchers	Nombre de points d'eau foncés	unité				133	100	133

Réalisation d'un seuil d'épandage	Nombre de seuil réalisé	unité				0	NA	-
Volet: Sécurité alimentaire								
Mise en place de banques de soudure	Nombre de banques de soudure mises en place	unité				284	150	189 169
Construction et équipement de magasins de banques de soudure	Nombre de magasins construits et équipés*	unité				160	NA	-
Mise en place de banques céréalières	Nombre de banques céréalières mises en place	unité				47	150	31
Promotion cultures <i>Cassia tora</i> , <i>Moringa oleifera</i> , manioc	Nombre de producteurs appuyés	unité				969	5000	19
Volet: Gestion des Ressources Naturelles								
Appui à la production et à la plantation de plants	Nombre de plants produits et plantés	unité				475747	250000	190
Appui à la récupération de terres dégradées (ha)	Superficies récupérées*	Ha	-	-	-	319	200	159
Appui à l'acquisition de titres fonciers	Nombre de titres fonciers délivrés	unité				1271	8000	16
Mise en place de marché rural de bois	Nombre de marchés de bois mis en place	unité				1	4	25
	Nombre de membres de structure formés*	unité				11	NA	-
Appui à la promotion de la régénération naturelle assistée	Superficie concernée	Ha				13000	NA	-
Délimitation et balisage de couloirs de passage	Nombre de km linéaire balisés*	Km				58.5	500	12
Volet: Renforcement des capacités paysannes								
Mise en place et fonctionnement d'un dispositif de suivi évaluation (grappes)	Nombre de grappes concernées	unité				21	NA	-
Formation des comités villageois de suivi évaluation	Nombre de personnes formées*	unité				774	NA	-
	Nombre de comités formés*	unité				154	NA	
Formation en montage et approbation de micro-projets	Nombre de personnes formées*	unité				36	NA	-
Formation professionnelle	Nombre de bénéficiaires	unité	30	30	100	435	NA	-
Volet: Santé et Nutrition								
Equipelement complémentaire de cases de santé	Nombre de cases de santé équipées	unité				50	40	125
IEC sur Santé et nutrition (villages)	Nombre de séances organisées	unité				667	152	439
	Nombre de thèmes développés	unité				4	NA	-
	Nombre de participants aux séances*	unité				29093	NA	-
Formation des femmes sur la nutrition	Nombre de femmes formées*	unité				117	150	78
Acquisition des moustiquaires imprégnées	Nombre de femmes bénéficiaires*	unité				15000	20000	75
Appui à la gestion communautaire de la santé (formation des comités de gestion des cases de	Nombre de comités de gestion formés*	unité				109	NA	-
	Nombre de villages concernés	unité				79	147	54

santé, appuis aux épidémies) au niveau des villages	Nombre de membres des comités de gestion formés	unité				260	-	-
Formation et équipement des matrones	Nombre de matrones formées et équipées*	unité				100	100	100
Formation des agents de santé en lutte contre le paludisme et la malnutrition	Nombre d’agents formés*	unité				129	NA	-
Construction des latrines	Nombre de latrine construites	unités				11	100	11
Volet: Reconstitution du capital bétail								
Appui à la promotion de l’élevage de petits ruminants des plus vulnérables	Nombre total de têtes d’animaux mis en place	unité				2064	6080	43
	Nombre d'animaux mis en place	unité	250	230	92	1097	NA	-
	Nombre de ménages bénéficiaires*	unité	ND	115		982		
Appui des AGR des femmes et des jeunes en matière d’embouche et d’élevage de reproduction	Nombre d’animaux mis en place	unité	10	10	100	1207		
	Nombre de ménages bénéficiaires*	unité	ND	10		1392		
Volet: Ateliers de formations des acteurs sur le genre								
Atelier d’échange et de partage d’expériences sur les questions de genre	Catégories de structures participantes	unité				0	NA	-
Ateliers d’information et de sensibilisation des communautés de base sur les questions de genre	Nombre de villages concernés	Unité				52	NA	-
	Nombre de personnes concernées	Unité				5923	NA	-
Appui des initiatives des communautés en matière de désenclavement de leurs villages	Km de piste rurale aménagés	km				0	NA	-
Appui des populations dans les travaux de Réhabilitation des puits villageois	Nombre de puits villageois réhabilités/achevés	unité				17	NA	-
Volet: Fonctionnement de la composante								
Equipements en matériels informatiques et autres outils	Nombre d’ordinateurs portables acquis	unité				2	NA	-
	Nombre d’ordinateurs fixe acquis	unité				4	NA	-
Composantes / Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 11/10/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
COMPOSANTE III: FONDS D’APPUI AUX INITIATIVES ET INNOVATIONS LOCALES								
Volet Élaboration micro projet								
Financement des micros projets	Nombre de micro projet élaborés et financés*	unité	-	-	-	52	NA	-

	Montant des financements	FCFA	-	-	-	1 747 161 965	3 574 990 000	48,87
Composantes / Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 11/10/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/man uel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
COMPOSANTE IV: RENFORCEMENT DE L’OFFRE LOCALE DE SERVICES (ROLS)								
Sous – Composante 1: «Construction et équipement d’infrastructures rurales »								
Volet Réalisation de routes en latérite								
Etude et préparation DAO construction route rurale (h/m)	Nombre d’Etudes réalisées	h/m	0	0	-	3	3	100
Construction de routes rurales (km)	Km de route construits*	Km	0	0	-	35,40	32	111
Volet Construction et équipements de Centres de Santé Intégrés								
Préparation DAO pour transformation de 2 cases de santé	Nombre de DAO préparés	h/m	1,5	1,5	100	6	7	86
Construction de CSI	Nombre de CSI construits*	unité	2	0	0	6	10	60
Opérationnalisation des CSI construits	Nombre de CSI équipés et opérationnalisés	unité	2	0	0	6	10	60
Réalisation des travaux d’équipement des CSI en MAEP	Nombre de CSI équipés en MAEP	unité	1	0	0	4	NA	-
Volet Réalisation de puits villageois								
Etude et préparation DAO fonçage de puits villageois (h/m)	Nombre d’Etudes réalisées	h/m	0	0	-	5	5	100
Fonçage de puits villageois et forages	Nombre de puits foncés*	unité	0	0	-	19	50	38
	Nombre de forages foncés*	unité	0	0	100	30	NA	-
Volet: Construction de salles de classes								
Etude et préparation DAO construction classes (h/m)	Nombre d’Etudes réalisées	h/m	0	0	-	3	5	60
Construction de classes	Nombre de classes construites*	unité	4	0	0	26	50	52
Sous composante 2 « Fonds d’appui pour le renforcement de l’offre locale de services »								
Volet Construction et équipement d’un bloc de bâtiment								
Installation de radio communautaire	Nombre de radio mises en place	unité	0	0	-	1	1	100
Volet: Renforcement des capacités de l’offre locale de services								
Alphabétisation des adultes	Nombre d'auditeurs formés en alphabétisation*	unité	0	0	-	4763	NA	

Formation des membres des groupements paysans de services en français	Nombre d'auditeurs formés en français*	unité	0	0	-	82	NA	
Formation des entreprises locales en maîtrise d’ouvrage	Nombre d'agents des PME – BTP formés*	unité	0	0	-	0	NA	-
Accompagnement à l’émergence d’une offre locale de services valorisant les expertises paysannes	Nombre de groupements paysans appuyés*	unité	NA	10	-	16	NA	-
Appui des STD et communes en formation et équipement	Nombre de structures appuyées	unité	5	3	60	14	NA	-
Composantes / Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 11/10/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
COMPOSANTE V: GESTION DU PROJET								
Réhabilitation bureaux UGP, annexes et logements								
Equipement								
Postes informatiques	Nombre de poste acquis	unité	00	00		20	42	48
Photocopieurs	Nombre de photocopieurs acquis	unité	00	00		2	6	33
Climatiseurs	Nombre de climatiseurs acquis	unité	00	00		15	14	107
Onduleurs	Nombre d’onduleurs acquis	unité	00	00		21	NA	-
Imprimantes	Nombre d’imprimantes acquises	unité	00	03		22	NA	-
Scanner	Nombre de scanner acquis	unité	00	00		1	NA	-
Appareil vidéo projecteur	Nombre d’appareils acquis	unité	00	00		1	NA	-
Appareil photo numérique	Nombre d’appareil acquis	unité	00	00		1	NA	-
Pompes électriques	Nombre de pompes acquises	unité	00	00		2	NA	-
Cuves de stockage essence	Nombre de cuves acquises	unité	00	00		0	NA	-
Télécopieurs fax	Nombre de télécopieurs fax acquis	unité	00	00		1	NA	-
Antenne VSAT/parabolique	Nombre d’antennes acquises	unité	00	00		1	NA	-
Magnétoscope	Nombre de magnétoscope acquis	unité	00	00		1	NA	-
Groupe électrogène	Nombre de groupe acquis	unité	00	00		3	NA	-
Caméra numérique	Nombre de caméras acquises	unité	00	00		1	NA	-
Appareil DVD	Nombre d’appareils acquis	unité	00	00		1	NA	-
Poste télé	Nombre de postes acquis	unité	00	00		1	NA	-
Amplificateurs	Nombre d'amplificateurs acquis	unité	00	00		2	NA	-
Appareil de régulation	Nombre d'appareils acquis	unité	00	00		1	NA	-
Mobiliers de bureaux			00	00				
Tables bureaux/table réunion	Nombre de tables acquises	unité	00	00		10	NA	-

Tables informatiques	Nombre de tables acquises	unité	00	00		5	NA	-
Fauteuils	Nombre de fauteuil acquis	unité	00	00		5	NA	-
Chaises visiteurs/réunion	Nombre de chaises acquises	unité	00	00		70	NA	-
Bibliothèques	Nombre de bibliothèques	unité	00	00		1	NA	-
Moquette	Nombre de moquettes acquises	unité	00	00		1	NA	-
Réfrigérateur	Nombre de réfrigérateurs acquis	unité	00	00		2	NA	-
Fontaine	Nombre de fontaines acquises	unité	00	00		0	NA	-
Compteur électrique	Nombre de compteur électriques acquis	unité	00	00		0	NA	-
Armoires métalliques	Nombre d'armoires acquises	unité	00	00		1	NA	-
Salon	Nombre de salon acquis	unité	00	00		2	NA	-
Coffre-fort	Nombre de coffres forts acquis	unité	00	00		1	NA	-
Tableau chevalet	Nombre de tableau acquis	unité	00	00		2	NA	-
Forage au sein de l'UGP	Nombre de forage réalisé	unité	00	00		0	NA	-
Mini adduction d'eau potable	Nombre d'installation mises en place	unité	00	00		0	NA	-
Véhicules et motos								
Station wagon	Nombre de station wagon acquis	unité	00	00		1	1	100
Véhicule léger	Nombre de véhicule léger acquis	unité	00	00		0	1	0
Véhicule Pick-up DC	Nombre Pick up DC acquis	unité	00	00		6	12	50
Motos	Nombre de motos acquises	unité	00	00		19	28	68
Préparation DAO pour achat véhicules et motos	Nombre de DAO préparés	unité	2 FEM et PPILDA	01		1	NA	-
Remise en état véhicules et motos	Nombre de véhicule et motos remis en état	unité				4 véhicules et 4 motos	NA	-
Audit des comptes du PPILDA	Nombre d'audits réalisés	unité	2	01		4	8	50
Frais de personnel								
Salaire personnel UGP	Nombre de paiement effectués	unité		48		56	96	55
Frais divers	Montant des Reçus	unité	00					
Frais de déplacement hors zone	Nombre de missions hors zone réalisées	unité	00	00				
Recrutement personnel	Nombre de personnes recrutées	unité	00	00		35	-	-
Assistance technique								
Etude sur la situation de référence	Rapport situation de référence validé	unité	-	-	-	2	NA	-
Elaboration du manuel de procédures	Nombre de manuel de procédures approuvé	unité	-	-	-	1	NA	-
Mise en place logiciel comptable et appui à la formation	Nombre de logiciel comptable adapté acquis	unité	1 FEM	1		1	NA	-
Elaboration du manuel d'opération	Nombre de manuel d'opération validé	unité	-	-	-	1	NA	-

Schéma directeur pour le désenclavement et la réhabilitation des pistes	Nombre de Schéma réalisé	unité	-	-	-	1	NA	-
Etude sur les modalités de collaboration avec les communes	Nombre de rapport d'étude validé	unité	-	-	-	0	NA	-
Etude sur la situation de l'offre locale de service	Nombre de rapport d'étude validé	unité	-	-	-	1	NA	-
Appui mise en place système S&E avec l'appui d'un consultant externe	Nombre de système S&E mis en place	unité	-	-	-	-	2	-
Appui à l'opérationnalisation d'une base de données ACCESS de suivi de la performance du projet	Nombre de bases de données opérationnelles	unité	-	-	-	1	NA	-
Elaboration de manuel S&E harmonisé avec les projets IRDAR et PACII	Nombre de manuel S&E harmonisé disponible	unité	-	-	-	1	NA	-
Achat logiciel S&E et appui à la formation	Nombre de logiciel de S&E adapté acquis	unité	-	-	-	-	NA	-
Réunion du comité de pilotage	Nombre de réunions du CP tenues	unité	1	1	100	6	NA	-
Supervision ministère de tutelle MDA et Santé	Nombre de missions reçues	unité	8	0	0	8	NA	-
Etude sur la situation des organisations paysannes dans la zone du projet	Nombre de rapport d'étude validé	unité	-	-	-	0	NA	-
Appui au renforcement des capacités de l'UGP	Nombre d'appuis reçus	unité	-	-	-	9	NA	-
Appui à l'élaboration des états financiers	Nombre d'appui reçus	unité	00	00		2	NA	-
Mission d'évaluation du personnel PPILDA	Nombre de missions reçues	unité	-	-	-	2	NA	-
Appui à la mise en œuvre du volet Santé	Nombre d'appui reçus	unité				1	NA	-
Etude sur les effets/impacts du projet	Nombre de rapports d'Etude validés	unité	4	0	0	0	NA	-
Etude sur la pérennisation des actions du PPILDA	Nombre de rapports d'Etude validés	unité	-	-	-	1	NA	-
Evaluation externe (à tiers parcours) du PPILDA	Nombre d'évaluation externe réalisée	unité	-	-	-	2	3	66
Mise en place et opérationnalisation d'une cellule SIG du projet	Nombre de logiciel acquis	unité	-	-	-	0	NA	-
	Nombre de cellule SIG opérationnelle	unité	-	-	-	0	NA	-
Mise en place et opérationnalisation d'un système de gestion de la documentation	Nombre de système mis en place et fonctionnel	unité	-	-	-	1	NA	-
Etude sur le cadrage du système de suivi évaluation	Nombre de rapports d'étude validés	unité	-	-	-	0	NA	-

Nb: * = Indicateurs SYGRI

Appendice 7: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

DESCRIPTION SUCCINCTE	INDICATEURS VERIFIABLES	ETAT D'AVANCEMENT	MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/HYPOTHESES
I. La pauvreté des ménages ruraux de la zone d'intervention du projet est réduite	Indice de pauvreté (INS) *	73,4%	Rapport INS Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	-Décaissements dus au FIDA sont régulièrement honorés
	Taux de malnutrition*	✓ Malnutrition aigüe: 11,7% ✓ Malnutrition chronique: 47,2% ✓ Insuffisance pondérale: 54	Rapport INS/ Enquête EDSN/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
	Proportion de ménages ayant augmenté des actifs (terres, cheptel, matériel agricoles)*	✓ Ensemble des ménages: 49,5% ✓ Ménages n'ayant pas bénéficié des interventions du PPILDA: 52,2% ✓ Ménages ayant bénéficié des interventions du PPILDA: 48,3%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
EG1. La dynamique de développement local est impulsée	Taux d'évolution des investissements réalisés à travers les Plans d'Investissement Annuel (PIA) des communes	✓ Aguié: 64 à 550% ✓ Gazaoua: -28 à 209% ✓ Tchadoua: 145% ✓ Saé Saboua -10,4 à -0,2%	Dossier des communes /Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	-La contrepartie de l'Etat dans le financement du FIDA est débloquée
EG2. La productivité agricole et animale des producteurs appuyés par le projet est accrue	Rendement des principales cultures (mil, sorgho, niébé, arachide)	✓ Mil: 500 Kg/ha pour Aguié et Guidan Roumdji et 600 Kg/ha pour Madarounfa; ✓ Sorgho: 300 Kg/ha à Aguié et Madarounfa et 365 Kg/ha à Guidan Roumdji; ✓ Niébé:300 kg/ha en 2008 mais 100 Kg/ha et moins pour les autres années ✓ Arachide: fluctuant entre 100 et 500 Kg/ha à Aguié et Guidan Roumdji, mais stables autour de 400 Kg/Ha à Madarounfa	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Rapport des services de l'agriculture	-Aucune crise climatique majeure ne briserait la progression appuyée par le projet; -Inexistence de troubles sociopolitiques et insécurité -Respect des conventions signées avec les Bailleurs de fonds -Changement de comportement des acteurs par rapport à la nouvelle démarche du « développement local »
	Proportion de ménages faisant état d'une augmentation de leur rendement/production *	✓ Ensemble des ménages: 46,8% ✓ Ménages ayant connu une intervention du PPILDA: 47,7% ✓ Ménages ayant connu au moins une technologie du PPILDA et l'ayant adoptée: 50%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
	Proportion de ménages faisant état d'un accroissement de leur cheptel*	49,5%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	

DESCRIPTION SUCCINCTE	INDICATEURS VERIFIABLES	ETAT D'AVANCEMENT	MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/HYPOTHESES
EG3. La vulnérabilité des ménages bénéficiaires des interventions du projet est réduite	L'indice de vulnérabilité alimentaire	25 à 45%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet/INS	
	Le pouvoir d'achat équivalent mil	1,32	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
ES1. La capacité des communes et des communautés à assurer la maîtrise d'ouvrage est renforcée	Proportion de communes disposant de PDC de qualité (intégrant GRN – Droit Humain – Genre)	33%	Dossiers des communes/Rapport d'activité du projet	Engagement continu de tous les partenaires concernés
	Proportion de communes ayant exécuté des PIA à plus de 50%*	17%	Dossier des Communes	
	Proportion des communes dans lesquelles au moins 80 % des marchés ont été exécutés dans les normes (transparence, équité, délais et spécifications techniques)	ND	Dossier des Communes/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
ES2. L'accès des producteurs aux facteurs de production est facilité.	Proportion de producteurs (chef de ménage) ayant accès aux sites maraîchers	50%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	Cohérence entre la démarche du projet et les souhaits des populations cibles
	Proportion des producteurs ayant accès aux banques d'intrants agricoles et zootechniques	11,6%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
	Proportion de producteurs sensibilisés ayant adopté les nouvelles techniques de production*	61,3%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
	Proportion de terre de glacié récupérée*	✓ Superficie = 64%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet/Rapport des services de l'environnement/Rapport d'activité du projet	
ES3. Les capacités des ménages les plus vulnérables à prévenir et à faire face aux crises alimentaires sont renforcées	Proportion de ménages les plus vulnérables (TV et EV) ayant fait l'objet de reconstitution du cheptel	4,5%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet	
	Proportion de ménages les plus vulnérables ayant accès aux banques de soudure	72,7%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet	
	Proportion de ménages appliquant les bonnes pratiques en matière de santé et nutrition	62,5%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet	

DESCRIPTION SUCCINCTE	INDICATEURS VERIFIABLES	ETAT D'AVANCEMENT	MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/HYPOTHESES
ES4. L'accès et accessibilité des ménages à l'offre locale de service et aux services sociaux de base sont renforcés	Nombre de ménages desservis par un PEM *	Aguié: 25.500 Guidan Roumdji: 43.893 Madarounfa: 31.071	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet/Rapport service de l'hydraulique	Les groupes cibles (pauvres et vulnérables) approprient le processus au détriment des groupes dominants
	Taux de couverture en infrastructures hydrauliques	Aguié: 52,51% Guidan Roumdji 66,10% Madarounfa: 70,93% Région de Maradi: 62,51%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet/Rapport service de l'hydraulique	
	Taux de couverture sanitaire	Aguié: 84,79% Guidan Roumdji: 75% Madarounfa: 71% Région de Maradi: 62%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet/Rapport service de la santé	
	Taux de fréquentation des écoles appuyées	Aguié: 96% Guidan Roumdji: 95% Madarounfa: 71%	Rapports Inspections de l'enseignement de base (IEB) / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet	
	Indice d'accessibilité des routes	ND	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet/Rapport service des travaux publics	Les partenaires d'appui disposent de tous les moyens nécessaires
	Contribution du projet aux taux de couverture régionaux (eau, santé)	ND	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet/Rapport service de l'hydraulique, santé)	
	Proportion des prestataires locaux appuyés ayant offert des services de qualité aux ménages et structures de la zone d'intervention	100%	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /rapport d'activité du projet	
ES5. Le projet est géré de manière efficace et efficiente	Taux d'exécution du PTBA - Exécution physique - Exécution financière		Rapport d'exécution des activités du projet / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	Existence de ressources humaines (techniciens et leaders ruraux) formés et sensibilisés à cette nouvelle approche
	Audit qualifié		Rapports d'audit du projet	
	Taux de décaissement	✓ 36% en 2005; ✓ 26% en 2006; ✓ 86% en 2007; ✓ 60% en 2008	Rapport suivi d'exécution financière du projet	
	Régularité et qualité des rapports	6	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
Produit 1. Les structures communales et communautaires sont formées	Nombre IOR structurées et formées*	659	Rapports de structuration/formation / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	Des villages ayant des affinités existent Existence d'organisations locales

DESCRIPTION SUCCINCTE	INDICATEURS VERIFIABLES	ETAT D'AVANCEMENT	MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/HYPOTHESES
et dotées d'outils maitrise d'ouvrage (planification mise en œuvre et suivi-évaluation.				capables de proposer des innovations
	Nombre élus locaux formés	49	Rapport d'activité du projet / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
	Nombre de PDC élaborés*	4	Documentation projet/Communes/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
	Nombre de Plan d'Action Villageois/inter villageois élaborés	326	Documentation projet/Communes / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	La population adhère à la philosophie du projet et participe activement aux ateliers d'auto diagnostics
	Nombre de rapports d'autoévaluation élaborés	36	Documentation projet/Communes/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
Produit 2. Les espaces agro-sylvo-pastoraux sont restaurés et sécurisés	Superficie des terres de glacis traités*	279,7	Rapport d'activité du service de l'environnement / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Superficie de forêts classées aménagées*	0	Rapport d'activité du service de l'environnement / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les populations adhèrent aux activités d'aménagement.
	Nbre de titres fonciers délivrés	800	Rapport d'activité commissions foncières / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les populations maîtrisent l'intérêt de l'opération
	Nbre de plants forestiers vivants	ND	Rapport d'activité du service de l'environnement / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Des pépiniéristes privés engagés existent dans la zone d'intervention
	Nbre de semis de noix doum réussis	ND	Rapport d'activité du service de l'environnement / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les populations apportent leur contribution financière
	Km de couloirs de passage / aires de pâturage balisés	43	Rapport d'activité du service de l'environnement / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les populations acceptent les aires délimitées
	Nbre de marchés ruraux de bois créés	1	Rapport d'activité du service de l'environnement / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les potentialités de création des marchés ruraux existent dans la zone d'intervention
	Nbre de pépiniéristes privés formés/recyclés	15	Rapport d'activité du service de l'environnement / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Des pépiniéristes privés engagés existent dans la zone d'intervention
Produit 3. Les producteurs	Nbre de PIP mis en place	51	Rapport d'activité du service de l'agriculture /	Les populations mettent à

DESCRIPTION SUCCINCTE	INDICATEURS VERIFIABLES	ETAT D'AVANCEMENT	MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/HYPOTHESES
sont formés et sensibilisés sur l'intensification de la production agricole et animale			Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	disposition des parcelles d'accès faciles
	Nbre de CD mis en place	27	Rapport d'activité du service de l'agriculture / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre de CG de banques d'aliments bétail mis en place et formés*	0	Rapport d'activité du service de l'élevage / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les populations adhèrent à l'activité et apportent leurs contributions financières
	Nbre de producteurs formés/sensibilisés en technique de production agricole*	1.352	Rapport d'activité du service de l'agriculture / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre de producteurs formés / sensibilisés en technique de production animale*	75	Rapport d'activité du service de l'élevage / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les jeunes expriment l'intérêt et contribuent à la réalisation de l'activité.
	Nbre d'auxiliaires para vétérinaires formés et équipés	0	Rapport d'activité du service de l'élevage / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre d'OP structurées autour de filières porteuses *	0	Rapport d'activité du service de l'action coopérative / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Des filières porteuses existent dans la zone d'intervention
Produit 4. Les facteurs de production sont disponibles	Nbre de sites maraîchers aménagés et équipés*	30	Rapport d'activité du service de l'agriculture / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	La zone identifiée s'y prête au fonçage
	Tonne des semences produites et diffusées	172	Rapport d'activité du service de l'agriculture / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre de boutiques d'intrants agricoles fonctionnelles*	11	Rapport d'activité du service de l'agriculture / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
Produit 5. Les dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires sont opérationnels	Nbre de banques de soudures fonctionnelles*	168	Rapport d'activité SAP/GC / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les femmes adhèrent aux modalités de fonctionnement des banques
	Nbre de bouture/quantité de semences de manioc, <i>Moringa Oleifera</i> et de <i>Cassia Tora</i> mis en place	1031	Rapport d'activité SAP/GC / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre d'UBT mis en place	203,6	Rapport d'activité du service de l'élevage / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les populations apportent leur contribution financière

DESCRIPTION SUCCINCTE	INDICATEURS VERIFIABLES	ETAT D'AVANCEMENT	MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/HYPOTHESES
	Nbre de banques céréalières fonctionnelles*	47	Rapport d'activité SAP/GC / Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	La population contribue à la mise en place du stock
Produit 6. Les initiatives et innovations locales/externes porteuses sont capitalisées et diffusées	Nbre d'initiatives et innovations locales/externes porteuses identifiées	18 dont 4 locales	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Des initiatives et innovations porteuses sont identifiées de concert avec les populations
	Nbre d'initiatives et innovations locales/externes porteuses capitalisées	15	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre d'initiatives et innovations locales/externes porteuses diffusées	15	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
Produit 7. Les acteurs locaux sont formés et sensibilisés en matière de santé et nutrition	Nbre de matrones formées*	100	Rapport d'activité du service de l'environnement/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre de femmes formées en nutrition*	77	Rapport d'activité du service de l'environnement/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre de comités de gestion communautaire de la santé formés*	51	Rapport d'activité du service de l'environnement/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre de séances d'IEC sur la santé/nutrition organisées	90	Rapport d'activité sur les IEC du service de l'environnement/ ONG/AD/Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre de moustiquaires imprégnées octroyées	10.000	Rapport d'activité sur les IEC du service de l'environnement/ ONG/AD/Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
Produit 8. Les prestataires de services au niveau local sont formés et outillés.	Nbre de partenaires d'appuis (services techniques, ONG et groupement paysans) renforcés*	31	Documentation projet/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet	
	Nbre de paysans formés en alphabétisation	1450	Rapport d'activité du service de l'alphabétisation/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les populations sont stabilisées
	Nbre de jeunes et des femmes formés en petits métiers*	213	Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	Les bénéficiaires participent physiquement et financièrement à la mise en œuvre de l'action
Produit 9. Les infrastructures sociales de base sont construites/réhabilitées et	Nbre de cases de santé fonctionnelles*	50	Rapport d'activité du service de la santé/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	

DESCRIPTION SUCCINCTE	INDICATEURS VERIFIABLES	ETAT D'AVANCEMENT	MOYEN DE VERIFICATION	RISQUES/HYPOTHESES
fonctionnelles	Nbre de CSI fonctionnelles*	5	Rapport d'activité du service de la santé/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre de classes fonctionnelles*	0	Rapport d'activité des inspections de l'enseignement de base/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Km de routes rurales construites*	35,4	Rapport d'activité du service du Génie rural/ Rapport d'enquête de suivi des effets et impacts des actions du projet /Documentation projet	
	Nbre d'infrastructures en service*	300	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet/Rapport du service du Génie rural	
	Nbre de radios communautaires fonctionnelles*	0	Documentation projet	La radio rurale répond aux exigences du Conseil Supérieur de la Communication (CSC)
	Nbre de puits villageois fonctionnels*	15	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet/Rapport du service du Génie rural	
	Nbre de latrines construites*	0	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet/Rapport du service du Génie rural	
Produit 10. Les dispositifs de gestion administrative financière, comptable, de passation de marchés et de suivi-évaluation sont opérationnels	Nbre de manuels de procédures élaborés	1	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet	Des consultants de qualité sont disponibles
	Nbre d'audits des comptes du PPILDA organisés	4	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet	
	Nbre d'agents du PPILDA formés	15	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet	
	Nbre de PTBA et des rapports d'activités élaborés	13	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet	
	Nbre de plan de passation de marchés élaborés et mis en œuvre	4	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet	Les ressources financières nécessaires sont mobilisées
	Nombre de sessions de Comités de Pilotage organisés	4	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet	
	Nombre de missions de suivi et de supervision réalisées	10	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet	
	Nombre d'évaluations externes du projet réalisées	1	Documentation projet/ Rapport d'enquête sur les effets et impacts des actions du projet	Les partenaires sont disponibles et sont engagés dans la conduite des évaluations

Appendice 8: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

1. Le Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) a été conçu pour appuyer les populations dans l'identification, l'amélioration, la capitalisation et la diffusion des initiatives et innovations locales porteuses qui seront traduites en actions de développement à même de réduire leur pauvreté et leur vulnérabilité. Sur ce plan, le projet a dès son démarrage à ce jour, enregistré comme principaux acquis: i) le repérage et la caractérisation d'une trentaine d'initiatives et d'innovations locales réparties dans les principaux domaines de préoccupations des populations (agriculture, environnement, élevage, gestion des ressources naturelles, socio organisationnel); ii) la conception et l'édition au profit des autres utilisateurs d'un recueil contenant la description et les principes de mise en œuvre de 19 initiatives et innovations capitalisées; iii) la production de deux manuels pour l'extension des Champs de Diversités (CD) phytogénique et des Parcelles d'Initiatives Paysannes (PIP); iv) l'appui à la mise en place et l'opérationnalisation d'un groupement de paysans innovateurs composé de neuf paysans dont une femme appuyant le projet dans le cadre de la diffusion des expériences capitalisées.

2. **En matière de communication**, le projet a développé plusieurs supports et outils de communication. On peut noter entre autres: i) la conception et la production d'une dizaine de fiches et posters de visualisation de certaines expériences; ii) la production et la diffusion de 7 supports audio visuels sur les réalisations du projet; iii) la valorisation de la radio communautaire et des paysans innovateurs pour la vulgarisation des bonnes pratiques et expériences capitalisées et iv) la création et l'animation d'un site Web pour le projet relié avec ceux des autres projets financés par le FIDA au Niger afin de permettre une meilleure visibilité des interventions.

3. Aussi dans le cadre de la génération, du renforcement et de la gestion des connaissances, le projet a su développer un **partenariat synergique et stratégique** en mettant en œuvre plusieurs types d'actions collaboratives avec des institutions de développement et de la recherche comme entre autres SCAP, ICRAF, AGRINOVIA. Ceci a permis la création d'un cadre d'échanges et de partage de connaissances et de savoirs faire autour de diverses innovations et technologies d'amélioration de la production agricole et de la sécurité alimentaire. Ce partenariat scellé avec les institutions de recherche a également favorisé un renforcement mutuel des capacités. Les principaux domaines de partenariat sont centrés notamment autour des innovations et des initiatives relatives à l'agriculture, l'élevage, les infrastructures, la gestion durable des ressources naturelles. Les principaux partenaires jusque-là impliqués sont les services techniques déconcentrés de l'Etat, les institutions de recherche nationales et internationales (INRAN, ICRISAT, ICRAF, IPGRI, PROMISO, SCAP les projets et programmes intervenant dans la même zone que le projet (PUSADER, PAC 2, PAM, UNICEF).

4. Un autre aspect important à relever dans le cadre du partage des connaissances est la **participation du projet PPILDA de 2009 à 2011 dans l'animation des programmes de formations académiques**. Cette participation couronnée de succès a permis au projet de partager ses expériences de terrain dans les cours de formations diplômantes en collaboration avec les Universités du Sud (Ouagadougou, Niamey, Benin, Côte d'Ivoire, Cameroun, Togo) et du Nord (Roma en Italie) et d'autres centres de formations du Nord (SupAgro, GERDAL, ICRA), sous la coordination de l'Université de Ouagadougou. En effet, de par les acquis enregistrés sur le plan méthodologique, le projet a participé deux années consécutives à la conception et à l'animation des cours de formations en Master professionnel International¹⁰ « Innovation et Développement en milieu Rural » à travers des modules sur l'appui aux processus d'innovation, la

¹⁰ Le master a commencé en 2011 mais déjà en 2010 le projet a participé au certificat par la co-animation de plusieurs modules (vulnérabilité, analyse des systèmes agraires, processus d'innovation, communication, partenariat).

compréhension des logiques et pratiques paysannes, la sécurité alimentaire, la recherche action en milieu rural.

5. La communalisation étant devenue effective à partir de 2006, le projet a revu son approche d'intervention à partir de 2009 pour véritablement impliquer les communes dans les prises décisions et la mise en œuvre des activités. Cet élan qui a produit des résultats entre 2009 et 2010 a été freiné par la dissolution des conseils communaux au cours de l'exercice 2011 suite au renversement du régime politique en place intervenu au Niger en février 2010. Après le rétablissement de l'ordre constitutionnel normal, le PPILDA reprend la mise en œuvre de ses activités en impliquant de façon effective les communes dans tout le processus. Aussi comme le projet est en fin de phase, il vient d'élaborer, de concert avec les communes, les communautés à la base, les services techniques et les autorités administratives et coutumières, une **stratégie cohérente et consensuelle de transfert de maîtrise d'ouvrage aux bénéficiaires en vue d'assurer la durabilité et la pérennité des activités réalisées.**

6. Enfin, il faut noter que le projet poursuit avec les bénéficiaires, **l'opérationnalisation et la gestion de son dispositif innovant de suivi évaluation participatif.** Ce dispositif mis en place depuis 2008 a produit des résultats importants parce qu'il permet aujourd'hui au projet de savoir ce qu'il a réellement fait, avec qui ? où ? avec quels effets et impacts ? Ce dispositif qui est opérationnel au niveau d'un échantillon de 154 villages (52% des villages de la zone d'intervention) est géré par les 154 comités villageois de suivi évaluation sous l'encadrement de groupements paysans de services et des Directions Départementales de Plan. L'ancrage avec les communes via les agents communaux n'a pas produit les résultats escomptés du fait des événements socio politiques cités plus haut, mais figure en très bonne place dans la stratégie de transfert de maîtrise d'ouvrage récemment définie avec les communes. A cet effet, le projet transfèrera aux communes les outils essentiels notamment les bases des données sur les activités concernant les bénéficiaires du projet, renforcera les capacités des agents communaux dans la gestion de ces bases de données, mettra en relation/partenariat les communes avec les différentes offres locales paysannes de services créées et les dotera des matériels informatiques complémentaires pour assurer la génération des informations relatives aux activités mises en œuvre avec l'appui du projet et celles menées avec les autres partenaires.

Annexes

- Annexe 1: Note méthodologique pour l'élaboration de la stratégie genre du FIDA et du plan d'actions.
- Annexe 2: Note technique sur Répartition des compétences locales, diagnostic des OP et renforcement de l'offre locale de services.
- Annexe 3: Note technique sur le volet Gestion durable des Terres (financement FEM)
- Annexe 4: Note technique sur l'appui en Suivi & Evaluation
- Annexe 5: Rapport SYGRI 2012
- Annexe 6: Informations additionnelles sur les Aspects Fiduciaires
- Annexe 7: Note technique sur les passations de marchés
- Annexe 8: Compte-Rendu de l'atelier de lancement Technique du PASADEM
- Annexe 9: Liste des personnes rencontrées

ANNEXE 1: Note méthodologique pour l'élaboration de la stratégie genre du FIDA et du plan d'actions

L'objectif de la note est de proposer une méthodologie pour l'élaboration d'une stratégie genre et d'un plan d'actions permettant de prendre en compte la réalité socio-économique des régions de Maradi, Tahoua et Zinder et de générer pour les projets cofinancés par le FIDA des indicateurs ciblés et pertinents pour le suivi et l'évaluation efficaces des résultats.

La méthodologie proposée s'appuie sur un processus en quatre étapes partant de la documentation à l'élaboration d'un plan d'actions pour la prise en charge effective, efficace et durable des questions de genre par les projets, les partenaires et les communes.

Etape 1: Revue documentaire

La revue documentaire permet de mettre en relief ce qui dans le contexte politique, juridique et institutionnel pourrait nourrir la mise en contexte de la stratégie genre des projets cofinancés par le FIDA au Niger.

Au cours de cette étape, l'équipe genre fera, sous une perspective genre, la revue des différentes lettres et politiques de développement (I'13N, DPES, PNG, Stratégie du MP/PF/PE, COSOP, différents nationaux sur la décentralisation etc.). Du fait de l'option du FIDA de s'inscrire dans le renforcement de la politique de décentralisation de l'Etat nigérien, l'équipe fera la revue des textes existants et relatifs à la décentralisation, au transfert de compétences, au développement économique et social local. Les documents de formulation de tous les projets cofinancés par le FIDA (PPILDA, PUSADER, IRDAR-RCI/PAC2, PPILDA et *Ruwanmu*) seront aussi revus au cours de cette étape.

Dans tous ces textes, il s'agira de souligner les préoccupations de l'Etat et des projets relatives à l'équité et l'égalité de genre ou pouvant être exploitées dans ce sens.

Cette étape est déjà en œuvre et l'équipe genre avance sur la revue documentaire. Elle pourrait être terminée au 15 décembre.

Un tableau à trois colonnes est proposé pour faire une synthèse soulignant dans les textes les opportunités offertes dans les politiques de l'Etat du Niger et du FIDA, pour l'équité de genres.

Documents revus	Eléments favorisant l'équité de genre	Aspects de genre non abordés
Politique nationale genre		
I3N		
PDPS		
Textes sur la décentralisation		
Politique d'Egalité des sexes et d'autonomisation des femmes du genre FIDA		
COSOP Niger		
Formulation PASADEM		
Formulation <i>Ruwanmu</i>		

Etape 2: Leçons tirées des expériences du FIDA au Niger en matière de genre

Cette étape permet de tirer les leçons des projets en matière de genre. De nombreuses leçons ont déjà été tirées qui ont permis la mise à l'échelle des acquis. Il s'agit pour les leçons déjà tirées d'apprécier leur incidence sur les femmes et les jeunes, à la lumière des méthodes de ciblage, de la durabilité et de la participation des femmes aux organes de gouvernance. L'équipe genre s'appuiera pour cette étape, sur une forte implication des agents des projets FIDA.

L'équipe s'appuiera aussi sur l'examen des documents élaborés durant le cycle de vie des projets PPILDA, IRDAR-RCI/PAC2, PUSADER: les rapports d'activités, les revues à mi

et tiers-parcours, les notes de synthèse, les rapports d'études et les TdR qui les sous-tendent, les indicateurs de suivi/évaluations relatifs au genre dont les indicateurs SYGRI, etc.

Incidence des leçons tirées sur les femmes	PPILDA	IRDAR-RCI/PAC2	PUSADER

Cette étape devra être terminée au 31 décembre.

Etape 3: Observations complémentaires et analyse des partenariats

Les résultats attendus de cette étape sont: (i) l'analyse des initiatives sociales, économiques, environnementales dans lesquelles les femmes et les jeunes sont impliqués, autour des marchés et des bassins de production, (ii) l'analyse des principaux partenaires des projets cofinancés par le FIDA, leurs résultats en matière de prise en charge des questions de genre. Au cours de cette étape, les actions possibles avec les partenaires sont identifiées, ainsi que les besoins de renforcement nécessaires. Cette étape, devra prendre appui sur l'étude des marchés en cours. Des visites sur des marchés et des bassins de production, permettront, à partir de l'exploitation des résultats de groupes de discussion bien ciblés de proposer une cadre permettant de:

- (i) Décrire et apprécier les productions agricoles dans lesquelles les femmes et les jeunes sont impliqués en dehors de leurs prestations dans les champs du chef d'exploitation,
- (ii) Décrire et apprécier la place des hommes, femmes et jeunes dans chaque segment des chaînes de valeur appuyées par les projets,
- (iii) Décrire et apprécier la place des hommes et des femmes et de leur fraction jeune dans le groupage et la mise en marché des produits,
- (iv) Recenser les femmes et les jeunes propriétaires ou non de parcelles dans les sites irrigués, le mode d'acquisition (achat, héritage, usufruit ou autre) et le mode de faire valoir (mis sous location, utilisation de salariés, autre) des parcelles des femmes et des jeunes,
- (v) Estimer l'importance de la contribution des femmes dans la circulation des biens¹¹ (quantités groupées et mises en marché par les femmes),
- (vi) Décrire l'implication des femmes dans les marchés actuels et les contraintes particulières des femmes allaitantes sur les marchés.

Au cours de cette période une analyse des besoins de formation/information des partenaires des projets suivis dans les différentes zones d'intervention sera proposée. Les capacités des communes et des prestataires locaux de services sont aussi appréciées.

Cette étape devra être exécutée au cours des mois de janvier et février.

¹¹ Les observations de la mission sur le terrain, corroborent cela. Sur les parcelles la mission a observé le partage des tâches dans l'exploitation familiale sur les parcelles de maraîchage avec l'homme à la production et la femme à la commercialisation; les femmes détenant des parcelles maraîchères préfèrent recourir au salariat des travaux de production à des hommes pour se consacrer à la commercialisation. Cela porte à croire que la femme en situation de choix s'implique dans la commercialisation plutôt que dans la production.

Après cette étape les éléments de la stratégie genre du FIDA au Niger devraient être réunis et la stratégie élaborée, qui devrait être prête pour la mi-mars. La stratégie devra permettre de sortir des généralités et de proposer des axes d'actions pertinents, réalistes et réalisables de façon efficiente qui devront être insérés dans les différentes composantes des projets.

Etape 4: Elaboration d'un plan d'actions

Le plan d'actions est un outil souple et dynamique de mise œuvre de la stratégie. Il devra se construire autour des axes d'intervention proposés dans la stratégie et sera élaboré de façon participative avec les projets, les communes et leurs partenaires potentiels.

Le plan d'action répond à deux questions: comment prendre en compte les questions de genre dans un contexte de développement local en rapport avec le développement de marchés ruraux fortement rattachés à des bassins de production agricole? Comment s'assurer que les femmes et les jeunes tirent profit des projets et de leurs bénéfices ?

Les différents projets et les partenaires potentiels proposeront chacun une démarche de prise en compte des questions de genre et des indicateurs de suivi. Chaque présentation sera enrichie par les discussions et les indicateurs proposés seront discutés et validés, en collaboration étroite avec les cellules de suivi-évaluation.

A la fin, une fiche de synthèse sera collectivement élaborée et appropriée par toutes les parties prenantes des projets FIDA sur le terrain. La dernière présentation sera celle de l'équipe genre qui présentera le premier draft de stratégie et les axes d'intervention proposés. Ceux-ci seront amendés et validés.

La stratégie intégrera les amendements. Le plan d'action est finalisé par l'équipe genre. Les partenariats qui seront tissés seront clairement définis et les responsables des composantes des différents projets responsabilisés.

A partir de ce moment, l'équipe genre pourra efficacement jouer son rôle d'appui, de supervision et de filtre: appui aux différents projets et à leurs responsables de composante dans la mise en œuvre opérationnelle du plan d'action et de filtre validant tous les documents des projets sous la perspective genre.

Feuille de route

Activités	Date	Responsable
Revue documentaire des documents de politique nationale	15 /12/2012	Anabel
Leçons tirées des expériences su FIDA en matière de genre (PPILDA, IRDAR-RCI/PAC2, PUSADER)	31/12/2012	Anabel, Rouma, Nana, Issaka
Observations complémentaires et analyse des partenariats	31/03/2013	Anabel Issaka
Elaboration du plan d'actions	30/04/2012	Equipe genre, projets et partenaires potentiels

ANNEXE 2: Note technique sur Répartition des compétences locales, diagnostic des OP et renforcement de l'offre locale de services

Cette note part de la complémentarité entre les communes (entités élues au suffrage universel), les structures communales d'appui (sélectionnées par le projet), et comités villageois de gestion (choisies par les bénéficiaires) pour la prise en charge efficiente et durable des fonctions et infrastructures transférées aux communes par le PPILDA. Partant de cette complémentarité et de la description rapide de la répartition des responsabilités entre les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PASADEM, la note propose des bases de renforcement: (i) des organisations professionnelles et (ii) de l'offre endogène de services.

Répartition des compétences locales

Les communes

Dans le cadre de sa politique de décentralisation, l'Etat a transféré aux collectivités locales, dont les communes, des compétences pour promouvoir le développement économique et social. Les communes doivent mettre en place les infrastructures et les conditions permettant aux citoyennes et citoyens d'entreprendre des activités économiques. Le PPILDA leur a transféré des infrastructures sociales de base (structures de santé, forages et points d'eau pour l'alimentation, etc.) et le PASADEM recentre son appui sur la mise en place des infrastructures de développement économiques (marchés, pistes et routes, etc.). Dans la mise en œuvre du PASADEM, les communes assurent dès le départ la maîtrise d'ouvrage des infrastructures économiques et des activités qui s'y rattachent.

Pour assurer cette maîtrise d'ouvrage des infrastructures, les communes, avec l'appui des services techniques déconcentrés, des CRA et des ONG, devront en transférer la gestion et la maintenance aux bénéficiaires, représentées par les Institutions et Organisations Rurales (IOR) qu'ils ont créées avec l'appui du PPILDA. Cette option pour la concession de service public, sera un préalable à l'appropriation par les actrices et acteurs locaux et le meilleur gage de durabilité.

Les institutions et organisations rurales (IOR)

Les IOR sont constituées par (i) les institutions mises en place pour assurer la gestion et la maintenance des infrastructures communales et (ii) les organisations d'utilisateurs de ces infrastructures.

Le PPILDA a accompagné l'éclosion d'institutions rurales, structures relais, essentiellement constituées de jeunes et directement sélectionnés par les bénéficiaires des activités et des infrastructures. Ce sont les comités de gestion et les comités villageois de suivi évaluation (CVSE). Ces structures relais assurent le suivi des infrastructures et des activités transférées aux communes.

A partir de ces comités villageois relais, le PPILDA a sélectionné des jeunes scolarisés et engagés pour constituer des groupes communaux chargés de superviser les CVSE. Ce sont les groupes de ciblage, dont 8 sont actuellement actifs. Le PPILDA a aussi dès le départ impulsé la création de groupements d'appui conseil agricole paysans (GACAP). Les GACAP sont chargés de l'appui technique des producteurs pour l'amélioration de la production et de la productivité des ménages. Aujourd'hui, on dénombre 16 GACAP.

Les Partenariats

Les producteurs dans leur diversité (hommes, femmes, jeunes) et leurs organisations professionnelles ainsi que d'autres acteurs privés (les transporteurs, les commerçants, les dockers etc.) utilisent ces infrastructures communales pour améliorer leurs performances économiques.

Un partenariat s'établit entre la/les commune(s), à qui l'Etat a transféré des compétences de gestion des biens publics et les organisations privées utilisatrices de ces infrastructures. Ces dernières, par les redevances et les taxes qu'elles paient, contribuent à la maintenance et au renouvellement des infrastructures. Ce partenariat public/privé au niveau local, mettant en concertation et en interaction l'institution publique relais de l'Etat (la commune) et les utilisateurs privés (producteurs et leurs organisations, transporteurs et leurs organisations, commerçants et leurs organisations) est actuellement en construction.

Les utilisateurs des infrastructures (producteurs, commerçants, transporteurs, dockers etc.) établissent aussi entre eux un partenariat pour s'approprier et gérer les infrastructures au mieux de leurs intérêts. De même, les communes ayant en partage une infrastructure (piste, route par exemple) définissent un partenariat dans une logique d'intercommunalité pour la maintenance. C'est un partenariat entre entités publiques ou privées de même rang.

Ces deux partenariats public/privé (vertical) ou entre les groupes d'acteurs de même rang (horizontal), sont incontournables pour la durabilité des infrastructures économiques que constituent les marchés et il faut les construire durablement.

Les services techniques déconcentrés et les chambres régionales d'agriculture

Les CRA, les services techniques déconcentrés, qui ont une mission de service public dans l'appui aux professionnels ruraux, constituent les appuis incontournables pour la construction et la durabilité de ces partenariats, et pour le renforcement des acteurs économiques ruraux et de leurs organisations.

Renforcement des capacités des acteurs de la société civile rurale organisée

Renforcement des capacités des organisations professionnelles

Pour construire le partenariat vertical (public/privés) et le partenariat horizontal (inter acteurs de même rang), et afin que ces partenariats de différentes natures s'instituent dans des formes juridiques idoines, un programme hardi de renforcements de capacités au niveau des différents groupes d'acteurs est nécessaire. Ce programme s'appuie sur une connaissance plus fine de ces groupes d'acteurs, un diagnostic de la situation de référence. Une étude sur les marchés est en cours. Elle devrait permettre de mieux appréhender les acteurs impliqués, leurs intérêts et attentes particuliers, leur composition en termes de sexes et d'âge.

De façon particulière, les organisations de producteurs seront accompagnées pour jouer efficacement leurs fonctions: (i) en amont de la production par l'appui des associations d'usagers de l'eau (AUE) qui doivent être capables d'assurer un accès régulier et une utilisation durable de l'eau, facteur stratégique de production; (ii) pour la production par l'appui à des groupements de producteurs capables de grouper et de satisfaire les besoins des exploitants en intrants agricoles de qualité et en conseil agricole efficace; (iii) en aval par l'appui à la structuration de coopératives en unions (en lien avec les fédérations existantes) pour la mise en marché des produits agricoles.

Afin d'accompagner efficacement les organisations professionnelles de producteurs à assurer leurs fonctions économiques et de contribution aux politiques sectorielles les affectant, le diagnostic des organisations des producteurs impliquées dans les filières retenues par le PASADEM est recommandé. Il permettra de décrypter les échelles d'organisation, les objectifs, la représentativité, la composition par sexe et par âge, l'efficacité des services offerts, leur viabilité, les compétences comparatives à offrir des services membres, les partenariats noués etc.

A partir de ce diagnostic, seront élaborés: (i) un cadre définissant les stades d'autonomie organisationnelles (SAO) des groupements de base et des unions,¹² (ii) un guide d'évaluation conçu de façon concertée, qui permettra de définir les compétences économiques, syndicales et de gouvernance à acquérir pour passer d'un niveau d'autonomie organisationnelle à un autre, (iii) un mécanisme de suivi de l'évolution des groupements et des unions.

Renforcement de l'offre locale de services

Les communes et leurs commissions techniques devront être formées dans la supervision, l'évaluation et le contrôle. Elles seront aussi formées dans le contrôle du respect des cahiers de charges des entrepreneurs et des prestataires de services. C'est le préalable à la concession de service public.

Afin de renforcer l'offre locale de services pour accompagner la mise à l'échelle des acquis du PPILDA par le PASADEM, il est recommandé d'élargir les compétences des IOR dans l'offre de services afin qu'elles puissent soumissionner à des appels d'offre au même titre que les ONG. Il serait important de faire l'inventaire des conditions nécessaires avec le Chargé des passations de marché (CPM) du PASADEM et d'évaluer les compétences à acquérir par ces acteurs organisés.

Les capacités des GACAP déjà bien outillés seront renforcées pour qu'ils puissent répondre à des besoins de plus en plus complexes des producteurs sur le plan technique. Les CRA, avec un appui méthodologique du RECA, se proposent de lancer une réflexion sur la manière de référencer les prestataires d'appui-conseil agricole et la qualité de leur modules afin qu'ils soient mieux reconnus par-delà leurs partenaires locaux. Les GACAP d'Aguié participeront pleinement à cette dynamique.

Les compétences des groupements communaux de ciblage seront élargies en suivi et accompagnement des comités de gestion, en l'audit organisationnel et financier des groupements villageois, en supervision de bénéficiaires, en IEC, en rapportage.

¹² En s'assurant notamment de la qualité des obligations juridiques et statutaires que nombre d'organisations arrivent difficilement à satisfaire: tenue des AG, élections régulière des dirigeants, audit interne et externe, établissement de plans d'affaires réalistes, répartition démocratique du résultat, respect des engagements signés avec les tiers: utilisation des infrastructures reçues, réalité de services rendus.

ANNEXE 3: Note technique sur le volet Gestion durable des Terres (financement FEM)

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie pour le Niger a convenu avec le Gouvernement du Niger de concentrer ses interventions dans la région de Maradi à partir de 2006. Cet engagement stratégique a été concrétisé par le lancement du Projet d'Initiative pour la Réhabilitation et le Développement Agricole et Rural IRDAR en 2007. Ce projet qui a été prématurément clôturé (2010) avait une composante gestion durable des terres financée sur un Don du Fonds Mondial pour l'environnement (FEM) pour un montant de 4,2 millions de dollars USD. Après cette clôture le Gouvernement du Niger et le FIDA ont convenu en 2011 de transférer ce Don au niveau du PPILDA pour exécuter les actions prévues dans le document du Projet.

Thèmes	Activités
<p>Inversion de la tendance à la dégradation des terres par le biais d'investissements GDT sur le terrain</p> <p>Intégration de la GDT à la planification du développement aux niveaux local et départemental</p> <p>La gestion des connaissances en matière de GDT est améliorée et les informations relatives à la GDT sont diffusées dans la région de Maradi</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Récupération de terres dégradées • Lutte contre <i>Sida cordifolia</i> • Mise en place d'une plate-forme multi-acteurs pour la Gestion Durable des Terres (GDT) • Réhabilitation et équipement d'un centre d'information et de documentation sur la GDT
Description	<p>Avec la réduction des aires de parcours et des enclaves pastorales dans la région de Maradi, la réhabilitation des aires pastorales par des actions de récupération est une solution pour augmenter la disponibilité du fourrage pour les animaux.</p> <p>Récupération des terres dégradées: Des microprojets (5) de récupération des terres dégradées ont été mis en œuvre en partenariat avec le PAM, dans trois (3) départements de la région de Maradi. Cette activité est réalisée à 100% et a consisté en la confection de demi-lunes sur une superficie de 800 ha au niveau de 5 sites qui sont des enclaves pastorales. 1776 ménages en ont bénéficié des retombées financières. Cette activité est une réussite pour la mission de supervision car la biomasse est en voie de restauration et le taux de survie des plants dans certains sites est estimé à plus de 80% trois mois après la plantation.</p> <p>Lutte contre <i>Sida cordifolia</i>: Des microprojets de récupération de terres envahies par <i>Sida cordifolia</i> ont été également mis en œuvre en partenariat avec le PAM et l'ONG Goulbi, dans quatre (4) départements de Maradi au niveau de (4) sites. Les terres envahies ont été débarrassées du <i>Sida cordifolia</i> et ensemencées de graminées sur 1133 ha soit un taux de réalisation de 85%. 267 ménages en ont bénéficié des retombées financières.</p>

	<p>L'opération est jugée satisfaisante par la mission car Sida cordifolia a presque complètement disparu sur certains sites et la diversité biologique a augmenté avec un couvert végétal avoisinant 100%.</p> <p>Prise en compte du genre</p> <p>Les femmes ont pris part respectivement aux travaux de récupération des terres à un taux de 27% et 23 % pour la lutte contre Sida cordifolia. Elles sont également représentées à hauteur de 20% dans les comités de gestion mis en place pour la gestion des sites traités. Cette représentativité relativement faible des femmes notamment au niveau des comités de gestion est en partie due aux considérations sociales qui pèsent sur les femmes et à l'analphabétisme.</p> <p>Appréciations des bénéficiaires à tous les niveaux</p> <p>Les populations bénéficiaires apprécient positivement ces travaux à cause d'une part des retombées financières pour les ménages durant la période difficile de soudure qui leur a permis de satisfaire leur besoin alimentaire et d'autre part de l'utilité de la réhabilitation de ces enclaves pastorales. L'entretien avec les populations a permis d'évaluer les gains moyens par personne pour la durée des activités. Ainsi, le gain moyen par personne pour la durée de l'activité est estimé à 86 000 FCFA pour la récupération des terres et se situe entre 65 000 FCFA et 182 000 FCFA pour la lutte contre Sida cordifolia</p> <p>Ainsi, 1 933 ha de terres sont en voie de réhabilitation grâce à ces activités. La mission apprécie l'implication d'une SFD (Kokari) dans la distribution du cash for work dans la réalisation de ces 2 activités et recommande que ce dispositif, qui crée une culture de relations financières entre bénéficiaires et SFD, soit poursuivi.</p> <p>Mise en place d'une plateforme multi-acteurs pour la Gestion Durable des Terres: la plateforme a pour mission de définir une vision pour la gestion des terres pour la région de Maradi et les priorités en matière d'investissement dans ce domaine en vue de l'intégration de la Gestion Durable des Terres à la planification du développement aux niveaux local et départemental. Un Comité Directeur (CD) et un Groupe Technique (GT) ont été officiellement mis en place. La plate-forme a tenu 4 réunions de concertation au 31/10/2012.</p> <p>Réhabilitation et équipement d'un centre d'information et de documentation sur la DGT</p> <p>Un bâtiment a été réhabilité et équipé au sein de la Direction Régionale de l'Environnement de Maradi pour servir de centre d'information et de documentation sur la GDT pour la région. La Direction régionale a prévu de mettre à la disposition du centre, un agent pour jouer le rôle de documentaliste et dont les capacités seront renforcées par le PPILDA.</p> <p>Transfert de la composante: la mission recommande que la composante FEM, qui fait aujourd'hui partie intégrante du PPILDA, soit transférée de ce projet, qui doit se clôturer en décembre 2013, et intégrée au Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement de la région de Maradi (PASADEM, Prêt FIDA No. 853-NE) qui vient de démarrer. La mise en œuvre de cette composante, une fois transférée au sein du PASADEM, conservera la même zone d'intervention à savoir les départements d'Aguié, de Madarounfa, de Dakoro, de Mayahi, de Tessaoua ainsi que celui de GuidanRoumdji et touchera les 340 000 bénéficiaires initialement prévus. Les objectifs, les composantes, les activités ainsi que la stratégie de ciblage relatif au don FEM seront également identiques. La mission recommande que toutes les révisions institutionnelles et dispositions requises soient prises pour que ce transfert soit effectif.</p>
--	--

	<p>Réalisation des études</p> <p>Au niveau des sous composantes 1, 2 et 3 de la composante FEM, quatre études seront incessamment lancées; elles portent sur:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'évaluation des besoins en renforcement des capacités des principaux acteurs de la GDT et l'établissement d'un programme détaillé de formation; 2. La réalisation d'un diagnostic communautaire des ressources naturelles et planification des investissements/utilisation des terres GDT; 3. La réalisation d'une situation de référence au niveau de la zone d'intervention du FEM; 4. La Formation des ONG dans la conduite de l'étude diagnostic communautaire. <p>Ces études qui constituent le socle pour la poursuite des actions sur le terrain, doivent être mises en routes dans les meilleurs délais.</p>
Réalisation effective	<ul style="list-style-type: none"> - 800 ha de terres dégradées sont récupérés soit 100% de réalisation; - 1 133 ha de terres colonisées par le <i>Sida cordifolia</i> ont été traitées sur 1 333 ha de prévision soit 85% de réalisation; ainsi, 1933 ha de terres ont été traitées. par la récupération des terres et la lutte contre <i>Sida cordifolia</i>; - Les organes de la plate-forme multi-acteurs sont mis en place (Comité Directeur (CD) et Groupe technique (GT)) et quatre réunions ont été organisées; • Un centre d'information et de documentation mis en place.
Analyse des mesures de transfert de maîtrise d'ouvrage et de durabilité liées à l'achèvement du PPILDA	<p>En prélude à l'achèvement du projet et l'appropriation des activités par les populations, il a été mis en place au niveau des sites du FEM, avec l'appui de l'ONG Goulbi et les points focaux FEM des départements concernés, des comités de gestion composés de 10 membres. Dans le cas de certains sites tel que celui de Dargué, le comité a reçu des formations en gestion et en vie associative mais ces connaissances sont acquises à travers des séances ouvertes d'information et de sensibilisation de 2h au maximum mais pas sous forme de formation au sens propre du terme. De ce fait, les conditions de durabilité ne sont pas réunies pour un transfert de maîtrise d'ouvrage. Néanmoins, les comités des sites ont déjà pris des mesures de sauvegarde qu'ils comptent enrichir à l'issue d'un voyage d'étude réalisé sur des sites similaires disposant de riches expériences. Au niveau des sites visités, la surveillance est assurée par le comité de gestion suivant une organisation interne. Le PPILDA a prévu d'équiper ces comités notamment avec des badges et des bottes pour identifier les membres des comités de surveillance. L'initiative du projet de confectionner des badges aux surveillants des sites peut contribuer au transfert de maîtrise d'ouvrage et ceci en rétrocédant la délivrance de ces badges par le maire</p>
Points forts	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La réussite des actions entreprises au vue des résultats sur le terrain; ✓ Le montage pour la mise en œuvre du volet FEM paraît adéquat pour tous les acteurs rencontrés; ✓ L'augmentation de la diversité biologique notamment végétale au niveau des sites traités; ✓ Un engouement de la population pour les travaux au niveau des sites; ✓ L'engagement des populations à sécuriser et à gérer durablement les acquis; ✓ Le renforcement de la cohésion sociale; ✓ La participation des villages environnants aux travaux de réhabilitation des sites; ✓ La participation des femmes est globalement satisfaisante pour un début; ✓ La présence des femmes au sein de tous les comités de gestion.
Points faibles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Non-respect des normes de confection des ouvrages au niveau de certains sites; ✓ Insuffisance de la formation des comités en gestion et en vie associative; ✓ Faible implication des maires dans les activités; ✓ Faible appropriation des acquis par les populations bénéficiaires des ouvrages; ✓ Absence de situation de référence au niveau des sites;

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Certains points focaux sont en même temps des prestataires de service pour l'ONG Goulbi, ce qui biaise leur rôle de superviseur; ✓ Non-respect des délais de paiement des primes des populations travaillant sur les sites en raison notamment du retard dans la transmission des rapports par le prestataire; ✓ Le montage pour la mise en œuvre du volet FEM paraît adéquat pour les acteurs mais le fonctionnement a connu de difficultés relative à : <ul style="list-style-type: none"> • la faible circulation de l'information entre les différents maillons de la chaîne (Projet, DRE, DDE, point Focaux et prestataire de service); • une mauvaise compréhension des rôles de certains acteurs notamment des points focaux du FEM); • absence de représentant (national et régional) du Ministère chargé de l'environnement au sein de l'équipe de supervision du projet; • faible internalisation des procédures du projet par les partenaires (prestataires, DRE (les points focaux, membres de la cellule technique de la DRE etc.)); • absence d'une feuille de route pour la plate-forme régionale multi acteurs sur la GDT; • absence de documentaliste pour le centre d'information et de documentation sur la GDT; • faiblesse de la synergie avec les autres projets FIDA/ Banque Mondiale.
Leçons à capitaliser	L'expérience du PPILDA en matière de gestion des ressources naturelles doit être capitalisée en vue de les valoriser dans la mise en œuvre du PASSADEM
Recommandations	<p>A l'endroit du prestataire de service (ONG Goulbi)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer un encadrement rapproché des paysans lors de la confection des ouvrages; ✓ Mettre en place au niveau des sites traités, de bandes pare-feu là où c'est nécessaire; ✓ Appuyer les comités de gestion dans l'élaboration d'un document sur les mesures de sauvegarde décidées par la population et veiller à sa large diffusion; ✓ Etablir une situation de référence avant le démarrage des travaux sur les sites; ✓ Développer largement dans les séances d'information et de sensibilisation la thématique relative à l'appropriation des activités après l'intervention du projet; ✓ Améliorer la visibilité des sites en installant des panneaux de signalisation; ✓ Prendre les dispositions pour recycler les comités de gestion sur la vie associative et la gestion; <p>A l'endroit des points focaux</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre en compte l'indicateur relatif au taux de survie des plants et mentionner ces informations dans les rapports mensuels de suivi des activités; ✓ Faire le suivi des formations dispensées aux comités de gestion par les prestataires; ✓ Contrôler la qualité du matériel mis à la disposition des populations pour les travaux. <p>A l'endroit du PPILDA</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Impliquer les autorités locales notamment les maires dès le début des activités en vue de les préparer à la sauvegarde des acquis du projet; ✓ Faire délivrer les badges d'identification des surveillants des sites par la mairie; ✓ Convenir avec le prestataire d'un canevas de rapport pour améliorer le rapportage; ✓ Définir clairement le rôle et les cahiers de charges de chaque acteur notamment des points focaux du FEM et la cellule technique de la DRE et les intégrer dans les contrats; ✓ Mettre à la disposition des partenaires du projet les manuels de procédures et au besoin initier des rencontres de travail; ✓ Impliquer les représentants du Ministère de l'Environnement dans les

	<p>prochaines missions de supervision du projet;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Impliquer la DRE dans le choix des prestataires; ✓ Prendre attache avec l'Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger (AREN) et l'Institut National de Recherche Agronomique du Niger (INRAN) en vue de la valorisation du Sida cordifolia comme fourrage dans la mise en œuvre du volet FEM du PASADEM; ✓ Développer la synergie avec les autres projets FIDA/ Banque Mondiale intervenant dans la région de Maradi. <p>A l'endroit des comités de gestion des sites</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Valoriser les connaissances acquises lors des voyages d'étude pour mettre en place des mesures de durabilité des actions entreprises. <p>A l'endroit de la plate-forme régionale multi acteurs sur la gestion durable des terres</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaborer une feuille de route pour la plate-forme régionale multi acteurs sur la gestion durable des terres en vue de l'atteinte des objectifs fixés. <p>A l'endroit de la DRE</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Désigner un responsable du centre d'information et de documentation sur la GDT; ✓ Continuer la recherche de la documentation relative à la GDT en rapport avec les partenaires.
--	--

Feuille de route pour les activités prioritaires contenues dans le PTBA 2012 de la composante FEM

	Activités	Dates de transmission	Observations
1	Recrutement d'un consultant pour former les ONG dans la conduite de l'étude diagnostic communautaire	02/01/2013	Termes de référence établis et envoyés aux soumissionnaires, l'activité doit démarrer en décembre 2012
2	Etude diagnostic communautaire et élaboration de plan d'investissement en GDT	14/01/2013	Termes de référence établis et envoyés aux soumissionnaires, l'activité doit démarrer en décembre 2012
3	Recrutement de consultant pour évaluer les besoins en formation et élaboration du programme de formation	26/12/2012	Termes de référence établis et envoyés aux soumissionnaires, l'activité doit démarrer en décembre 2012
4	Recrutement d'un bureau d'étude pour l'établissement de la situation de référence	14/01/2013	Termes de référence établis et envoyés aux soumissionnaires, l'activité doit démarrer en décembre 2012

ANNEXE 4: Note technique sur l'appui en Suivi & Evaluation

1. Comme indiqué dans ces termes de référence, la consultante a travaillé au Niger du 4 au 23 novembre 2012, directement avec les responsables et assistants de Suivi-évaluation des projets PPILDA-PASADEM, PUSADER-*Ruwanmu* et IRDAR-RCI/PAC 2, au niveau national et régional. La mission déplore toutefois, la concomitance avec le travail d'achèvement du PAC 2 et la mission de formulation de la troisième phase de la Banque Mondiale qui a limité la disponibilité des équipes et notamment de la responsable S&E nationale. La mission a également eu deux sessions de travail très fructueuses avec d'une part le responsable de la division S&E du Ministère de l'agriculture et d'autre part le responsable S&E du Haut-Commissariat à l'initiative 3N (HC/i3N).

2. La consultante a organisé son appui autour de trois grands domaines d'intervention: (i) la préparation du processus d'achèvement des projets PPILDA et IRDAR-RCI/PAC2; (ii) l'appui au démarrage du PASADEM et RUWANMU; et (iii) l'appui à la mise en place d'un système plus global de suivi-évaluation du programme pays du FIDA au Niger dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de son nouveau COSOP 2013-18. Un premier état des lieux a été réalisé et est présenté dans le tableau en appendice 1. Les produits de cette première mission d'appui aux cellules de S&E des projets financés par le FIDA et le cadre d'élaboration d'un système performant de S&E au Niger sont présentés ci-après.

I. PREPARATION DU PROCESSUS D'ACHEVEMENT DES PROJETS

3. Comme stipulé dans les accords de financement et les procédures du FIDA, chaque projet est tenu de rédiger un rapport d'achèvement de projet (RAP) suivant les directives (version française de juin 2006) et le format du Fonds (version anglaise de novembre 2012) dans les 6 mois suivant son achèvement. La consultante a remis une version électronique et expliqué aux deux projets (ainsi qu'au PUSADER) les directives, le format du rapport et le processus à suivre. L'achèvement du projet est un exercice conjoint du FIDA et du Gouvernement du Niger sous la responsabilité de l'Emprunteur. Afin de rédiger ce rapport, une équipe pluridisciplinaire sera nécessaire pour s'enquérir de l'appréciation des différentes parties prenantes de l'exécution, évaluer la qualité des réalisations sur le terrain et rendre compte de l'impact des activités exécutées, sur la base notamment des informations produites par les différentes enquêtes et études d'effets/impact réalisées tout au long du projet (démarrage, mi-parcours, achèvement, etc.). L'objectif de cet exercice est de: (i) évaluer les performances du projet quant à l'atteinte des prévisions et objectifs initiaux; (ii) tirer les leçons de l'expérience et, le cas échéant, formuler des mesures de consolidation et de désengagement du projet; et (iii) capitaliser les acquis dans le cadre des nouveaux projets en cours ou à venir.

A. Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement d'Aguié (PPILDA)

4. L'achèvement des activités du PPILDA est prévue le 30 juin 2013 et la clôture du prêt le 31 décembre 2013. La mission a permis de revoir la qualité des informations disponibles dans la situation de référence réalisée en novembre 2007 et actualisée en 2009, même si elles ne suivent pas le format de l'enquête d'impact du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) développé par le FIDA. Certains indicateurs mesurés ne correspondent pas aux paramètres du SYGRI (ex: malnutrition des enfants de moins de 5 ans, alphabétisation, niveau d'accumulation des actifs, etc.). Toutefois, beaucoup d'autres informations sont disponibles et similaires au SYGRI et permettront d'évaluer l'impact du projet. La première enquête couvrant une panoplie trop large d'indicateurs (ex: taux de vaccination des enfants, mortalité maternelle, etc.), la mission en a réduit le nombre afin de se recentrer sur les impacts probables et plus pertinents des actions menées par le PPILDA. Ainsi, une version améliorée des termes de référence (TDR) et du guide méthodologique pour le prestataire de services qui sera chargé de mener cette nouvelle **enquête d'impact terminale** a été élaborée avec la consultante

et devra être finalisée avant fin décembre 2013, après validation avec les chefs de composantes/UCP. La procédure de recrutement du prestataire (dossier d'appel d'offres et procédure de passation des marchés) devra être lancée aussitôt que possible afin de garantir la réalisation du travail et la disponibilité des résultats de l'enquête d'impact avant l'arrivée de la mission d'achèvement vers juillet 2013.

5. D'autre part, **huit études thématiques de mesure des effets du projet** ont été pré-identifiées: (1) l'efficacité et la durabilité des banques de soudure, (2) la portée et l'impact des innovations et initiatives rurales, (3) l'efficacité et la pérennité des instances et organisations rurales, (5) l'efficacité et la durabilité de l'offre locale de services, (6) l'implication des femmes dans les instances de direction, (7) les changements de comportement des groupes sensibilisés sur l'incidence des dépenses liées aux cérémonies sur le niveau de vulnérabilité du ménage, ainsi que (8) les phénomènes d'exode dans la zone cible du programme. Ces études thématiques qui devront être validées avec les chefs de composantes/UCP pourront, pour certaines, être réalisées directement par les membres de la cellule Genre/ciblage du programme pays (6,7 et 8 notamment) alors que les autres seront confiées à des consultants spécialisés. Le cadre de l'évaluation et les indicateurs à mesurer ont été prédéterminés avec la mission et devront être finalisés afin d'élaborer les TDR. Ces études auront pour but de: (i) rendre compte plus précisément des performances du projet en la matière (résultats 2^{ème} niveau SYGRI et non) et mieux en comprendre les dynamiques; ainsi que (ii) capitaliser ces résultats en servant de situation de référence pour le PASADEM et/ou *Ruwanmu*; tout en (iii) formulant des recommandations ou proposant des modèles de dispositifs qui pourront dès le démarrage être mis en œuvre dans le cadre de ces nouveaux projets.

6. Ces études d'effets et l'enquête d'impact permettront à l'achèvement du PPILDA de rendre compte, entre autres, des résultats SYGRI de 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} niveau, tels que révisés avec la mission dans le **format du rapport annuel SYGRI 2012** (tableau Excel en appendice 6).

B. Projet Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural - Renforcement des capacités institutionnelles (IRDAR-RCI)

7. L'achèvement des activités de l'IRDAR-RCI est prévu le 30 septembre 2013 et la clôture du prêt le 31 mars 2014. L'IRDAR-RCI est un co-financement du FIDA à la seconde phase du Programme d'action communautaire (PAC2) financé par la Banque Mondiale, dont la clôture est prévue le 30 avril 2013. Un premier rapport interne d'achèvement du PAC2 (réalisations du 1/1/2009 au 30/9/2012) a été rédigé en novembre 2012 par l'équipe du projet mais ne suit pas totalement le format requis par le FIDA. Il couvre principalement les niveaux de réalisations physiques et financières par composante, ainsi qu'une analyse des principaux effets, la performance des parties prenantes, et l'atteinte des objectifs fixés dans l'ensemble de la zone d'intervention, dont la région de Maradi financée par le FIDA. Ce rapport constitue déjà une très bonne base d'informations pour la rédaction du RAP selon les directives du FIDA.

8. La mission n'a pas pu travailler directement avec la responsable nationale du S&E occupée avec l'achèvement du PAC2, financement Banque mondiale. Elle a toutefois tenu des sessions de travail avec le coordonnateur régional et le responsable S&E régional de Maradi. Comme précédemment indiqué, ils ont été instruits du processus d'achèvement de projet selon le format FIDA. Ils ont également été conviés à travailler avec les responsables de S&E du PPILDA-PASADEM et PUSADER-*Ruwanmu* sur l'adaptation du questionnaire de mesure des effets et impact qui sera utilisé pour compléter les situations de référence des nouveaux projets PASADEM et *Ruwanmu* mais qui pourra également servir de modèle à l'IRDAR-RCI/PAC2 pour mesurer ses propres résultats de second niveau.

9. Il faut rappeler que l'IRDAR-RCI/PAC 2 dispose d'une enquête socio-économique de base qui a permis d'arrêter sa **situation de référence en 2009**, en tenant compte des indicateurs pertinents à ses activités et résultats attendus (ex: bonne gouvernance des

communes, élaboration des plans de développement communaux - PDC, et des plans d'investissements annuels - PIA, processus de décentralisation, etc.). Une **enquête SYGRI** a également été réalisée en octobre **2011** sous instruction du FIDA alors que la période d'exécution séparant cette enquête "de référence" d'une enquête d'impact en fin de projet est beaucoup trop courte pour observer des changements significatifs (minimum 3 ans d'écart entre les deux enquêtes sont nécessaires). Il est donc recommandé de répéter l'enquête telle que réalisée en 2009 (et non pas la SYGRI) afin de disposer de données comparables. Il faudra toutefois effectuer une relecture/révision de ce rapport et du questionnaire utilisé afin de garantir la qualité des données à collecter.

II. APPUI AU DEMARRAGE DES NOUVEAUX PROJETS

10. La mission avait également pour tâche d'appuyer les nouveaux projets à mettre en place **un système de suivi-évaluation fonctionnel et performant**, conforme au SYGRI. Il importe donc de poser les bonnes bases et s'assurer qu'une bonne compréhension des objectifs et des fonctions du système de S&E et de ses outils est partagée par tous les principaux acteurs de sa mise en œuvre.

11. Un petit rappel des objectifs et principes de base est donc ici également nécessaire. Le système de S&E proposé pour le portefeuille du Niger a pour **objectifs** de: (i) mesurer l'état d'avancement des réalisations du projet (suivi physique et financier, résultats à court terme de 1^{er} niveau, prévisions vs réalisations); (ii) mesurer les effets et l'impact à moyen/long terme de ces produits sur les conditions de vie des groupes cibles (évaluation interne et externe des résultats de 2^{ème} et 3^{ème} niveau); (iii) servir d'outil de gestion pour guider l'UCGP dans sa prise de décision, réorienter si nécessaire, en temps opportun, les activités/stratégies du projet tout au long de son exécution pour assurer l'atteinte finale de ses objectifs de développement; (iv) mesurer le niveau de performance quant à la mise en œuvre du COSOP; (v) mesurer la contribution du projet/programme pays FIDA à l'action gouvernementale et la mise en œuvre de l'i3N; (vi) mesurer la contribution des projets/programme pays au Niger à l'objectif du FIDA de sortir 80 millions de ménages ruraux de la pauvreté d'ici 2015; (vii) capitaliser les leçons apprises de l'expérience et les diffuser sous la forme la mieux adaptée au public visé, pour une bonne gestion des savoirs.

12. Pour être fonctionnel, efficace, efficient et durable, les **principes de base** de ce système sont: (i) l'adéquation des données collectées (format, qualité, quantité, fréquence, ponctualité) avec les besoins en informations des parties prenantes de la mise en œuvre des projets; (ii) la simplicité et la facilité de gestion des données à tous les niveaux de collecte, d'analyse et d'interprétation (fiches et base de données en Excel); (iii) la recherche de partenariats stratégiques avec des acteurs spécialisés (INS, LASDEL, autres PTF); (iv) l'harmonisation des outils utilisés avec ceux des structures pérennes nationales (Communes, MAG, i3N); (v) le renforcement des capacités des acteurs; (vi) l'utilisation d'une approche participative et inclusive, avec un dispositif de réflexion critique élargie et de restitution des résultats/leçons apprises aux principaux acteurs.

13. Les **principales parties prenantes** du système de S&E proposé sont: (i) les instances rurales et organisations de producteurs (IR/OP) et les ménages ciblés en tant que bénéficiaires directs des projets; (ii) les opérateurs et prestataires de services; (iii) les Communes en tant que maître d'ouvrage des actions de développement; (iv) les cellules de S&E (CSE) des projets et leur unité de coordination et gestion (UCGP); (v) les instances nationales (MAG, MP/AT/DC et HC/i3N); (vi) le FIDA (CPM); et (vii) les autres cofinanceurs du projet (ex: PAM, GEF).

14. Les principaux **niveaux d'analyse et documents clés** du système sont donc les suivants: (i) la situation de référence réalisée au démarrage, au niveau de la zone et population cible de chaque projet (plus un groupe de contrôle non bénéficiaire); (ii) les

plans d'action et plans d'affaires des IR/OP à la base; (iii) les contrats d'objectifs des partenaires/prestataires; (iv) les PDC et PIA des Communes; (v) le cadre logique et les PTBA des projets; (vi) le document stratégique de l'i3N et le DPES du Gouvernement; ainsi que (vii) le COSOP 2013-18 pour le Niger et le plan d'action du FIDA à l'horizon 2015, ainsi que (viii) les plans d'action des autres cofinanceurs.

15. Face à ce vaste chantier, la mission a divisé son travail en plusieurs étapes qui seront poursuivies tout au long de l'année 2013.

1/ Contrôle de qualité des indicateurs et cadres logiques

16. Dans un premier temps, la mission a travaillé à Niamey avec le responsable S&E et son Assistant du PPILDA-PASADEM, le responsable S&E national du PUSADER-RUWANMU et le sociologue membre de l'équipe pays Genre/ciblage. Lors de ces séances de travail, les indicateurs SYGRI des 3 niveaux ont été sélectionnés pour les deux nouveaux projets (remplissage du tableau Excel de rapport annuel SYGRI du FIDA) en fonction de la liste restreinte d'indicateurs conformément à leur cadre logique respectif. Cette première version nommée SYGRI exclusif se limite aux indicateurs SYGRI stipulés dans le cadre logique et doit être envoyé au FIDA annuellement. Puis, une seconde liste plus exhaustive d'indicateurs permettant de mesurer tous les principaux résultats attendus des projets en fonction de leurs spécificités (dont les indicateurs intermédiaires/de soutien permettant de noter objectivement les résultats de 2^{ème} niveau du SYGRI en terme d'efficacité et de durabilité) a également été arrêtée sous le terme de SYGRI complémentaire. Afin d'harmoniser les formats, le même format de tableau Excel a été utilisé pour les deux rapports, sachant que les indicateurs du SYGRI exclusif sont repris dans le SYGRI complémentaire, eux-mêmes partie intégrante de la base de données du système de S&E des projets.

17. Ce travail, jugé très utile, a permis, en référence aux directives du Manuel SYGRI des résultats de 1^{er} et 2^{ème} niveau du FIDA (version février 2011), d'expliquer et de clarifier la signification de certains indicateurs, leur mode de calcul et d'interprétation lors de l'analyse critique et le mode d'utilisation de l'information produite pour aider à la prise de décision. Suite à cela, une petite révision des cadres logiques a été nécessaire afin d'harmoniser les indicateurs retenus dans les deux outils. Les responsables de S&E des deux projets devront finaliser les tableaux Excel (SYGRI exclusif et SYGRI complémentaire) ainsi que le cadre logique en consultation avec les responsables de composante/l'UCGP (lorsqu'ils seront en place pour le RUWANMU) afin de valider la liste des indicateurs choisis et s'approprier les deux outils.

2/ Etablissement d'une situation de référence complète et adaptée au contexte et aux besoins d'informations des acteurs

18. Un nouveau courant de pensée au niveau du FIDA a conduit à reconnaître les **limites de l'enquête d'impact SYGRI** (pas d'information sur les revenus, ni surtout sur les dépenses/la consommation des ménages, pas de groupe témoin non-bénéficiaires, échantillonnage aléatoire toujours changeant, pas forcément pauvres ni bénéficiaires du projet, etc.). Cette méthodologie reste valable (et la seule actuellement disponible au niveau de la plupart des projets) mais ne permet cependant pas, à elle seule, de mesurer et rendre compte des éléments plus spécifiques au contexte d'un pays et d'un projet, ni des dimensions plus pertinentes pour juger de la contribution d'un projet/du FIDA à la réduction de la pauvreté des populations cibles. C'est pourquoi, il a été recommandé durant cette présente mission d'appui de compléter cette enquête avec **une enquête d'effets/impact complémentaire** basée sur une adaptation des questionnaires élaborés par la division d'Asie et du Pacifique du FIDA (RIMS + et Annual Outcome Survey). Il faut souligner que plusieurs éléments de ces questionnaires font déjà partie du cadre méthodologique du ciblage nominatif développé par le PPILDA au niveau de 154 villages, également utilisé par le PUSADER pour cibler les plus vulnérables et suivre l'évolution de leur statut après intervention. Cet outil méthodologique a d'ailleurs été jugé très pertinent par le HC/i3N qui désire le diffuser au niveau national.

19. Toutefois, dans le cadre du PASADEM et du *Ruwanmu*, dans un souci d'efficience, il est convenu de limiter raisonnablement l'étendu de cette enquête complémentaire à la soumission d'un échantillon de 600 ménages tiré de l'échantillon de l'enquête SYGRI et d'un groupe de contrôle de 200 ménages non-bénéficiaires/hors zone d'intervention. De plus, l'approche ciblage nominatif du PPILDA sera valorisée dans une perspective de S&E d'un échantillon représentatif mais réduit de ménages (dans environ 10% des villages ciblés, soit environ 300 ménages), ce qui permettra de réduire les coûts supplémentaires engendrés. De plus, il est recommandé de conduire cette enquête complémentaire après un minimum de 2 années effectives d'activités sur le terrain et avec une fréquence biennale; alors que l'enquête d'impact SYGRI sera répétée uniquement à l'achèvement du projet pour comparer les résultats avec l'enquête réalisée au démarrage pour établir la situation de référence.

3/ *Elaboration des outils de collecte des données, d'analyse critique, de reportage et d'information-communication*

20. Un éventail de fiches de collecte des données, fiches de suivi physique et financier, d'évaluation des effets, de tableaux de bord (prévisions vs. réalisations), format de rapports, etc. à mettre en place au niveaux des différents niveaux d'acteurs (IR/OP, opérateurs techniques, Communes, CSE/UCGP, MAG, HC/i3N, FIDA, co-financeurs) sera développé et devra être validé avant d'être appliqué sur le terrain. Ce travail sera complété lors de la prochaine mission d'appui au premier trimestre 2013.

4/ *Mise en place du dispositif et renforcement des capacités des acteurs*

21. Une fois les outils élaborés, il importe de s'assurer que toutes les parties prenantes du système aient la même compréhension des objectifs du système de S&E, de son utilité, de la méthodologie et des outils proposés, des fréquences à respecter, ainsi que globalement des rôles et responsabilités de chacun. Ainsi, il est prévu de conduire une formation de 2-3 jours des opérateurs et des communes, sur les concepts de S&E, du SYGRI et l'utilisation pratique des outils et les résultats attendus. Cette même formation sera ensuite adaptée en langage simple et en langue locale afin de la dispenser au niveau des acteurs à la base. Les opérateurs formés seront ensuite chargés de dispenser cette formation aux groupes cible, sous la coordination/supervision de la CSE.

5/ *Suivi de la mise en œuvre et rapports spécifiques de S&E*

22. Afin de faciliter le suivi de l'exécution des activités et du bon fonctionnement du dispositif mis en place, différents formats de rapports seront demandés aux projets pour satisfaire les besoins en informations des principaux décideurs (Communes, Gouvernement du Niger, FIDA et autres co-financeurs). Ainsi, une harmonisation des rapports demandés par le MAG et l'i3N aux projets et les rapports demandés par le FIDA et co-financeurs sera recherchée. Un format simple et succinct de rapport de S&E sera produit trimestriellement par la CSE et sera envoyé au CPM du FIDA (voir les indicateurs à renseigner en appendice 2). Le rapport annuel SYGRI continuera à être renseigné (résultats de 1^{er} niveau uniquement jusqu'en année 3, puis les résultats de 2^{ème} niveau après la revue à mi-parcours voire à partir de la fin de l'année 2).

6/ *Capitalisation de l'expérience et production de supports d'information-communication*

23. En collaboration directe avec le responsable Info-Com du programme pays et la consultante internationale en Info-Com, diverses formes de supports seront produits, en fonction du public auquel ils sont destinés et de l'objectif recherché par la transmission de l'information (ex: spots radio, reportages vidéo, notes techniques de capitalisation, dépliants, Newsletter, site internet, posters, référentiels techniques sous forme de bande dessinée, débats villageois, etc.).

A. Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement dans la région de Maradi (PASADEM)

24. Le PASADEM est effectif depuis le 12 mars 2012, pour une durée de 6 ans. Une grande partie des cadres du PPILDA ont réussi à se qualifier aux postes techniques et de responsabilité du PASADEM, ce qui a favorisé une capitalisation des ressources humaines, déjà formées et très qualifiées, ainsi que de leur expérience et connaissance du milieu et des acteurs. Toutefois, la vision de micro-management d'un développement communautaire dans une zone très réduite qui était l'apanage du PPILDA doit évoluer vers une vision beaucoup plus large et ambitieuse, orientée vers les marchés et la promotion de 5 pôles de développement économique sur toute la région de Maradi. Il ne s'agit plus de faire par soi-même (en gestion directe) des activités au niveau village mais plutôt de guider stratégiquement et méthodologiquement, coordonner et superviser la mise en œuvre, sur une plus vaste zone, des activités confiées à des opérateurs/partenaires spécialisés avec des contrats d'objectifs clairs.

25. Le projet ayant déjà démarré et le personnel étant déjà en place, il a été convenu de concentrer le travail de la mission sur le développement des outils de S&E du PASADEM (indicateurs, cadre logique, enquête complémentaire de référence, enquête d'effets/impact, fiches de collecte des données, tableaux de bords de suivi de l'exécution, guide d'évaluation des effets de 2^{ème} niveau, modèles de rapport, etc.), dans la mesure où la méthodologie et les outils pour les autres projets (*Ruwanmu* et futur projet à formuler dans le cadre du COSOP 2013-18) resteront les mêmes et nécessiteront uniquement une légère adaptation en fonction de leurs activités spécifiques. Des premiers éléments ont été identifiés, des fiches et guide d'évaluation ont été conçus lors de cette première mission, mais ils seront mieux développés et finalisés lors de la prochaine mission prévue pour fin février-début mars 2013 (voir calendrier des actions en Appendice 4).

26. Un certain nombre d'activités a déjà pris place, dont notamment la révision participative du cadre logique avec l'harmonisation des indicateurs avec ceux de l'i3N, l'enquête SYGRI de référence et une première version (draft) du manuel de S&E. **L'enquête d'impact SYGRI** pour établir sa **situation de référence** a été réalisée en octobre/novembre 2011 (rapport rédigé par un consultant international qui s'est appuyé sur les services d'une équipe d'enquêteurs de l'INS). Le rapport et la base de données Access sont disponibles et correspondent bien aux directives du FIDA. Toutefois, il est regrettable d'avoir réalisé cette enquête si tôt, sans profiter de la logistique mobilisée pour en même temps réaliser l'enquête complémentaire nécessaire.

27. Le **programme des activités prévues pour l'année 2013** présenté lors de l'atelier de lancement technique du PASADEM (voir Appendice 3) a volontairement été très détaillé afin de servir de feuille de route précise à la cellule S&E du projet, ainsi que mettre en exergue ses nombreuses tâches pour la mise en place d'un système de S&E fonctionnel et performant. Ces activités, certes nombreuses, ne mobiliseront souvent que peu de temps de la part de la cellule de S&E (CSE) dans la mesure où sa responsabilité sera surtout de préparer le cadre et les outils méthodologiques, les TDR, les dossiers d'appel d'offre pour le recrutement des prestataires de services, puis de superviser les activités sur le terrain. Son rôle principal n'est donc pas de mener elle-même directement les enquêtes et études, ni toutes les formations, mais plutôt de bien guider les partenaires à le faire pour disposer en temps opportun et de manière permanente d'informations utiles (à l'action), fiables, et à un coût raisonnable; ainsi qu'organiser les espaces d'analyse critique afin de tirer les leçons de l'expérience en cours et faciliter la prise de décisions pour la bonne gestion du projet. Il s'agira également pour elle d'attester du bon niveau d'avancement des réalisations, de leurs effets et impact et donc d'estimer la performance du projet vers l'atteinte de ses objectifs propres et de sa contribution aux objectifs du Gouvernement, du FIDA et autres co-financeurs.

B. Projet *Ruwanmu*

28. Le ***Ruwanmu*** a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA lors de sa session de septembre 2012 et devrait être ratifié par l'Assemblée nationale du Niger d'ici la fin 2012. Les activités devraient démarrer au cours du premier semestre 2013. Les équipes du PUSADER à Maradi et Tahoua sont déjà mobilisées pour assurer la continuité entre le programme d'urgence qui touchera à sa fin en 2014 et le démarrage du ***Ruwanmu*** dans les deux nouvelles régions d'intervention du FIDA.

29. L'enquête d'impact SYGRI pour la situation de référence était en cours de réalisation lors du passage de la mission, sous la responsabilité du même consultant et des enquêteurs de l'INS. Le rapport devrait être présenté et validé début décembre 2013. Une enquête complémentaire d'effets/impact devra également être menée tout en cherchant à réaliser des économies d'échelle avec celle à faire par le PASADEM dans la région de Maradi qui est commune aux deux projets.

30. Une fois tout le personnel complémentaire recruté et les acteurs/partenaires mis en place, il sera nécessaire de réviser collégalement le cadre logique et la liste des indicateurs retenus, afin de valider leur conformité avec les indicateurs de l'i3N et la GAR, ainsi que s'approprier l'outil comme base de la logique d'intervention du projet, de sa chaîne de résultats et élément central du système du S&E.

III. APPUI AU SUIVI-EVALUATION DE LA CONTRIBUTION DU PROGRAMME PAYS A LA MISE EN ŒUVRE DU COSOP ET A L'ATTEINTE DES OBJECTIFS NATIONAUX

31. Les projets dernièrement formulés par le FIDA (PUSADER, PASADEM et ***Ruwanmu***) ainsi que le COSOP s'inscrivent directement dans plusieurs axes du cadre stratégique de réduction de la pauvreté du Gouvernement guidée par l'i3N, le plan de développement économique et social (PDES 2012-15) et les politiques sectorielles (décentralisation, finance rurale, promotion de la femme, gestion des ressources naturelles, etc.), ou en réponse concrète à une situation d'urgence.

32. Il s'agira donc d'harmoniser les approches, outils et les données disponibles aux différents niveaux afin: (i) pour le programme pays au Niger de rendre compte de ses performances au FIDA et ses pays membres, en terme notamment de nombre de ménages sortis de la pauvreté (objectif global du FIDA de sortir 80 millions de ménages de la pauvreté entre 2010 et 2015); (ii) d'appuyer le Gouvernement à disposer d'informations fiables pour rendre compte du niveau de performance de son action dans la mise en œuvre de ses politiques/stratégies sectorielles et l'atteinte de ses objectifs de développement; et donc (iii) d'illustrer combien les projets financés par le FIDA ont pu contribuer à cet effort national.

33. Les premiers échanges menés avec les responsables S&E du Ministère de l'agriculture (MAG) et de l'i3N ont été très constructifs et encourageants pour instaurer/poursuivre un partenariat continu déjà initié avec l'i3N lors de la révision du cadre logique du PASADEM et l'élaboration de la première version (draft) du manuel de S&E du projet. Il conviendrait de poursuivre ce travail participatif à l'étape suivante d'élaboration et validation des outils de collecte, d'analyse, de rapportage et communication des données/informations.

Appendice 1

Tableau 1: Cadre de S&E du portefeuille de projets financés par le FIDA au Niger

Projets	PPILDA (2005-13)	IRDAR-RCI /PAC2 (2009-14)	PUSADER (2011-14)	PASADEM (2012-18)	Ruwanmu (2013-19)	COSOP (2013-15)
Outils						
Cadre logique:	3 versions actualisées	1 version	1 version	2 versions	1 version	1 version
Indicateurs avec des valeurs cibles	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	
Indicateurs GAR	OUI	OUI	NON	OUI	NON	OUI
Indicateurs désagrégés par Genre	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI
Manuel d'opération avec objectifs quantitatifs	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Enquête de référence: SYGRI	NON	OUI (octobre 2011)	NON	OUI (nov. 2011)	OUI (Nov. 2012)	NON
Non SYGRI	OUI (2009)	OUI (2009)	NON	OUI complémen- taire prévue en 2013	OUI complémen- taire prévue en 2013	Sur la base des enquêtes des projets
Enquête d'impact (mi-parcours) SYGRI et /ou autre	OUI (autre)	NON	OUI (autre)	NON	NON	NON
Enquête d'impact (achèvement)	Prévue en 2013	Prévue en 2013	Prévue	Prévue	Prévue	-
Rapport annuel SYGRI (fichier Excel)	OUI	OUI	NON	Cadre élaboré	Cadre élaboré	Sur la base des rapports des projets
Etudes ponctuelles, études de cas	OUI	NON	OUI	Pas encore mais prévues	Prévues	Prévues
S&E participatif communautaire	OUI	OUI mais perfectible	NON	Prévu	Prévu	NON
Rapport S&E spécifique (autre que Rapport d'activités annuel)	NON	NON	NON	NON mais prévu	Prévu	Prévu
Newsletter, Bulletin du projet	NON	NON	NON	NON mais prévu	Prévu	Prévu
SIG, ArcView	NON	NON	NON	NON mais prévu	Prévu	Celui des projets
Documentaires vidéo	OUI	OUI	NON	NON mais prévu	Prévus	Sur la base de ceux des projets
Affiches, posters, dépliants	OUI	OUI	OUI	NON mais prévus	Prévus	OUI
Site Web	OUI	OUI mais peu dynamique	NON	NON mais prévu	Prévu	Celui des projets
Documents de capitalisation	OUI	OUI	NON mais prévus	NON mais prévu	Prévus	Prévus
Espace de partage (cadre de concertation, atelier, etc.)	OUI	OUI	NON	OUI	Prévu	OUI

Appendice 2

Format de rapport synthétique de S&E

L'UCGP devra, suivant une fréquence trimestrielle ou semestrielle, rendre compte au CPM d'un nombre limité d'indicateurs clés de suivi des activités du projet. L'état d'avancement de ces indicateurs sera présenté sous forme de tableau chiffré et représentation graphique (diagramme à barres ou circulaire) pour une information concise, explicite et régulière du FIDA.

Il faudra faire clairement ressortir, visualiser, avec des couleurs, le niveau de performance de ces indicateurs (vert: objectif en bonne voie de réalisation ou déjà atteint, soit un taux de réalisation de $x \geq 70\%$; jaune: taux de réalisation moyen $45\% \leq x \leq 69\%$; et rouge retard manifeste et objectif loin d'être atteint $x \leq 44\%$).

Les indicateurs clés proposés à mesurer (prévisions vs réalisations) pourront être les suivants (à compléter en fonction des besoins):

- ✓ Nombre de bénéficiaires directs touchés par genre (adultes femmes/hommes, jeunes garçons/filles)
- ✓ Taux d'exécution physique et financière du PTBA par composante
- ✓ Taux de décaissement cumulé du prêt/don par co-financeur
- ✓ % de recouvrement de l'avance autorisée du compte spécial (norme= supérieure à 40%)
- ✓ % de marchés notifiés dans la période de validité des offres
- ✓ % d'exécution des recommandations de la précédente mission de supervision et/ou d'audit

Une fois le système d'information géographique mis en place (SIG/ArcView) il sera également possible d'insérer dans ce petit rapport quelques cartes visualisant les taux de réalisation selon leur répartition géographique (ex: types d'activités/réalisations par composante, par région et/ou pôle de développement, etc.) et des photos.

Appendice 3: Activités proposées pour le PTBA 2013 de la cellule S&E du PPILDA-PASADEM

Activités de la cellule Suivi & Evaluation PPILDA_PASADEM	Responsables	Partenaires d'exécution Prestataires de services	Période d'exécution
Activités spécifiques au PASADEM:			
- Elaboration du questionnaire, des TDR et DAO pour réaliser l'enquête complémentaire à la situation de référence SYGRI (600 ménages + 200 ménages groupe de contrôle)	CSE	INS, Bureau d'étude, Consultants, etc.	26 novembre - 28 février 2012
- Elaboration du cadre méthodologique, les TDR et DAO pour la réalisation des études d'effets thématiques (achèvement PPILDA-référence PASADEM)*	CSE	INS, LASDEL, SAP/GR, Consultants, Equipe Genre/Ciblage, etc.	26 novembre 2012 - 31 mars 2013
- Elaboration de notes de capitalisation sur la base des résultats des enquêtes/études réalisées	Agent Info-Com UCGP, responsable composantes, CSE	Consultante Info-Com FIDA	Mars-Avril 2013
- Restitution aux parties prenantes (Communes, villages, UCGP, PTF, MAG, HC/i3N, etc.) des résultats des diverses enquêtes et études réalisées (dont SYGRI)*	UCGP	UCGP, prestataires	Mars- Avril 2013
- Mise en place du dispositif allégé de S&E participatif de mesure des effets et impact au niveau d'environ 300 ménages dans un échantillon de 10% des villages de la zone cible (CVSE et registre de ciblage nominatif)	CSE	Groupes paysans de services	Janvier 2013
- Elaboration et validation des outils de S&E par l'UCGP: fiches de collecte, tableaux de bord, unités de mesure des indicateurs, et manuel de S&E	CSE, UCGP	Consultante S&E FIDA	Novembre 2012 - Février 2013
- Formation des différents acteurs à la méthodologie et l'utilisation des outils (S&E et SYGRI) et information sur la fréquence de collecte des données (prestataires, communes, UCGP) et outils de communication des résultats	CSE	Consultante S&E FIDA, Opérateurs	17 Février-8 mars 2013
- Formation des acteurs à la base sur l'utilisation des fiches de collecte, au niveau des pôles de développement (IR/OP)	CSE	Opérateurs	Mars 2013
- Mise en place des Commissions communales de S&E, des fiches et outils de S&E au niveau des Communes ciblées	CSE	CSE	Mars-Mai 2013

Activités de la cellule Suivi & Evaluation PPILDA_PASADEM	Responsables	Partenaires d'exécution Prestataires de services	Période d'exécution
- Mission de suivi trimestriel des activités par les autorités communales (une partie des coûts financée par le PASADEM de manière dégressive). Rédaction d'un rapport à transmettre à l'UCGP	Communes, UCGP	Communes	Avril, Juillet et Octobre 2013 Janvier 2014
- Mission de suivi interne trimestriel sur le terrain de la mise en œuvre des activités et des activités de collecte des données. Rédaction d'un rapport de suivi	CSE	CSE	Mars, Juin, Septembre, Décembre 2013
- Mission de suivi semestriel interministériel (MAG, MPATDC, HC/i3N, etc.)	UCGP	DUCGP/Ministères	Juin, décembre 2013
- Mission de supervision conjointe FIDA/Gouvernement/co-financeurs	UCGP	FIDA, GdN, co-financeurs	Mai, Novembre 2013
- Réunion bimestrielle des parties prenantes (UCGP, opérateurs, communes) au niveau des pôles pour faire le point de l'état d'avancement des activités sur la base des tableaux de bord et encourager les synergies	UCGP	UCGP, Opérateurs	Février, Avril, Juin, Août, Octobre, Décembre 2103
- Atelier annuel de bilan, analyse critique, capitalisation et programmation participatifs (UCGP, opérateurs, communes, bénéficiaires, STD, autorités administratives et coutumières) sur la base des résultats de l'exécution (prévisions/réalisations)	UCGP	UCGP, Opérateurs	Novembre 2013
- Elaboration du PTBA 2014 sur la base des résultats de l'atelier bilan. Validation par le Comité de pilotage avant envoi au FIDA pour DNO	UCGP	UCGP, Opérateurs	Novembre 2013
- Production du rapport annuel SYGRI 2012 et de sa note explicative	CSE	CSE, UCGP	Janvier-mars 2013
- Production du rapport semestriel et annuel d'activités du projet	CSE	CSE, UCGP	juillet 2013 et janvier 2014
- DAO pour le recrutement du formateur et tenue de la session de formation à l'utilisation du SIG/ArcView	CSE	Consultant, Formateur spécialisé	Décembre 2012 - Avril 2013
- DAO de recrutement du formateur et tenue de la formation au logiciel Excel des cadres et responsables S&E (inclus Communes, MAG, HC/i3N, MPATDC, etc.) pour une meilleure gestion/organisation des données	CSE	Consultant, Formateur spécialisé	Décembre 2012 - Avril 2013
- Elaboration du logo du PASADEM et d'une brochure de présentation du projet	Consultante Info-Com FIDA	Consultante Info-Com FIDA, Agent Info-Com UCGP	Décembre 2012

Activités de la cellule Suivi & Evaluation PPILDA_PASADEM	Responsables	Partenaires d'exécution Prestataires de services	Période d'exécution
- Création d'une newsletter (2 numéros)	Consultante Info-Com FIDA, Agent Info-Com UCGP	Agent Info-Com UCGP	Janvier et Juillet 2013
Activités du chantier commun aux projets du Programme FIDA au Niger			
- Vérification de la prise en compte des indicateurs de l'i3N et du suivi de l'action gouvernementale dans les 2 nouveaux projets. Harmonisation des outils de S&E et des formats de rapport	CSE des projets, DEP/MAG, HC/i3N	CSE des projets, DEP/MAG, HC/i3N	Décembre 2012 - Février 2013
- Réunion annuelle de bilan pour évaluer la contribution du programme à la stratégie du gouvernement (i3N, PDES, action gouvernementale). Lors de la convocation du Comité de pilotage?	CSE des projets, DEP/MAG, HC/i3N	CSE des projets, DEP/MAG, HC/i3N	Décembre 2013
- Rencontres d'échanges semestrielles des cellules S&E de tous les projets financés par le FIDA	CSE des projets	CSE des projets	Juillet et décembre 2103
- Organisation d'une mission de suivi conjointe des responsables/assistants de S&E dans un des projets FIDA de manière tournante	CSE des projets	CSE des projets	Août 2013
- Cartographie des interventions	CSE des projets	Agent Info-Com UCGP	Continu
Activités d'achèvement et clôture du PPILDA			
- Finalisation du rapport SYGRI au 31/12/12 et 30/06/13	CSE/ Responsable composante	CSE	Février - Octobre 2013
- Préparation et lancement du DAO pour le recrutement des prestataires chargés de réaliser l'enquête d'impact et les études thématiques*	CSE/RPM	INS, LASDEL, SAP/GR, Consultants, Equipe Genre/Ciblage, etc.	26 novembre 2012 - 31 mars 2013
- Finalisation du rapport d'activités 2012 puis envoi au FIDA et au Gouvernement	CSE/ Responsable composante	CSE/UCGP	Janvier 2013
- Restitution et validation des rapports de l'enquête d'impact et des études thématiques d'évaluation des effets*	UCGP	CSE, prestataires	Mars - Avril 2013
- Préparation des TDR et lancement du DAO pour le recrutement des consultants nationaux éventuels pour le rapport d'achèvement du PPILDA	CSE, UCGP, FIDA	Consultants	Mars 2013

Activités de la cellule Suivi & Evaluation PPILDA_PASADEM	Responsables	Partenaires d'exécution Prestataires de services	Période d'exécution
- Organisation d'un atelier des parties prenantes au début du processus d'achèvement, et présentation des constats en fin de mission, ou pour la validation du RAP	CSE, UCGP, FIDA	Consultants	Juillet 2013

Notes:

* Activités à mener en coordination par la même équipe de la cellule de S&E.

CSE: Cellule Suivi-Evaluation

DAO: Dossier d'appel d'offres

DNO: Demande de non objection

GdN: Gouvernement du Niger

HC/i3N: Haut-commissariat à l'initiative 3N "les Nigériens nourrissent les Nigériens"

INS: Institut national de statistiques

LASDEL: Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local

MAG: Ministère de l'agriculture

Opérateurs: ONG spécialisées, Chambre régionale de l'agriculture (CRA), STD, etc.

RAP: Rapport d'achèvement du projet

RPM: Responsable passation des marchés

SAP/GC: Système d'alerte précoce et de gestion des crises

STD: Services techniques déconcentrés

SYGRI: Système de gestion des résultats et de l'impact

TDR: Termes de référence

UCGP: Unité de coordination et de gestion du projet, soit tous les chefs de composante, la cellule administrative et financière et la direction

Appendice 4

**Tableau 3: Plan et calendrier des activités d'appui technique en S&E
(Consultante FIDA Reine Anani)**

Activités prévues	Calendrier d'exécution	Produit final attendu	Référent
Appui à la finalisation du questionnaire de l'enquête d'effets/impact complémentaire à l'enquête de référence SYGRI	Décembre 2012 (de Rome)	Questionnaire validé et lancement du processus de recrutement du prestataire pour réaliser l'enquête sur le terrain	CSE PASADEM
Elaboration des fiches de suivi, tableaux de bord, révision du draft de manuel du PASADEM, formation des partenaires au S&E et SYGRI, ainsi qu'aux outils élaborés	17 février - 13 mars 2013 (20 jours au Niger + 5 jours à Rome de rédaction)	Manuel de S&E du PASADEM finalisé (Modèles de fiches, tableaux de bord, etc.) et opérateurs (inclus les communes) formés au S&E et à l'utilisation des outils.	CSE PASADEM, en collaboration avec la CSE PUSADER- <i>Ruwanmu</i> , et IRDAR-RCI
Adaptation et finalisation des outils (SYGRI exclusif, SYGRI complémentaire, fiches de suivi, tableaux de bord, Cadre logique, manuel d'opération du système de S&E, etc.) du <i>Ruwanmu</i> et formation des opérateurs Participation éventuelle à l'atelier de lancement technique du projet	2-17 Juin 2013 (13 jours au Niger + 3 jours à Rome)	Manuel et outils de S&E du <i>Ruwanmu</i> finalisés et opérateurs (inclus les communes) formés au S&E et à l'utilisation des outils.	CSE PUSADER- <i>Ruwanmu</i> , en collaboration avec la CSE du PASADEM
Contrôle de qualité et/ou capitalisation/comparaison des résultats des enquêtes de référence du PASADEM et <i>Ruwanmu</i> (SYGRI et complémentaire), des études thématiques réalisées pour l'achèvement du PPILDA, dispositif LASDEL, rapports de suivi de l'action gouvernementale, i3N, etc.	8-23 Septembre 2013 (13 jours au Niger + 3 jours à Rome)	Cadre et outils méthodologiques du S&E de la mise en œuvre du COSOP finalisés et harmonisés avec ceux de l'i3N et PDES	Responsables S&E du HC/i3N, MAG, Min. du Plan, CSE des projets

ANNEXE 5: SYGRI 2012



REPUBLIQUE DU NIGER
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le
Développement à Aguié (PPILDA)
BP 51 Aguié, Tél : 21 411 755 / 756, E-mail : ppildal@yahoo.fr



**Notes d'informations sur le rapport SYGRI 2012 du
PPILDA**

Novembre 2012

INTRODUCTION

En 2003, sur demande de conseil des gouverneurs du FIDA, un instrument/dispositif pour mesurer et informer sur la performance et l'impact des projets a vu le jour. Dénommé SYGRI ou Système de Gestion des Résultats et de l'Impact, cet instrument est le cadre adopté pour mesurer et présenter les résultats et l'impact des projets et programmes que le FIDA finance. Ce système se décline en trois (3) niveaux de résultats avec pour chacun des indicateurs précis:

- les résultats de premier niveau correspondant aux produits des activités mis en œuvre par un projet (cf. output),
- les résultats de second niveau se rapportant aux effets de ces produits (cf. outcome),
- les résultats de troisième niveau mesurant l'impact de toutes les actions d'un projet.

Financé en grande partie par le FIDA et conformément aux exigences de cette institution, le Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) a sélectionné un certain nombre d'indicateurs selon son contexte et ses domaines d'intervention qu'il renseigne chaque année, conformément aux exigences du FIDA.

Il convient de noter que ces indicateurs font partie intégrante de ceux que le projet renseigne à travers son système de suivi évaluation.

Une base de données récapitulant les résultats par niveau et les indicateurs y afférents a été mise à la disposition du PPILDA par le FIDA pour établir annuellement le rapport du SYGRI avec, à chaque fois que possible/nécessaire, des données désagrégées par genre.

Il faut cependant mentionner que le PPILDA n'a pas à son démarrage réalisé d'enquête d'impact SYGRI. Toutefois, le projet a mené une enquête socio-économique assez complète et détaillée (avec un groupe témoin) à titre de situation de référence, et qui sera répétée en 2013 à l'achèvement. Cette enquête ne couvre cependant pas tous les éléments d'évaluation du format SYGRI. Ainsi certains indicateurs de 3^{ème} niveau ne sont pas disponibles (ex: données anthropométriques désagrégées par sexe, indice d'accumulation des actifs, membres de ménage sachant lire selon le sexe).

Le présent document constitue une note d'information sur la démarche et la méthodologie de renseignements des indicateurs SYGRI du PPILDA au 30 octobre 2012 (la version au 31 décembre 2012 sera actualisée début 2013 et envoyée dans les délais habituels au FIDA).

Méthodologie de renseignement et de calcul des indicateurs

Le renseignement des résultats se fait conformément aux directives du manuel SYGRI et sur la base des différents indicateurs retenus par le PPILDA. Dans le cas où aucune valeur cible n'avait été fixée dans le rapport de pré-évaluation, le projet les a défini au démarrage dans son manuel d'opération.

Résultats de premier niveau

Les résultats de 1^{er} niveau représentent les produits ayant trait aux réalisations physiques du projet. Vingt-huit (28) indicateurs ont été sélectionnés par le PPILDA et doivent être renseignés annuellement. Les sources d'informations qui ont permis de

renseigner ces résultats en 2012 ont été : (i) le Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2012 en ce qui concerne la prévision annuelle, (ii) le rapport annuel d'activités, le rapport des auto-évaluations participatives, les rapports des ONG et services techniques pour les résultats obtenus (premier et second niveaux).

A titre illustratif, concernant le résultat **«groupes communautaires créés ou consolidés»** qui provient de plusieurs activités mises en œuvre par le projet, l'information relève des groupements Champs de Diversités phytogénétiques/Parcelles d'Initiatives Paysannes, des Comités de Représentation des Grappes, de la Structure Locale de Gestion du marché rural de bois mis au niveau d'un village, des Comités Villageois de Suivi Evaluation, des autres groupements paysans de services, des comités de gestion des Banques de Soudure et banques céréalière.

Pour les résultats plus globaux en termes notamment de « nombre de personnes bénéficiaires des services du projet », « nombre de ménages bénéficiaires » et « nombre de communautés bénéficiaires », les données proviennent essentiellement de la base de données sur le suivi des bénéficiaires directs des activités du PPILDA (dispositif de ciblage nominatif des bénéficiaires) qui fournit, entre autres, des informations sur les caractéristiques globales des bénéficiaires (Nombre, sexe, nombre de personnes bénéficiaires par ménage, classe de pauvreté, appuis reçus du projet...). Ce dispositif participatif étant opérationnel dans 154 des 296 villages d'intervention du PPILDA (52%), une extrapolation des résultats a été faite sur l'ensemble de la zone d'intervention du projet pour obtenir les données à l'échelle du projet (étant donné le caractère représentatif de l'échantillon).

Résultats de deuxième niveau

Les résultats de deuxième niveau représentent les effets immédiats enregistrés et se rapportent à l'utilisation par les bénéficiaires, la conséquence des produits livrés. Ainsi ces résultats de deuxième niveau sont intégrés dans le cadre du SYGRI sous forme d'une évaluation de l'efficacité et de la durabilité des résultats obtenus sur la base d'un barème de notation établi par le FIDA: note allant de **1** (efficacité très insuffisante ou très faible durabilité) à **6** (efficacité très satisfaisante ou très forte durabilité).

Dans la gamme d'indicateurs proposés par le SYGRI, le PPILDA en a sélectionné treize (13) qu'il renseigne chaque année. Ces indicateurs qui sont plus qualitatifs que quantitatifs relèvent des données quantitatives d'indicateurs de soutien, tels que le nombre d'infrastructures ou de groupements encore opérationnels après 3 ans pour juger de leur durabilité.

Jusqu'à ce jour, pour évaluer ces indicateurs de second niveau, le service S&E a fait recours aux appréciations des différents responsables du projet et de leurs partenaires. Ces appréciations seront discutées et revues au besoin sur la base des études thématiques et de l'enquête d'impact qui seront menées en 2013 dans le cadre des activités prévues en perspective de l'achèvement du projet.

Tableau de résultats 2012 de deuxième niveau du PPILDA

Résultat	Note 2011	Note 2012
Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	5	5
Efficacité: amélioration de la performance des prestataires de services	3	3
Efficacité: développement communautaire	4	5
Durabilité probable des groupes communautaires formés/consolidés	4	4
Durabilité probable des groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés	4	4
Efficacité des programmes de gestion et de conservation des ressources naturelles	5	6
Durabilité probable des installations de stockage	4	4
Durabilité probable des groupes de commercialisation créés/consolidés	4	4
Efficacité: création de possibilités d'emploi	5	5
Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Systèmes d'eau potable	5	4
Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Centre sanitaires	5	5
Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Établissements scolaires	5	4
Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Autres services	4	4

On relève que les indicateurs ont soit maintenu leur niveau de performance soit ont connu une amélioration du fait des dispositions que le projet a commencé à prendre pour préparer le transfert de maîtrise d'ouvrage aux communes et aux communautés.

Seule exception pour les indicateurs en lien avec la durabilité probable des infrastructures sociales – établissements scolaires et système d'eau potable. Les raisons expliquant cette baisse de performance relèvent essentiellement de l'insuffisante formation dispensée à leur COGES; le projet s'étant désengagé juste après la construction des infrastructures scolaires pour les confier au service public et à ses procédures de gestion. Ces instances ont besoin par conséquent de davantage de formations, d'équipements et d'une meilleure responsabilisation autour de leurs fonctions d'entretien.

Résultats de troisième niveau

Ce sont les indicateurs d'impact (quantitatifs) qui mesurent des changements dans la vie des populations de sa zone d'intervention, à moyen voire long terme, auxquels l'intervention du projet a pu contribuer.

Pour le PPILDA, les résultats retenus et pouvant être pertinents à mesurer sont les suivants:

- Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge
- Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge
- Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille
- Ménages ayant accès à des centres sanitaires améliorés
- Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées
- Membres de ménages masculins sachant lire
- Membres de ménages féminins sachant lire
- Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté

Les deux (2) premiers indicateurs - la malnutrition infantile et les actifs des ménages – qui donnent une idée sur la contribution du projet à l'OMD 1 «réduire l'extrême pauvreté et la faim», sont obligatoires dans le système SYGRI.

A noter qu'en 2009, suite à l'actualisation de la situation de référence, le prestataire a tenté de mesurer ces indicateurs mais le mode de calcul n'étant pas le même que pour le SYGRI, ces données ne peuvent pas être considérées comme valides ou fiables pour une comparaison.

Comme mentionné précédemment, pour les autres indicateurs une enquête SYGRI était nécessaire pour les renseigner, le PPILDA ayant conduit son enquête de référence sur la base d'une méthodologie différente de celle de l'enquête SYGRI, il a été jugé non pertinent de conduire une enquête SYGRI à mi-parcours, les données ne pouvant pas faire l'objet de comparaison. Toutefois, une enquête d'effet/impact est en cours de préparation et devrait permettre au projet de mesurer sa contribution aux changements des conditions de vie des populations.

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU										
		Résultats 1er niveau	Unité	Fin de la période	Fin octobre 2012		Cumulatif			Commentaires
				PTBA	Réalisé	% de PTBA	Pre-évaluation/Manuel d'opération	Réalisé	% Pre-évaluation	
Nombre de bénéficiaires		Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	n.d.	69 259	-	n.d.	69 259	-	
		Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	n.d.	70 376	-	n.d.	70 376	-	
		Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	n.d.	139 635	-	n.d.	139 635	-	
		Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	n.d.	39 896	-	30 000	39 896	133%	
		Communautés ayant bénéficié des services du projet	Nombre	n.d.	295	-	304	295	97%	Existence de villages couverts par d'autres intervenants (PACI, UNICEF...) et concentration des appuis au niveau des villages déjà touchés par le projet
Composantes	Sous-composante									
Nom de la composante	Nom de la sous-composante									
Composante 1: Repérage et valorisation des Innovations Locales		Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	2200	1000	45%	n.d.	3 109	-	
			femme	410	390	95%	n.d.	984	-	
			Nombre	2 610	1 390	53%	n.d.	4 093	-	
		Personnel des prestataires de services formé	Homme	126	121	96%	n.d.	211	-	
			femme	0	19	#DIV/0!	n.d.	47	-	
			Nombre	126	140	111%	n.d.	258	-	
		Plans villageois/communautaires élaborés	Nombre	0	0	-	228	327	143%	Planification élargie à de nouveaux villages tenant compte des priorités des communautés, ensuite consolidée en plans intervillageois sur lesquels l'élaboration des nouveaux plans de développement communaux (PDC) est basée
Composante 2: Renforcement des Instances et Organisations Rurales (IOR)		Groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	280	266	95%	493	1 061	215%	Comités villageois des gestion des activités, Suivi évaluation, comités de représentation des grappes, groupements paysans des services
		Membres des groupes communautaires créés/consolidés	Homme	1581	1082	68%	n.d.	1 525	-	
			femme	932	2047	220%	n.d.	5 837	-	
			Nombre	2513	3129	125%	n.d.	7 362	-	

		Groupes communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	280	266	95%	n.d.	1 061	-	
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Homme	82	80	98%	n.d.	196	-	Magasin de banque de soudure (MBS), magasin de banque d'intrants (MBI), Puits, Forages
			femme	240	115	48%	n.d.	427	-	
			Nombre	322	195	61%	n.d.	623	-	
		Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Nombre	43	37	86%	n.d.	291	-	MBI, MBS, Puits, Forages
		Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	43	37	86%	n.d.	291	-	
		Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	Ha	-	-	-	200	13 319	6660%	Etait prévu initialement uniquement la récupération des terres (200 ha) . En cours d'exécution l'innovation de régénération naturelle assistée a été diffusée massivement
		Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	Nombre	400	230	58%	n.d.	3 229	-	La ligne budgétaire a été épuisée sans pour autant satisfaire les demandes exprimées
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Homme	2200	1000	45%	n.d.	1 000	-	Il s'agit des mêmes personnes formées les années précédentes (recyclage)
			femme	410	390	95%	n.d.	390	-	
			Nombre	2 610	1 390	53%	226	1 390	615%	La création des PIP en élevage (non prévue) a multiplié le nombre de personnes formées
		Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	5	4	80%	150	162	108%	Il s'agit des magasins de banques de soudure. Les crises alimentaires récurrentes ont amené le projet à augmenter ses réalisations pour répondre aux besoins
		Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	8	39	488%	n.d.	166	-	Boutique d'intrants agricoles, groupements petit élevage , groupements semenciers
		Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Homme	40	1305	3263%	n.d.	567	-	L'appui aux membres des groupements semenciers (au nombre de 1500) n'avait pas été prévu initialement, cependant au cours de la mise en œuvre la nécessité de les former s'est imposée
			femme	10	1661	16610%	n.d.	2 977	-	
			Nombre	50	2 966	5932%	n.d.	3 544	-	
		Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	8	39	488%	n.d.	166	-	Le projet a posé comme condition, au moins une femme dans chaque organe de direction

		Personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus	Homme	0	85	-	n.d.	235	-	La formation a concerné tous les membres des groupements exerçant les activités génératrices de revenus appuyés par le projet
			femme	100	1356	1356%	n.d.	2 188	-	
			Nombre	100	1 441	1441%	n.d.	2 423	-	
		Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Homme	80	30	38%	300	160	53%	La difficulté pour les bénéficiaires de mobiliser les contributions exigées (30% puis réduit à 10%) et la succession de crises alimentaires ont limité le nombre de demandes.
			femme	0	0	-	300	197	66%	
			Nombre	80	30	38%	600	357	60%	
Composante 3: Fonds d'appui à l'initiative et innovation locales										Il s'agit d'un fonds qui a financé certaines activités des composantes 1 et 2 (Reconstitution capital bétail, banques de soudure, production des semences...). Les Indicateurs sont déjà pris en compte dans les composantes concernées
Composante 4: Renforcement de l'Offre Locale de Services	<i>Sous composante 1: Construction et équipement d'infrastructures rurales</i>		KM	0	0	-	32	35	109%	
		Routes construites/ remises en état								
			Nombre	3	3	100%	n.d.	101		Il s'agit du local de la radio communautaire, des puits maraichers, sièges de mairie, sièges des groupements de service, réhabilitation des directions techniques de l'agriculture et de l'élevage...
		Autres infrastructures construites/remises en état								
		Écoles construites/remises en état	Nombre	-	-	-	50	26	52%	Epuisement de la ligne budgétaire liée à la hausse des prix des matériaux et à la détérioration du taux de change du dollar
		Centres de soins construits/remis en état	Nombre	-	-	-	10	6	60%	
		Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	-	-	-	50	41	82%	
	<i>Sous composante 2: Fonds d'appui pour le renforcement de l'offre locale de service</i>									Il s'agit d'un fonds qui a financé les contrats et conventions des opérateurs pour la mise en œuvre de certaines activités des composantes 1, 2 et 4 (Formation professionnelle, AGR, Alphabétisation, équipement des CSI, Radio communautaire...). Les Indicateurs sont déjà pris en compte dans les composantes concernées

NB: le RPE n'avait proposé de valeurs cibles que pour les infrastructures. Cependant au démarrage le manuel d'opération élaboré par le projet a tenté de fixer des objectifs quantitatifs pour les activités identifiées à l'époque. Ce manuel n'a pas été actualisé en cours d'exécution. De plus, il faut rappeler que les activités du PPILDA sont basées sur les priorités identifiées avec les communautés suite aux autodiagnostic et ne pouvaient donc pas toutes être prévues à l'avance.

n.d.: données non disponibles

RÉSULTATS DU DEUXIÈME NIVEAU				
Composantes	Sous-composante	Résultat 2ème niveau	Note	Commentaires
Nom de la composante	Nom de la sous-composante			
<i>Composante 1: Repérage et valorisation des Innovations Locales et Renforcement des Instances et Organisations Rurales (IOR)</i>		Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	5	Rendement de mil de +50% Accroissement du cheptel +120%
		Efficacité: amélioration de la performance des prestataires de services	3	Mesures correctives nécessaires: Plus de renforcement de capacité (équipement, recyclage), garantir une stabilité des personnes formées. Poursuite de la valorisation de l'expertise locale pour pallier au nombre limité d'agents d'encadrement
		Efficacité: développement communautaire	5	Dispositif hautement participatif avec la création d'une dynamique de développement à la base qui a inspiré des stratégies nationales (PDC, Appui Conseil paysan, Ciblage...)
<i>Composante 2: Renforcement des Instances et Organisations Rurales (IOR)</i>		Durabilité probable des groupes communautaires formés/consolidés	4	Compléments nécessaires: Plus de renforcement des capacités en gestion, organisation, recherche de partenariat. Mise en relation avec les communes
		Durabilité probable des groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés	4	Compléments nécessaires: formations, équipements et responsabilisation autour des fonctions d'entretien.
		Efficacité des programmes de gestion et de conservation des ressources naturelles	6	Régénération naturelle assistée mise à l'échelle dans le cadre du PASADEM et RUWANMU Site de récupération des terres de Oumaraoua devenu une référence au niveau national
		Durabilité probable des installations de stockage	4	Compléments nécessaires: formations en gestion de stock, équipements et responsabilisation autour des fonctions d'entretien.
		Durabilité probable des groupes de commercialisation créés/consolidés	4	Compléments nécessaires: Plus de formation en esprit entrepreneurial, gestion, organisation, recherche de partenariat, négociation.
		Efficacité: création de possibilités d'emploi	5	Groupements paysans de services, microentreprises rurales, AGR
<i>Composante 4: Renforcement de l'Offre Locale de Services (ROLS)</i>	<i>Construction et équipement d'infrastructures rurales</i>	Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Systèmes d'eau potable	4	Compléments nécessaires: formations, équipements et responsabilisation autour des fonctions d'entretien.
		Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Centre sanitaires	5	Une stratégie nationale de gestion des CSI en place avec des COGES et un système de partage des coûts
		Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Établissements scolaires	4	Compléments nécessaires: formations, équipements et responsabilisation autour des fonctions d'entretien.
		Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Autres services	4	Compléments nécessaires: formations, équipements et responsabilisation autour des fonctions d'entretien.

TROISIÈME NIVEAU					
Indicateur	Unité	Référence	Tiers-parcours	Achèvement	Objectif
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par age	%	n.d.	n.d.		100
Enfants chroniquement malnourris - Taille par age	%	n.d.	n.d.		
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	%	n.d.	n.d.		
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté	%	n.d.	n.d.		
Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées	%	84	n.d.		
Membres de ménage masculins sachant lire	%	n.d.	n.d.		
Membres de ménage féminins sachant lire	%	n.d.	n.d.		

ANNEXE 6: Informations additionnelles sur les Aspects Fiduciaires

6.1. Etats de rapprochement des comptes spéciaux

ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPECIAL DU PRET

FIDA
FORMULAIRE 104

Titre du Projet: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA)

Prêt FIDA N°: 597-NE

NUMERO DE COMPTE SPECIAL: 0251 310 17301/12 AUPRES DE LA BANQUE: SONIBANK - MARADI

1. MONTANT AVANCE PAR LE FIDA	FCFA	400 000 000
2. MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVERT PAR LE FIDA	- FCFA	
3. EGAL AU COURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE AU COMPTE SPECIAL (1-3)	= FCFA	400 000 000
=====		
4. SOLDE DU COMPTE SPECIAL A LA DATE:31/08/2012 RELEVÉ BANCAIRE JOINT	FCFA	48 007 418
5. PLUS: SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS	+ FCFA	392 787
PLUS: MONTANT EN ESPECE DANS LA CAISSE	+ FCFA	
Sous total de 5:		392 787
TOTAL SOLDES DU COMPTE SPECIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPERATIONS ET ARGENT EN MAIN (4+5)	= FCFA	48 400 205
6. PLUS: MONTANT D'AVANCE (REHAUSSEMENT DU COMPTE SPECIAL) DANS LA DEMANDE DRF JOINTE N° 116	+ FCFA	135 160 379
	+ FCFA	135 160 379
7. PLUS: MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL, COMPTE D'OPERATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ETE DEMANDE RAISON: <u>Montant admissible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée</u>	+ FCFA	54 000
8. PLUS: MONTANTS DEJA DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE TOTAL:		-
TOTAL DES DEMANDES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITES	+ FCFA	216 385 416
9. MOINS:	- FCFA	
10. EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (N°4 A N°9)	= FCFA	400 000 000
11. EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDICUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS	+ FCFA	-
12. DATE: 15/11/2012		

ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPECIAL DU DON FBSA		FIDA								
		FORMULAIRE 104								
Titre du Projet: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA)										
Don FIDA N°: 38 BG-NE										
NUMERO DE COMPTE SPECIAL: 0251 310 20411/91 AUPRES DE LA BANQUE: SONIBANK - MARADI										
1. MONTANT AVANCE PAR LE FIDA	FCFA	163 989 250								
2. MOINS: MONTANT TOTAL RECOUVERT PAR LE FIDA	- FCFA	-								
3. EGAL AU COURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE AU COMPTE SPECIAL (1-3)	= FCFA	163 989 250								
=====										
4. SOLDE DU COMPTE SPECIAL A LA DATE:15/11/12 RELEVÉ BANCAIRE JOINT	FCFA	612 066								
5. PLUS: SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS	+ FCFA	433 550								
PLUS: MONTANT EN ESPECE DANS LA CAISSE	+ FCFA									
Sous total de 5:		433 550								
TOTAL SOLDES DU COMPTE SPECIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPERATIONS ET ARGENT EN MAIN (4+5)	= FCFA	1 045 616								
6. PLUS: MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES DANS LA DEMANDE DRF JOINTE N°75	+ FCFA	67 761 481								
7. PLUS: MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL, COMPTE D'OPERATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ETE DEMANDE RAISON: <u>Montant admissible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée</u>	+ FCFA	6 047 662								
8. PLUS: MONTANTS DEJA DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE										
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left; border-bottom: 1px solid black;">DRF N°</th> <th style="text-align: left; border-bottom: 1px solid black;">Date</th> <th style="text-align: left; border-bottom: 1px solid black;">FCFA</th> <th style="text-align: left; border-bottom: 1px solid black;">MONTANT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td style="text-align: center;">75</td> <td style="text-align: right;">88 893 554</td> </tr> </tbody> </table>	DRF N°	Date	FCFA	MONTANT			75	88 893 554		
DRF N°	Date	FCFA	MONTANT							
		75	88 893 554							
TOTAL DES DEMANDES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITES	+ FCFA	88 893 554								
9. MOINS: INTERETS GAGNES CREDITES AU COMPTE :	- FCFA	- 240 937								
10. EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (N°4 A N°9)	= FCFA	163 989 250								
11. EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDIQUEES AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS										
12. DATE: <u>15/11/2012</u>										

6.2. Suivi des Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) et des Demandes de Paiement Direct (DPD)

VERIFICATION DES ECD			
Date de paiement	Description des dépenses	Montant en F CFA	Observation: Liste des Pièces jointes
DRF 117			
23/10/2012	CAT 5: décompte n°01 et fin construction magasin BS	1 895 221	Facture, décompte, Attachement et contrat, copie du cheque
23/10/2010	Cat 6: formation comités de gestion des BS ET BC	386 625	Facture, contrat, rapport et copie du chèque
23/10/2012	Cat 5: fourniture moustiquaires imprégnées pour la commune d'Aguié	1 875 000	Facture, facture, bon de commande, bon de livraison, bon de réception; expression de besoin, demande de proposition, pro-forma, PV d'évaluation des prix, lettre d'invitation, copie du chèque
23/10/2012	Cat 5: fourniture moustiquaires imprégnées pour la commune de Gangara	1 875 000	Facture, facture, bon de commande, bon de livraison, bon de réception; expression de besoin, demande de proposition, pro-forma, PV d'évaluation des prix, lettre d'invitation, copie du chèque
25/10/2012	Cat 4: Honoraires élaboration manuel d'opération du PASADEM	450 000	Facture, contrat, rapport et copie du chèque
25/10/2012	Cat 3: Avance frais formation des OP	816 585	TDR, Copie du chèque
29/10/2012	Cat 3: avance frais Opérationnalisation des structures communales	1 157 240	TDR, Copie du chèque
31/10/2012	CAT 7: Avance frais de mission	509 135	TDR, Copie du chèque
05/09/2012	Cat 8: achat carburant fonctionnement	980900	Reçu, expression de besoin, bon de réception et copie du chèque
11/09/2012	CAT 7: appui au service SAF	133 333	Etat de paiement, contrat, rapport et copie du chèque

11/09/2012	Cat 7: appui au suivi évaluation	140 833	Facture, contrat, rapport et copie du chèque
11/09/2012	Cat 3: avance frais réunion, information et échanges	142 735	TDR, Copie du chèque
14/09/2012	Cat 7: salaire technicien composante: 1 mois	223 343	Etat de paiement et copie du chèque
14/09/2012	Cat 7: salaire technicien suivi évaluation mois de 10/12	223 343	Etat de paiement et copie du chèque
14/09/2012	Cat 7: indemnités forfaitaires CCAT 10/12	69 911	Etat de paiement et copie du chèque
14/09/2012	Cat 7: salaire net secrétaire 10/12	64 376	Etat de paiement et copie du chèque
17/09/2012	CAT 5: fourniture mobiliers de bureau pour les mairies	3 061 000	Facture, Bon de livraison, Bon de Commande, factures pro-forma, PV d'évaluation, Quittance BIC, expression de besoin et copie du chèque
17/09/2012	CAT 3: Avance frais indemnités facilitateurs suivi et encadrement des groupes animateurs	510 000	TDR, Copie du chèque
17/09/2012	Cat 3: Avance frais pour appui à la consolidation des BS et BC	1 449 000	Fiche d'exécution et copie du Chèque
17/09/2012	Cat 8: Frais de téléphone et connexion internet 08/12	464 067	Facture et copie du chèque
17/09/2012	Cat 8: Frais d'électricité 08/12	368 313	Facture et copie du chèque
17/09/2012	Cat 1: équipement de 14 forages d'eau en PMH et la réalisation de superstructures	383 000	Facture, contrat, PV de réception provisoire, rapport, Copie du chèque et quittance BIC

17/09/2012	Cat 3: facture appareil Techno	720 000	Facture, bon de livraison, bon de commande, pro-forma, PV de réception, expression de besoin et copie du chèque
17/09/2012	Cat 8: entretien et réparations des véhicules	452 200	Factures, fiche d'entretien des véhicules et copie du chèque, bon de livraison, facture pro-forma
17/09/2012	Cat 3: insertion publicitaires dans le sahel	465 000	Facture, copie du chèque, le journal
17/09/2012	Cat8 et cat 7: avance frais ouverture, analyse des offres et propositions	524 416	TDR et copie du chèque
17/09/2012	CAT 8: entretien réparation véhicule	612 357	Facture, Bon de livraison, factures pro-forma, fiche d'entretien et copie du chèque
17/09/2012	CAT 3: avance frais structuration et formation des OP	699 500	DTE, Fiche d'exécution budgétaire et copie du chèque
17/09/2012	Cat 8: appui au Ministère	200 000	Lettre du MAG, TDR et copie du chèque
17/09/2012	CAT4: assistance technique au logiciel TOM pro	304 800	Facture, contrat, rapport copie du cheque
18/09/2012	Cat 1: Suivi et contrôle des tv d'équipement de 14 forages d'eau	3 447 000	Facture, contrat, rapport ,PV de réception et copie du chèque
19/09/2012	Cat 3: avance organisation réception siège et équipement	929 885	TDR, copie du chèque
19/09/2012	Cat 6: suivi et contrôle des constructions des BS	120 462	Facture, contrat, rapport et copie du chèque
19/09/2012	Approvisionnement caisse	1 493 220	Demande de réapprovisionnement, certificat de caisse, journal caisse et copie du chèque
20/09/2012	Cat 5: facture matériels informatiques	325 000	Facture, bon de réception; bon de commande, pro-forma, expression de besoin, bon de livraison et copie du chèque
20/09/2012	Cat 8: entretien réparation véhicules	540 957	Facture, fiche d'entretien des véhicules et Copie du chèque

26/09/2012	CAT 7: salaire personnels auxiliaires PPILDA mois de 09/12	524 435	Etat de paiement et Copie du chèque
27/09/2012	Cat 3: avance frais appui acquisition titres fonciers	2 404 310	Fiche d'exécution budgétaire et copie du chèque
02/11/2012	CAT 4: avance frais organisation mission de supervision	2 052 351	DTE, et copie du chèque
02/11/2012	Cat 3: avance frais encadrement et collectes des données	510 000	Fiche d'exécution budgétaire et Copie du chèque
03/11/2012	Approvisionnement caisse	1 494 715	Demande de réapprovisionnement, PV de caisse, journal caisse et copie du chèque
06/11/2012	Cat 5: décompte n°01 travaux construction bloc administratifs	4 153 307	Facture, décompte, attachement, contrat, memo et copie du chèque

ANNEXE 7: Note technique sur les passations de marchés

Revue des marchés exécutés entre avril 2011 et septembre 2012 dans le cadre du PPILDA

1. La mission a examiné un échantillon de marchés sélectionnés parmi ceux passés par le Projet entre avril 2011 et septembre 2012. Il s'agit de dix-huit (18) marchés d'infrastructures d'un coût total **de 567 160 2777 FCFA**, résultant de dix (10) procédures de marchés, en tenant compte des allotissements. La liste de ces marchés est contenue à l'appendice 1 à la présente annexe.

2. Les procédures de passation de ces marchés sont acceptables, mais quelques dysfonctionnements subsistent:

- certains marchés qui concernent des travaux ont été passés comme des marchés de prestations intellectuelles, c'est-à-dire sur la base de notes techniques et financières combinées, ce qui est interdit aussi bien par les procédures nationales que par les bonnes pratiques internationales et ne garantit pas le meilleur rapport qualité/coût pour l'acheteur;
- l'utilisation de clauses parfois discriminatoires, telles que le droit d'exclure les entreprises ayant avec le projet un marché en cours de plus de 12 mois à la date de remise des offres ou la quasi impossibilité de gagner plus d'un lot;
- deux dates limites de dépôt des offres sont souvent fixées dans les avis d'appels d'offres (une pour Niamey et une pour Aguié) afin de permettre aux candidats de Niamey de déposer leurs offres auprès du bureau de liaison des projets du FIDA, l'ouverture étant réalisée 3 jours plus tard à Aguié.

3. Dans un certain nombre de DAO, il est mentionné que l'attribution est effectuée sur la base de la pondération suivante de notes technique et financière: 70% offre technique et 30% offre financière. Le volet technique concerne la notation des critères de qualification, tandis que le volet financier note surtout l'exhaustivité de l'offre financière. Une telle approche consistant à l'utilisation de notes chiffrées dans les appels à la concurrence en matière de travaux, fournitures et services est interdite par les procédures nationales et les bonnes pratiques internationalement reconnues. La raison est que pour de telles acquisitions, la procédure de notation ne permet pas d'obtenir un prix optimal et ne garantit pas en conséquence une sélection aux meilleures conditions économiques à l'acheteur. Conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, en matière d'appel d'offres, le marché est attribué à l'offre conforme et évaluée du moins-disant et dont le soumissionnaire répond aux critères de qualification. **Cependant, la mission a constaté que cette pratique consistant en l'utilisation de notes chiffrées dans les appels à la concurrence en matière de travaux, fournitures et services a été abandonnée par le projet à partir de fin 2011, avec l'utilisation des DAO types nationaux de passation de marchés à la suite de l'exigence du Contrôleur Financier (Ministère des Finances), chargé du contrôle a priori en dessous des seuils de contrôle de la Direction Générale du Contrôle des Marchés publics (DGCMP), soit en dessous de 100 millions FCFA.**

4. Comme autre clause inappropriée, les DAO mentionnent que « le projet se réserve le droit d'exclure les entreprises ayant avec lui un marché en cours de plus de 12 mois à la date de remise des offres ». Une telle clause n'est pas acceptable dans un DAO, en raison de son caractère discriminatoire. Il s'agit en effet d'une clause qui viole le principe de libre accès à la commande publique (Article 2 du Code des marchés publics). Elle a aussi pour conséquence de ne pas garantir le meilleur prix pour l'acheteur public, au cas où un soumissionnaire se trouvant dans la situation incriminée proposerait l'offre du moins-disant. L'attribution d'un marché à un soumissionnaire éligible doit être justifiée uniquement par ses capacités techniques et financières,

conformément à la réglementation des marchés publics. Dès lors, **les conditions d'attribution d'un marché à un autre candidat qui exécute un marché en cours doivent également être basées sur les capacités techniques et financières du candidat en dehors de ses engagements sur des marchés en cours d'exécution, et non sur une décision unilatérale d'interdiction de soumissionner.** Le projet peut également utiliser comme critère de sélection, l'exécution satisfaisante de marchés antérieurs. Cependant, l'utilisation d'un tel critère suppose en amont un suivi rapproché de l'exécution des marchés, traduit par un rapport documenté, transmis à l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) du Niger, en cas d'exécution non satisfaisante.

5. Dans le cas de marchés à plusieurs lots, la clause suivante est presque systématiquement utilisée par le projet: « Une entreprise peut postuler à un ou plusieurs lots. Cependant, elle ne peut prétendre qu'à un seul lot, seul lorsqu'il reste le seul dont les offres ont répondu de façon satisfaisante à l'ensemble des critères de qualification sur d'autres lots non proposés à attribution. Dans ce dernier cas, il pourra lui être attribué un deuxième lot ». Cette clause constitue également une clause discriminatoire, car constituant une violation du principe de libre accès à la commande publique, édicté par la réglementation nationale (Article 2 du Code des marchés publics). Elle peut également empêcher le projet de bénéficier des économies d'échelle pouvant résulter de l'attribution de plus d'un lot à un candidat. **L'attribution de plus d'un lot doit être réglementée dans le DAO uniquement sur la base des capacités techniques et financières requises pour exécuter l'ensemble des lots susceptibles d'être attribués à un candidat, et non sur une simple interdiction unilatérale d'attribuer plus d'un lot.**

6. En ce qui concerne les appels d'offres pour lesquels l'ouverture des offres est organisée à Aguié, la mission a constaté que deux dates limites de dépôt des offres sont fixées dans les avis d'appels à la concurrence (une pour Niamey et une pour Aguié) afin de permettre aux candidats de Niamey de déposer leurs offres auprès du bureau de liaison des projets FIDA, l'ouverture étant réalisée 3 jours plus tard à Aguié. Même si cette procédure est mise en œuvre par le PPILDA pour aider les potentiels candidats de Niamey, elle comporte quelques risques pour le projet, dont notamment celui de délivrer les offres avec retard à Aguié ou de les perdre pendant le transfert. **Il est donc plus indiqué de laisser les entreprises intéressées déposer elles-mêmes leurs offres à Aguié, cette responsabilité étant la leur conformément aux dispositions des DAO.**

7. Le projet n'a pas géré à son avantage le litige avec l'entreprise DAMALA intervenu dans le cadre du contrat de construction d'un bloc administratif pour la mairie de Gangara. Pourtant le modèle type national a été utilisé pour ce marché, mais le projet n'a pas mis en œuvre les avantages qu'il présente dans le cadre du conflit qui l'a opposé avec l'entreprise DAMALA. Cette entreprise a suspendu les travaux pour non-paiement, ce qui n'est pas permis par le Cahier des Clauses administratives générales (CCAG), contenu dans le contrat. Le paiement d'un décompte ne peut constituer un préalable pour exécuter des travaux; il en est de même du paiement d'une avance. Si les délais de paiement sont dépassés, l'entrepreneur a la possibilité de demander la résiliation du marché et non celle de suspendre les travaux de son propre gré. En outre, l'Entrepreneur a refusé de se référer au maître d'œuvre, en violation des dispositions du marché (Articles 12 et 13 du CCAG). Bien que les procédures de contestation des décisions du maître d'œuvre soient bien décrites dans le CCAG, l'entrepreneur ne s'y est pas conformé et le projet n'a pas effectué les mises en demeure indiquées dans de telles situations. Dans la gestion de ce marché, le projet aurait dû notifier à l'entrepreneur les obligations qui sont les siennes dès le début de ses contestations et mettre en œuvre les mesures coercitives prévues, en cas de refus de sa part. Finalement, l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) du Niger, saisie du litige par l'entrepreneur, a réussi à concilier les parties. **Il est important que**

les personnels techniques du projet chargés du suivi de l'exécution des marchés mettent en œuvre les dispositions des contrats, notamment des CCAG et CCAP, afin de protéger le projet en cas de litige.

8. Pour plusieurs des marchés examinés, les prestations ont été réceptionnées avec des retards conséquents (3 à 4 mois, et quelques fois plus). C'est pourquoi, pour plusieurs de ces cas, le FIDA, sur simple constat des dates de réception, a requis, à juste titre, l'application des pénalités de retard. Ces situations auraient pu être évitées à travers une gestion plus rigoureuse des délais. **Il appartient au projet, dans les cas où il ne souhaite pas appliquer les pénalités de retard pour des raisons justifiées, de le matérialiser par des avenants de prolongation des délais.**

Revue du PPM 2012 – 2013 du PPILDA

9. La mission a procédé à la revue conjointe du PPM 2012/2013 du PPILDA avec l'équipe du projet en charge des finances. Cette revue a permis d'évaluer la cohérence des activités programmées avec les disponibilités financières et les contraintes de paiement résultant d'achèvement du projet prévue en juin 2013. Le tableau de l'annexe 2 présente le point sur l'état d'exécution des activités inscrites dans le PPM.

10. L'examen de l'état d'exécution du PPM, préparé par l'équipe financière permet de constater que sur un montant total programmé de 365 368 000 FCA, 235 612 000 FCFA ont été exécutés ou sont en cours d'exécution, soit un reliquat de 129 726 FCFA non encore engagés. Sur ce dernier montant, un ensemble d'activités d'un coût total estimé à 36 575 000 FCFA devrait être déduit car ne constituant pas des marchés. En outre, 54 256 000 FCFA concernent des financements FEM.

11. **En définitive, le montant restant à engager en termes de marchés est de 93 180 000 FCFA, dont 38 904 000 FCFA sur ressources FIDA et 54 256 000 FCFA sur ressources FEM.** La plupart des acquisitions concernées sont de faibles montants. Elles pourront être passées et exécutées dans un délai maximum de 45 jours, ce qui est largement possible d'ici juin 2012.

12. Cependant, au vu des contraintes financières, le RAF examinera avec les responsables de composantes la possibilité de surseoir à la mise en œuvre de certaines des activités non encore engagées.

Revue de l'organisation pour la passation des marchés du PASADEM

13. La mission a noté avec satisfaction que le Responsable de la passation des marchés (RPM) du projet a pris service le 1^{er} septembre 2012. Il devrait contribuer à mieux spécialiser la fonction passation de marchés au sein du PASADEM, ce qui n'était pas le cas avec le PPILDA. Conformément à ses termes de référence, le RPM devrait contribuer à la qualité des opérations de marchés. Quelques initiatives ont déjà été prises par le RPM, dont un appel général à manifestations d'intérêt lancé par le projet afin de constituer une banque de données de candidats éventuels dans le cadre des procédures de consultation de fournisseurs, la confection de dossiers simplifiés pour les achats de faibles montants et l'organisation du classement des dossiers de marchés. Toutefois, en rapport avec ce dernier point, la mission a constaté que le RPM ne dispose plus assez de place dans son bureau pour procéder à un rangement adéquat des dossiers. **Il s'avère donc urgent que des dispositions soient prises pour qu'un espace suffisant et du matériel adéquat soient affectés au classement des dossiers de marchés.**

14. La mission a été informée que les opérations d'ouverture de plis et d'attribution dans le cadre des appels à la concurrence sont désormais effectuées à Niamey au siège du Ministère de l'Agriculture. En effet, les commissions d'ouverture de plis et d'attribution sont créées par le Ministre sous la présidence du Secrétaire général du

Ministère, tandis que le Contrôleur Financier représente le Ministère des Finances au sein de ces commissions. Cette nouvelle organisation constitue un recul, dans la mesure où, dans le cadre du PPILDA, les offres étaient ouvertes à Aguié par une commission présidée par le représentant du Ministre de l'Agriculture au niveau de la région et un représentant du Ministère des Finances, également au niveau de la Région. L'ouverture des offres à Niamey induit des surcoûts inutiles et quelques fois importants (déplacement du RAF et du RPM à Niamey pour les réunions des commissions) ainsi que des retards évitables dans l'exécution des opérations de marchés. En conséquence, **la mission recommande que le Ministre de l'Agriculture prenne les dispositions nécessaires afin que les opérations d'ouverture de plis et d'attribution puissent être organisées à Niamey**, ce qui constituerait un appui conséquent pour la célérité de mise à disposition des produits du projet.

Revue du PPM 2012 du PASADEM et préparation du PPM 2013

15. Le Plan de Passation des Marchés (PPM) proposé pour les 18 premiers mois d'exécution du Projet n'a connu qu'un timide début de mise en œuvre. La raison incombe au démarrage tardif du projet. Il s'y ajoute que le Responsable de la passation des marchés (RPM) n'a pris service que le 1^{er} septembre 2012. Les activités entamées concernent le lancement de sept (7) appels à manifestations d'intérêt pour la réalisation d'études, le marché de travaux de construction du siège du PASADEM et un marché d'acquisition de matériels roulants (véhicules et motos).

16. Les sept (7) appels à manifestations d'intérêt lancés concernent les prestations suivantes:

- établissement de la situation de référence du projet,
- étude technique d'exécution et élaboration de dossier d'appel d'offre pour la réhabilitation de 80 km de routes rurales,
- réalisation des études techniques d'exécution et élaboration de dossier d'appel d'offre pour la construction de cinq marchés demi gros,
- réalisation des études techniques et des études environnementales pour la construction de vingt-six centres de collectes de produits agricoles,
- élaboration d'un cadre de gestion environnementale et sociale pour la mise en œuvre du PASADEM, et
- sélection de l'auditeur du projet.

17. Le marché de travaux relatif à la construction du siège a été lancé le 17 août 2012. L'attributaire provisoire a été désigné et le marché est en cours d'approbation. La supervision des travaux est confiée au Ministère en charge de l'Urbanisme. En ce qui concerne le marché d'acquisition de matériels roulants (véhicules et motos), l'ouverture des plis est prévue durant la dernière décade du mois de novembre 2012.

18. Le RPM a en outre lancé un appel général à manifestations d'intérêt afin de constituer une banque de données de fournisseurs éventuels dans le cadre des opérations de consultation de fournisseurs. Les candidatures ont été reçues et sont en cours d'examen.

19. Le PPM 2012, qui n'a ainsi connu qu'un début d'exécution, devrait être revu pour constituer la base du PPM 2013. A cet effet, le RPM a entrepris de reprogrammer les activités sur un support plus adapté qui permette de mieux gérer le suivi de l'exécution du PPM. Il a en outre soumis à la signature du Directeur du Projet une lettre circulaire afin de demander aux différents responsables de composantes d'exprimer leurs besoins complémentaires pour 2013. **Il est prévu que des séances de travail soient directement organisées avec les différents responsables de composantes afin qu'une programmation réaliste des activités puisse être réalisée, en tenant compte des contraintes de passation. Ces consultations devront être**

organisées avant la fin du mois de novembre afin de permettre la soumission du PPM 2013 à l'approbation du FIDA au plus tard le 15 décembre 2012. Ceci devrait permettre la publication du PPM au cours du mois de janvier 2013.

20. La mission rappelle l'importance d'anticiper sur les procédures de passation de marchés afin d'assurer un niveau acceptable de consommation des crédits. Dès lors, **en ce qui concerne les opérations inscrites dans le PPM 2012, qui vont être reconduites en 2013, la préparation des dossiers y relatifs peut doit être entamée sans délai afin de permettre le lancement des procédures d'appels à la concurrence y relatives en début d'année 2013.**

Résumé des recommandations pour une bonne mise en œuvre du PASADEM

21. La mission rappelle les recommandations suivantes, nécessaires pour une bonne mise en œuvre des activités du PASADEM:

- le Ministre de l'Agriculture doit prendre les dispositions nécessaires afin que les opérations d'ouverture de plis et d'attribution soient organisées à Niamey;
- le RPM doit organiser des séances de travail avec les différents responsables de composantes afin qu'une programmation réaliste et exhaustive des activités dans le PPM 2013 puisse être réalisée;
- soumettre le PPM 2013 finalisé à l'avis du FIDA au plus tard le 15 décembre 2012;
- anticiper le plus possible sur la mise en œuvre des procédures de marchés, afin de résorber le retard sur l'exécution des activités; les appels d'offres prévus pour 2013 peuvent déjà être lancés; il en est de même de toutes les demandes de sollicitations de manifestations d'intérêt;
- prévoir une salle et du matériel pour le classement des dossiers de marchés;
- le RPM doit organiser des séances d'information des dispositions des contrats à l'intention des techniciens chargés du suivi de l'exécution des marchés;
- dans le cadre de l'exécution des marchés, veiller à l'application des pénalités de retard ou à la prorogation des délais contractuels par avenant en cas de conditions justifiées pour ne pas appliquer les pénalités;
- s'assurer que les DAO pour travaux, fournitures et services autres que des prestations intellectuelles n'incluent plus de systèmes de notation des offres;
- dans le cadre des DAO, s'assurer que les conditions d'accès à plus d'un lot dans le cadre d'appels d'offres à plusieurs lots soient régies conformément à la réglementation, soit sur la base des capacités techniques et financières requises pour l'exécution du cumul des lots à attribuer à un soumissionnaire;
- s'assurer que le droit pour le projet d'exclure les entreprises ayant avec lui un marché en cours de plus de 12 mois à la date de remise des offres ne soit plus un critère d'attribution; les critères à utiliser doivent plutôt cibler les capacités techniques et financières hors marchés en cours et l'exécution satisfaisante de marchés antérieurs.

APPENDICE 1

LISTE DES MARCHES PASSES PAR LE PPILDA ENTRE AVRIL 2011 ET SEPTEMBRE 2012¹³

N° de marché	Objet du marché	Attributaire	Mode passation marché	Montant (FCFA/ Hors Taxes)	Financement
013/UGP/PPILDA/11	Réalisation de 8 forages d'eau dans les communes d'Aguié, Gangara et Gazaoua	Entreprise Compagnie Géo-Ingénierie de Chine (CGC)	AON	47 547 188	FIDA
014/UGP/PPILDA/11	Réalisation de 7 forages d'eau dans les communes d'Aguié, Gangara et Gazaoua	Entreprise Compagnie Géo-Ingénierie de Chine (CGC)	AON	44 157 000	FIDA
034/UGP/PPILDA/11	Construction de 3 classes et 3 blocs latrines la commune de Saé Saboua	Entreprise IBRAHIM DOUDOUA	AON	20 813 958	FIDA / FBSA
035/UGP/PPILDA/11	Construction de 4 classes et 4 blocs latrines la commune de Gangara	Entreprise LAMINOU ABDOU	AON	29 356 780	FIDA / FBSA
036/UGP/PPILDA/11	Construction de 4 classes et 4 blocs latrines la commune de Gangara	Entreprise SADDI KEMIL	AON	29 356 780	FIDA / FBSA
037/UGP/PPILDA/11	Construction de 4 classes et 4 blocs latrines la commune de Gangara	Entreprise ECOCI	AON	29 356 780	FIDA / FBSA
242/UGP/PPILDA/11	Réalisation des sept (7) forages d'eau dans les communes de Tchadoua, Saé Saboua et Djirataoua	Entreprise Compagnie Géo-Ingénierie de Chine (CGC)	AON	47 284 500	FIDA
225/UGP/PPILDA/11	Construction d'un bloc administratif pour la Mairie de Djirataoua	Entreprise LAMINOU ABDOU	AON	30.260.425	FIDA / FBSA
226/UGP/PPILDA/11	Construction d'un bloc administratif pour la Mairie de Gazaoua	Entreprise LAMINOU ABDOU	AON	33.147.925	FIDA / FBSA
224/UGP/PPILDA/11	Construction d'un bloc administratif pour la Mairie de Gangara	DAMALA INFRASTRUCTURES-SARL, BP 762 NIAMEY	AON	31.345.349	FIDA / FBSA
008/UGP/PPILDA/12	Equiperment en pompes et superstructures de 8 forages d'eau dans les communes d'Aguié, Gangara et Gazaoua	SOCIETE NIGER SERVICES, BP: 11512 NIAMEY	CF	17.800.000	FIDA
039/UGP/PPILDA/12	Equiperment en pompes et superstructures de 14	SOCIETE NIGER SERVICES, BP: 11512 NIAMEY	AOR	32.580.000	FIDA

¹³ Document établi par le responsable infrastructures du PPILDA.

	forages d'eau dans les Communes de Tchadoua, Saé Saboua et Djirataoua				
039/UGP/PPILDA/12	Equipement en système d'Electrification solaire de Cinq (5) Centres de Santé Intégrés (CSI)	SOCIETE NIGER SERVICES, BP: 11512 NIAMEY	AOR	29.015.000	FBSA
068/UGP/PPILDA/12	Réalisation d'une mini - adduction en eau potable du Centre de Santé Intégré (CSI) de Guidan Douchi	l'Entreprise SOKAM; BP 12 107 NIAMEY	AOR	30.722.500	FBSA
112/UGP/PPILDA/12	Travaux de transformation de la Case de Santé (CS) de Maïguizawa Kangnou (Commune Urbaine d'Aguié) en Centre de Santé Intègre (CSI) type réduit	Entreprise LAMINOUE ABDOU	AON	30.383.288	FBSA
113/UGP/PPILDA/12	Travaux de transformation de la Case de Santé (CS) de Bougouzawa (Commune Rurale de Gazaoua) en Centre de Santé Intègre (CSI) type réduit	Entreprise LAMINOUE ABDOU	AON	30.383.288	FBSA
179/UGP/PPILDA/12	Travaux de reconstruction d'un logement pour un cadre de la Direction Régionale de l'Agriculture de MARADI	Entreprise SADDI KEMIL, BP 309 MARADI	CF	17.882.804	FIDA/ FBSA
180/UGP/PPILDA/12	Fourniture d'un (1) véhicule MITSUBISHI TOUT TERRAIN 4X4 STATION WAGON; deux (2) véhicules MITSUBISHI TOUT TERRAIN 4X4 DOUBLE CABINES et de SIX MOTOS CROSS SUZUKI	NIGERIENNE DE L'AUTOMOBILE, BP 10.510 NIAMEY	AON	66.150.000	FIDA

CF: consultation de fournisseurs

AOR: Appel d'offres Restreint

AON: Appel d'Offres Ouvert National

APPENDICE 2

NIVEAU D'EXECUTION DES ACTIVITES PREVUES AU PPM 2012/2013 DU PPILDA¹⁴

Financement	Réf.	Activité	Coût	Niveau d'exécution
	1.1	Gouvernance locale		
	1.1.1	L'évaluation interne des activités est organisée		
FIDA/FBS	1.1.1.1	Contrat facilitateur	3 000	non réalisé
	1.1.2	La maîtrise d'ouvrage est transférée aux communes		
FIDA/FBS	1.1.2.1	Convention avec les communes	9 000	Réalisé
FIDA/FBS	1.1.2.2	Contrats des états des lieux des réalisations du projet	3 000	non réalisé
	1.2	Les innovations et technologies agro sylvo pastorales et organisationnelles sont vulgarisées		
	1.2.1	Des Parcelles d'Initiative Paysannes (PIP) sont mises en œuvre		
FIDA/FBS	1.2.1.1	Contrat avec les paysans vulgarisateurs	3 000	Réalisé
	1.3	Repérage, approfondissement et capitalisation d'innovations porteuses		
	1.3.1	Des innovations et technologies porteuses sont capitalisées et diffuses		
FIDA	1.3.1.1	Achat de consommables imprimantes couleur	2 000	non réalisé
Sous Total Composante 1:			20 000	-
Composante 2 - Renforcement des Instances et Organisations Rurales				
	2.1	Promotion des Organisations rurales		
	2.1.1	Structuration et formation des OP		
FIDA/FBS	2.1.1.1	Contrat appui à la création et structuration des OP	2 000	En cours
	2.2	Intensification agricole		
	2.2.1	Fonçage de points d'eau maraîchers		
FIDA/FBS/Bf	2.2.1.1	Achat matériels et intrants	5 000	Non réalisé
	2.3	Sécurité alimentaire		
	2.3.1	Appui à la consolidation des banques de soudure et banques céréalières		
FIDA/FBS	2.3.1.2	Contrats suivi et encadrement comités de gestion	21 000	En cours
	2.4	Gestion des Ressources naturelles		
	2.4.1	Les patrimoines fonciers des producteurs sont sécurisés et les conflits liés à la gestion des ressources naturelles sont réduits		
FIDA	2.4.1.1	Equipe COFOBs et COFOCOM	15 500	En cours
	2.5	Renforcement des capacités paysannes et des partenaires		
	2.5.1	Mise en place et fonctionnement dispositif participatif S&E		
FIDA/Etat	2.5.1.5	Achat matériels didactiques imprimante A3	1 700	
	2.5.2	Formation professionnelle		

¹⁴ Document établi par le Contrôleur interne du PPILDA.

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 5 au 23 novembre 2012 - Annexes

FIDA/FBS	2.5.2.1	Contrat formation 20 jeunes en menuiserie	500	Non réalisé
FIDA/FBS	2.5.2.2	Contrat formation 50 jeunes en couture	1 000	Non réalisé
FIDA	2.5.2.3	Achat équipement des stagiaires	4 000	Non réalisé
	2.6	Santé et nutrition		
	2.6.1	Animation des centres de prévention et de lutte contre la malnutrition modérée		
FBS	2.6.1.1	Achat équipements complémentaires des centres	10 000	Réalisé
		Sous Total Composante 2:	60 700	
Composante 4 - Renforcement de l'Offre Locale de Services				
		SC 1: Construction et équipement d'infrastructures rurales		
	4.1	Construction de routes rurales		
	4.1.1	Construction de deux (2) routes rurales		
FIDA/FBS/Et	4.1.1.2	Achat équipements des structures et intervenants opérationnels	4 500	commande non passée
	4.2	Construction et équipement CSI		
	4.2.1	Travaux Equipement CSI en MAEP		
FBS/Etat	4.2.1.1	Achat d'équipements biomédicaux, produits pharmaceutiques et mobiliers (pour cases de santé transformés en CSI réduit)	20 000	Marché en cours de signature
FBS/Etat	4.2.1.2	Achat d'équipements en électrification solaire des CSI (pour les anciens CSI opérationnels)	35 000	Réalisé
FBS/Etat	4.2.1.3	Achat véhicules	44 000	Marché en cours de signature
	4.3	Réalisation de puits villageois et forages d'eau		
	4.3.1	Fonçage de puits villageois et réalisation de forages équipés		
FIDA/FBS	4.3.1.1	Contrats avec 3 DDH pour appui mise en place Comités de Gestion des 14 forages d'eau équipés finis en 2012	1 000	Contrats signés
	4.4	Construction de salles de classes		
	4.4.1	Construction de salles de classe		
FIDA/Etat	4.4.1.1	Contrat d'équipements de 6 salles de classes	9 000	commande passée
	4.5	Les capacités de l'offre locale de services sont renforcées		
	4.5.1	Renforcement des capacités des services techniques partenaires et communes		
FIDA/FBS/Et	4.5.1.1	Appui en petit matériel technique et fourniture consommables	1 000	non réalisé
FIDA/FBS/Et	4.5.1.3	Appui à la réfection / construction de locaux (DDA et DDEIA) et raccordement au réseau électrique (Service GR)	38 000	Marchés sont passés
		Sous Total Composante 4:	152 500	
Composante 5 - Gestion du Projet				
	5.1	Acquisition des biens et services		
	5.1.1	Acquisition petits matériels et outillages		
FIDA/Etat	5.1.1.1	Achat petits matériels et outillages	1 000	matériel acquis
	5.2	Assistance technique		
	5.2.1	Les capacités de l'UGP sont renforcées dans divers domaines		
FIDA/FBS	5.2.1.1	Contrats ATSE	10 000	Réalisé
FIDA/FBS	5.2.1.2	Contrat élaboration rapport d'achèvement	10 000	Non réalisé

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 5 au 23 novembre 2012 - Annexes

	5.2.2	Etude et enquêtes sur mesure d'indicateurs effets et RIMS		
FIDA/FBS	5.2.2.1	Contrat pour enquêtes spécifiques	3 000	Non réalisé
FIDA/FBS	5.2.2.2	Contrat étude impact SYGRI	16 000	Non réalisé
	5.2.3	Mise en place d'un système de gestion de documentation		
FIDA/FBS/Etat	5.2.3.1	Frais armoires pour classement documentation SAF et appui pour archivage documents	1 500	En cours
	5.3	Fonctionnement bureau		
	5.3.1	Audit des comptes 2010		
FIDA/Etat	5.3.1.1	Contrat audit des comptes	22 500	Non réalisé
	5.4	Frais personnel		
	5.4.1	Assurance maladie personnel		
FIDA/ Etat	5.4.1.1	Contrat assurance maladie	4 000	contrat signé
		Sous Total Composante 5:	68 000	-
Composante 6 – FEM				
	6.1	Sous-comp. 1: Intégration de la GDT à la planification du développement au niveau local et départemental		
	6.1.1	Fonctionnement véhicule et motos assurés		
FEM/FIDA/ETAT	6.1.1.1	Carburant Fonctionnement UGP	9 050	
FEM/FIDA/ETAT	6.1.1.2	Assurance véhicules et motos	862	non réalisé
	6.1.2	Ateliers de Formation en GDT pour les spécialistes en GDT au niveau des départements		
FEM	6.1.2.1	Contrat avec les prestataires	2 700	non réalisé
	6.1.3	Etudes d'évaluation des besoins en formation est faite		
FEM	6.1.3.1	Contrat de prestation	2 500	TDR élaboré
	6.1.4	Formations des prestataires de services en GDT		
FEM	6.1.4.1	Contrat de prestation	2 500	TDR élaboré
	6.1.5	Assistance Techniques		
FEM	6.1.5.1	Assistance Technique internationale	32 076	Encours structure identifiée
	6.1.6	Centre d'information et de documentation/bibliothèque sur GDT est mis en place et opérationnel dans la région		
FEM/ETAT	6.1.6.1	Achat document pour le centre	1 500	Structure en cours d'indentification par network
	6.2	Sous-comp. 2: Inversion de la tendance à la dégradation des terres par le biais d'investissements GDT sur le terrain		
	6.3	Sous-comp. 3: Promotion d'une agriculture de conservation et de sources de revenus de substitution et respectueuses de l'environnement		
	6.4	Sous compo/4: Gestion et suivi-évaluation		
	6.4.1	Etude sur la situation de référence est réalisée		
FEM	6.4.1.1	Contrat de prestation	12 000	TDR élaboré
FEM/ETAT	6.4.1.2	Matériels Didactiques	700	
FEM/FIDA/ETAT	6.4.1.3	Carburant supervision	280	
		Sous Total Composante 6:	64 168	
		TOTAL FMAP:	365 368	

ANNEXE 8: Compte-Rendu de l'atelier de lancement Technique du PASADEM

Atelier de lancement technique du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM)

Synthèse des travaux

Maradi, 19 – 20 novembre 2012

Président de séance: M. Illiassou Gaoh
Rapporteurs: Martha Populin, Marou Bodo

Table des matières

Table des matières	53
Introduction	54
La cérémonie d'ouverture.....	54
La présentation et le partage des travaux antérieurs	55
Le PASADEM	55
Les présentations des 5 pôles de développement (voir en annexe).....	55
Les présentations et échanges sur des thématiques majeures (composante) du projet	56
La mise en place des commissions de travail	56
1) Amélioration de la production agro-sylvo-pastorale:.....	57
2) Accès aux marchés , commercialisation et infrastructures	57
3) Le système de suivi – évaluation:	57
4) La gestion fiduciaire:	58
Les conclusions et recommandations à l'équipe du PASADEM	58
Concernant le volet « amélioration de la production agro-sylvo-pastorale »:	58
Concernant le volet « commercialisation, infrastructures et accès aux marchés »:	58
Concernant le système de suivi – évaluation:	58
Concernant la gestion fiduciaire:	58

Introduction

Dans le cadre de la mission conjointe FIDA / Gouvernement du Niger de supervision des activités des projets PPILDA et PASADEM, s'est tenu les 19 et 20 octobre 2012 à Maradi, dans la salle de conférence du Syndicat des Transporteurs de Maradi, l'atelier de lancement technique du **Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi (PASADEM)**. Cet atelier a réuni les membres de la mission conjointe FIDA / Gouvernement du Niger, les autorités administratives régionales et communales (des 5 pôles développement concernés), cinq délégations d'acteurs locaux issus des 5 pôles de développement économique (Djirataoua, Guidan Roumdji, Sabon Machi, Tchadoua, Tessaoua), les services techniques régionaux, les représentants de la Chambre Régionale d'Agriculture de Maradi (CRA) et de la Chambre Régionale du Commerce de Maradi, des représentants du réseau national des chambre d'agriculture (RECA), des représentants des organisations de producteurs de la région (fédération, union semencière), les représentants des autres projets cofinancés par le FIDA (IRDAR-RCI/PAC2, PUSADER) et enfin l'équipe du PASADEM. L'atelier s'est déroulé sur deux jours, les 19 et 20 novembre 2012, qui ont été partagés en trois temps:

- La présentation et le partage des travaux antérieurs: CR des ateliers par site, activités potentielles du projet par composante;
- Les débats en commissions pour lier et hiérarchiser dans le PTBA2013 activités, sites et acteurs;
- Les conclusions et recommandations à l'équipe du PASADEM

La cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Secrétaire Général Adjoint du Gouvernorat de Maradi, M. Sidi Mahamane KOUTAYE.

Celle-ci a été introduite par une intervention du Directeur du PASADEM, M. Guéro Chaïbou qui, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, a rappelé que l'atelier de lancement officiel du PASADEM avait eu lieu le 18 mai 2012. Cinq mois plus tard, la tenue d'un atelier technique se justifiait afin de mieux informer les parties prenantes, et d'établir des priorités pour le PTBA 2013, après que le projet ait procédé à une identification de ses principaux partenaires.

La cérémonie s'est poursuivie avec le mot du Chargé de Portefeuille Niger au FIDA, M. Vincenzo GALASTRO, qui a saisi l'occasion pour remercier, au nom du FIDA, les autorités gouvernementales et régionales pour leur collaboration jamais démentie dans la mise en œuvre des activités appuyées par le FIDA. Il a aussi félicité les organisateurs de l'atelier, notamment l'équipe du PASADEM ainsi que les autres projets FIDA pour leur travail qui a permis d'augmenter significativement en deux ans le volume des investissements du FIDA au Niger. Il n'a pas manqué de rappeler le succès de la table ronde de Paris organisé par le Gouvernement du Niger dans le cadre du financement de son Plan de Développement Economique et Social (PDES). Il a enfin informé les participants de la finalisation du document du Programme d'Options Stratégiques du FIDA pour le Niger (COSOP) pour la période 2013 – 2018 et l'avènement du nouveau projet *Ruwanmu* (de développement de la petite irrigation) sur les régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

Enfin, est intervenue l'allocution d'ouverture du Secrétaire Général Adjoint du Gouvernorat de Maradi qui a souhaité la bienvenue aux participants dans la capitale du Katsina et a remercié le FIDA pour l'appui qu'il apporte au Gouvernement du Niger dans des domaines aussi prioritaires que la sécurité alimentaire et le développement économique des ruraux les plus pauvres et qui s'inscrit entièrement dans le cadre de l'initiative 3N mise en œuvre par le Gouvernement du Niger.

La présentation et le partage des travaux antérieurs

Le PASADEM

Le PASADEM est financé à hauteur de 31,71 millions d'USD (soit 14,58 milliards F CFA) dont le FIDA (22,2 millions USD), le PAM (2,7 millions USD); le Niger (5,55 millions USD); Bénéficiaires (1, 25 millions USD).

Ses composantes techniques sont au nombre de deux appuyées par une composante de gestion fiduciaire et de gestion des savoirs.

Le PASADEM sera mis en œuvre dans 7 départements de la région de Maradi (tous à l'exception de celui de Bermo) au niveau de 18 communes, et aura une durée de 6 ans (soit du 18 mai 2012 au 31 mars 2018).

Le projet a pour objectif global d'améliorer les conditions de vie et renforcer les capacités de résiliences des populations rurales dans la région de Maradi.

Sa stratégie globale repose sur une logique d'intervention axée sur un schéma de développement de pôles économiques liées à des bassins de production où sont réalisées principalement: (i) la promotion des initiatives et innovations locales pour accroître la production et les revenus des ménages bénéficiaires à travers les dispositifs de vulgarisation et de diffusion des bonnes pratiques agrosylvopastorales; (ii) des activités de renforcement des capacités de résilience des ménages ruraux pauvres avec entre autre la mise à l'échelle des dispositifs de prévention de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les présentations des 5 pôles de développement

Ces présentations ont permis de restituer aux participants les résultats des ateliers locaux tenus dans les 5 pôles de développement autour des marchés de demi-gros de Tessaoua, Tchadoua, Sabon Machi, Djirataoua et Guidan Roudmji.

Si chaque pôle conserve ses particularités et ses dynamiques propres, des éléments communs ont été relevés:

Les Atouts: les marchés sont bien localisés (à des carrefours entre le nord et le sud ou sur la RN1 sur l'axe est-ouest) et les produits agricoles de qualité reconnue sont disponibles.

Les Contraintes: les marchés sont exigus, inondés, manquent d'infrastructures et de structuration, leur accès depuis les zones de production n'est pas toujours aisé.

Concernant les infrastructures: besoin de se relier aux zones de production et d'améliorer les infrastructures sur site pour faciliter les transactions: accès et parking, sécurité, conditionnement des produits, circulation des informations commerciales (prix et quantités), qualité.

Concernant l'organisation des acteurs du marché: meilleure représentativité de toutes les parties prenantes et accompagnement des responsables avec une meilleure structuration des différents groupes en lien avec les activités liées au marché.

Concernant la collaboration avec les autorités communales: dialogue et collaboration en matière de sécurité, recouvrement des taxes et leur utilisation, accès aux partenaires.

La vision est celle de marchés bien structurés, bien reliés aux zones de production, où les prix sont connus de tous les acteurs.

Synthèse du débat sur les présentations des pôles:

Il émerge que chaque site s'est bien approprié la démarche de développement des marchés et se situe au début d'un processus complexe impliquant de nombreux acteurs. La volonté d'implication des autorités communales, du conseil régional et des institutions régionales plus en général (chambres de commerce et d'agriculture, ...), mais aussi du RECA et des OP faitières (expériences positives de commercialisation) dans ce processus

a été soulignée. Les communes sont porteuses de recommandations mais surtout désormais acteurs de développement.

Sur ces places de marchés de demi-gros, deux grands équilibres doivent être en permanence approché autour:

- des prix: ils doivent être rémunérateurs pour les producteurs mais aussi accessibles pour les consommateurs.
- Du contexte local: il doit être favorable au développement des échanges commerciaux tout en permettant le prélèvement de taxes sur les échanges nécessaires au développement local de la zone (services sociaux, infrastructure...)

La production agro-sylvo-pastorale n'était pas au centre de ces présentations, mais elle sera prise en compte par le PASADEM. La vision pour le futur est celle d'un cercle vertueux entre un marché avec une demande en expansion drainant de nombreux acheteurs et une production dynamisée par cette dynamique, pouvant répondre par une offre croissante, résultant de techniques de production mieux maîtrisées.

Il est important que les communes intègrent ce processus de développement des marchés dans les PDC. L'intercommunalité de certaines infrastructures, comme les pistes, a également été soulignée.

La responsabilité de la durabilité du développement des marchés repose sur le niveau communal et local. Elle consiste dans la capacité des structures mises en place d'une part à fonctionner pour rendre les services pour lesquels elles ont été instituées – faciliter les transactions de produits agricoles au cœur du pôle développement- et d'autre part à assurer la maintenance, le renouvellement et le développement des infrastructures qui lui sont nécessaires pour opérer. Les structures mises en place devront intégrer toutes les parties prenantes du marché tant publiques (communes) que privées (OP, commerçants, dockers...)

Les présentations et échanges sur des thématiques majeures (composante) du projet

Les cadres du PASADEM ont présenté comment le projet fonctionnait pour intervenir et quelles étaient ses thématiques d'interventions potentielles. Quatre thématiques ont été présentées:

- **l'amélioration de la production;**
- **l'accès aux marchés, la commercialisation et les infrastructures;**
- **le système de suivi - évaluation et de gestion des savoirs;**
- **la gestion fiduciaire.**

La mise en place des commissions de travail

Les termes de références de ces commissions ont été définies comme suit:

- revue des activités prévues par le PASADEM
- appréciation de la pertinence des activités, de la stratégie de mise en œuvre et des partenariats;
- définition des priorités pour le PTBA 2013;
- Considération des thématiques transversales (changement climatique, genre).

Les commissions de réflexion sur les différentes thématiques ont travaillé dans la soirée du 19 et la matinée du 20 octobre, avant de faire la restitution de leurs travaux en plénière. Chaque commission s'était dotée d'un bureau de séance constitué d'un président et deux rapporteurs.

Les travaux des commissions ont permis aux participants à l'atelier de mieux internaliser les activités du projet qui ont été jugées pertinentes. En ce qui concerne les priorités pour l'année 2013, elles se résument comme suit pour chaque thématique.

1) Amélioration de la production agro-sylvo-pastorale:

- **sélectionner des partenaires de mise en œuvre** sur une base d'évaluation des performances;
- concernant **la production agricole**: le lancement effectif d'activités à travers les champs écoles paysans (reprenant les leçons des PIP et CD du PPILDA), la distribution de kits de cultures attelées, la production des semences améliorées et la mise en place de boutiques d'intrants agricoles; l'appui conseil agricole de proximité (paysan);
- **concernant les activités d'élevage**: la conduite de démonstrations d'initiatives paysannes en élevage, de mise en place des boutiques d'aliment bétail et d'opérationnalisation d'un dispositif de SPVP;
- concernant la **gestion des ressources naturelles, des aménagements** ont été proposés concernant la promotion de la régénération naturelle assistée (RNA), la récupération des terres communautaires dégradées envahies de glakis et de *Sida cordifolia*; l'aménagement de couloirs de passage et d'aires de pâturages ainsi que l'appui à la sécurisation foncière.
- dans tous les cas, des propositions d'actions relatives au **renforcement des capacités de résilience, la diversification agricole et l'allègement des tâches des femmes**.

Pour toutes ces activités, des objectifs quantitatifs ont été proposés.

2) Accès aux marchés, commercialisation et infrastructures

Un développement parallèle de l'ingénierie sociale et de l'ingénierie technique doit se faire autour des 5 marchés à travers:

ingénierie sociale	ingénierie technique
<ul style="list-style-type: none"> La mise en place et l'accompagnement d'un cadre de concertation des acteurs locaux du marché: société civile rurale organisée, autorités locales, STD 	<ul style="list-style-type: none"> La réalisation des études techniques (suivi de DAO et passation de marchés le cas échéant) au niveau des marchés où le dispositif organisationnel est mieux avancé pour pouvoir impliquer ces structures organisés dans dès le départ (construction des 5 marchés, réalisation des 80 km de routes rurales et de 26 centres de collecte)
<ul style="list-style-type: none"> Le diagnostic et l'accompagnement des organisations d'opérateurs du marché par type: producteur(rice)s/vendeur(euse)s, commerçant(e)s/acheteur(euse)s, dockers... 	<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de travaux d'entretien pour 300 kms de pistes en Haute Intensité de main d'œuvre sous forme de Cash For Work.
<ul style="list-style-type: none"> L'accompagnement des GIE en charge de la gestion des marchés à élaborer leurs plans d'affaires 	

3) Le système de suivi – évaluation:

- la conduite d'études thématiques, d'enquêtes de référence, de notes de capitalisation avec restitution;
- la mise en place du dispositif de S&E participatif et l'élaboration des outils;
- la conduite de formations (des différents acteurs et agents du projet) et d'ateliers relativement à la méthodologie et l'utilisation des outils (S&E et SYGRI)
- l'appui à la mise en place d'un système simple de S&E

- la réalisation de plusieurs missions (des autorités décentralisés, ministères, bailleurs de fonds, ...) et réunions;
- l'élaboration de documents de pilotage (PTBA et rapports périodiques) et la mise en place d'une « newsletter ».

4) La gestion fiduciaire:

Points débattus	Principales conclusions
<ul style="list-style-type: none">• Les éléments d'amélioration du taux de décaissement d'un projet	<ul style="list-style-type: none">• L'élaboration d'un PTBA réaliste• Une Bonne planification du PPM• L'élaboration de DRF de qualité qui suppose à la base une saisie comptable de qualité et le respect des procédures
<ul style="list-style-type: none">• Le système de contrôle interne fiable	
<ul style="list-style-type: none">• Les procédures du FIDA et les procédures nationales en matière de passation des marchés	<ul style="list-style-type: none">• Avoir un RPM qui assiste les chargés de composante techniques à anticiper
<ul style="list-style-type: none">• Les dépenses inéligibles	

Les conclusions et recommandations à l'équipe du PASADEM

Concernant le volet « amélioration de la production agro-sylvo-pastorale »:

- Le PASADEM doit s'inscrire dans une logique de réplique des bonnes pratiques du PPILDA (par exemple les champs écoles paysan et appui conseil agricole paysan);
- Les activités productives ne doivent pas être subventionnées. (les subventions doivent répondre à un ciblage des vulnérables pas à une activité en tant que telle).

Concernant le volet « commercialisation, infrastructures et accès aux marchés »:

- Le développement concomitant des ingénieries technique et sociale doit permettre que se développent simultanément la structuration et l'accompagnement des parties prenantes et la construction des infrastructures dont elles auront la gestion;
- la planification et la mise en œuvre des activités liées aux routes rurales doivent s'inscrire dans un schéma d'aménagement routier de la région qui intègre la contribution de l'ensemble des interventions des projets et programmes.

Concernant le système de suivi – évaluation:

- la mise en place d'un dispositif de S&E participatif avec une pleine implication des communes dans le dispositif afin qu'elles puissent aussi en bénéficier (communication, aide à la décision);
- l'élaboration des outils et les formations sur l'utilisation des outils;
- La tenue de réunions mensuelles précises et succinctes avec les partenaires pour suivre l'évolution du dispositif et partager les informations utiles à l'action;
- le développement des chantiers communs du programme FIDA au Niger dont l'achèvement du PPILDA.

Concernant la gestion fiduciaire:

- La une bonne planification du plan de Passation de marchés (PPM), un PTBA réaliste et des DRF de qualité afin de permettre une amélioration des taux de décaissement;
- Garantir un contrôle interne fiable:

- Respecter les procédures nationales en matière de passation des marchés et proscrire les dépenses inéligibles en anticipant par une communication entre Chargé de composante (techniciens) et Chargé de gestion (RPM);
- Présenter, d'une manière régulière et transparente, les informations financières relatives à l'exécution du PTBA aux techniciens et aux partenaires.

L'atelier a été clôturé l'après-midi du 20 novembre 2012 par le SGA de la région de Maradi sur une note de satisfaction.

Appendice 1 Liste des participants

N°	Nom et prénom	Structure
1	SIDI MAHAMANE KOUTAYE	SGA/ GOUVERNORAT/ MARADI
2		VICE PRESIDENT CONSEIL REGIONAL
3	VINCENZO GALASTRO	CPM/ FIDA/ NIGER
4	BOUBACAR GOUBE ILLIASSOU	CONSEILLER TECHNIQUE / MAG
5	GUERO CHAIBOU	PASADEM
6	MOHAMED ASSADECK	PUSADER/IRDAR-RCI/PAC2/ NIAMEY
7	ISSA SAADOU	PUSADER/IRDAR-RCI/PAC2/ MARADI
8	SIDIKOU BABA	DGP/MPATDC
9	OUSSEINI BAKABE	DEP/ MAG
10	HAROUNA DAN FADJI	MAIRE SABON MACHI
11	SAADOU YAHAYA	MAIRE TCHADOUA
12	SITOU ABOUBACAR	MAIRE TESSAOUA
13	BOUBACAR SAIDOU	MAIRE DJIRATAOUA
14	ABDOULAYE DAN DJIBO	MAIRE GUIDAN ROUMDJI
15	MOUSTAPHA LO	CONSULTANT FIDA (Passation de marchés)
16	MME AYSATOU NDIAYE	CONSULTANTE FIDA (Développement local, genre, OP)
17	THIERRY LASSALLE	CONSULTANT FIDA (Marchés, OP)
18	ANABEL CARRERA	CONSULTANTE FIDA (genre)
19	MME OUMOU WANE TOURE	CONSULTANTE FIDA (Finance et administration)
20	REINE ANANI	CONSULTANTE FIDA (S/E)
21	SANI MOUDY	ASSISTANT TECHNIQUE PROJETS FIDA (Chef de mission)
22	NAZIR KASSOUM	ASSISTANT PROJETS FIDA
23	MARTHA POPULIN	CONSULTANTE PASADEM (marchés)
24	STEPHANIE TESSON	CONSULTANTE PASADEM (communication)
25	TAHIROU HAMANI	PASADEM
26	Mme EKADE ROUMANATOU	Cellule Genre projets FIDA Niger (PASADEM)
27	DAOUDA SOULEY	PASADEM
28	MAHAMADOU YACOUBA	PASADEM
29	Mme KAMANOR FATI ABDOULAYE	PASADEM
30	ISSOUFOU MAMAN	PASADEM
31	MME NANA MARIAMA AMADOU	Cellule Genre projets FIDA Niger (PUSADER)
32	BOUBACAR SALEY	OP/ SABON MACHI
33	MME ADAMA BALA	OP/ SABON MACHI
34	MME HAOUA LAOUALI	OP/ SABON MACHI

35	MME RAHAMOU MOUSSA	OP/ SABON MACHI
36	BOUBAKAR AHMET	PASADEM
37	HASSANE ISSA	PASADEM
38	SALEY KANTA	PASADEM
39	SEYNI SOULEY	Animateur National, RECA NIGER
40	ISMAGHIL ANAR	Membre du CA, Trésorier RECA NIGER
41	ELHADJI GARBA DAN TABAOUA	Président, CRA MARADI
42	HASSANE MAMANE	PPILDA/ AGUIE
43	SALEY SADIKOU	PUSADER
44	SANI RANAOU	DRE/ LCD MARADI
45	MME ZANNOU FADA	PPILDA/ FEM
46	MAROU BODO	PASADEM
47	MAHAMADOU ABOUBACAR	PASADEM
48	DAN MARAFA ABOUBACAR	Secrétaire régional, CRA MARADI
49	TASSIOU MOUSSA	PPILDA/ AGUIE
50	YAHAYA RANAOU	
51	OUSMANE BAHAGOU	OP/ TCHADOUA
52	MME TCHOUMA IBRAHIM	OP/ DJIRATAOUA
53	AMANI DAN TANKO	OP/TCHADOUA
54	MME IBRAHIM BARATOU	OP/ TESSAOUA
55	MME KOULIBALY SALAMATOU	OP/ TESSAOUA
56	MME HADIZA ABDOU	OP/ TESSAOUA
57	MME HINDA ILLIYA	OP/ DJIRATAOUA
58	MME DELOU IDI	OP/TCHADOUA
59	MME HADIZA IBRAHIM	OP/ DJIRATAOUA
60	MME NANA BOUKARI	OP/TCHADOUA
61	ELHADJI MAHAMAN GALADIMA	OP/ AGUIE
62	ALI NEINO	OP/ AGUIE
63	ADDA ABOUBACAR	PASADEM
64	IBRAHIM MOUSSA	PPILDA/ AGUIE
65	MME BARAKA ALI	OP/ TCHADOUA
66	AMADOU MOUMOUNI SALE	PASADEM
67	ASSAMA SALISSOU	PASADEM
68	OUSMANE CHEKARAOU	OP/ DJIRATAOUA
69	SALISSOU MATI	OP/ DJIRATAOUA
70	AMANI HAROUNA	OP/ DJIRATAOUA
71	SALISSOU GAMBO	OP/ DJIRATAOUA
72	ELHADJI MOUTHE AMADOU	PAC2/ MARADI
73	ISSAKA YAYE HAMIDOU	DR COMMERCE / MARADI
74	GOURGOUDOU HADI	PASADEM
75	MOUSSA IDI ABDOU	DR RESSOURCES ANIMALES / MARADI
76	DJIBO KORAOU	OP/ SABON MACHI
77	ADAMOU CHAIBOU	OP/ SABON MACHI
78	YAHAYA SALIFOU	OP/ SABON MACHI
79	BACHIR OUMAROU	PAC2/ MARADI
80	SALIFOU ABDOU	PAC2/ MARADI
81	BENOIT ABDOULKARIM	PAC2/ NIAMEY

82	MAGAGI OUSMAN	PAM/ MARADI
83	MME ADO ZEINABOU	ONG KARKARA/ MARADI
84	KALLA LARI	ONG AREN / MARADI
85	CHAIBOU MAGAGI	PASADEM
86	SALISSOU ISSOUFOU	FEDERATION SA'A/ MARADI
87	LAOUALI OUMAROU	OP/ TESSAOUA
88	MME OUEDRAGO ZEINABOU	SNV / MARADI
89	LAOUALI GARBA LABO	CHAMBRE DE COMMERCE/ MARADI
90	COULIBALY ADAMA MAMADOU	INRAN / MARADI
91	BATOURE BOUBAKAR	OCHA MARADI
92	MALLAM HAMZA MINDAO	OP/ G ROUMDJI
93	HAMISSOU ELHADJI ISSOUFOU	OP/ G ROUMDJI
94	MME AICHATOU HALADOU	OP/ G ROUMDJI
95	MME TCHIMA TANKO	OP/ G ROUMDJI
96	MME HADJIA MAÏMOUNA ZAROUMAYE	OP/ G ROUMDJI
97	OUSMANE DAN BOUGA	OP/ G ROUMDJI
98	HASSANE SANI	FEDERATION FUMA GASKIYA/ MARADI
99	BALLA HAMISSOU	SPR CODE RURAL / MARADI
100	ISSA KARIMOU	DR AGRICULTURE/ MARADI
101	FATSOUMA OUMAROU	PASADEM

ANNEXE 9: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES PAR LA MISSION

Ministères et Partenaires Financiers

Moumouni Assane Dagna	Secrétaire Général Adjoint, Ministère de l'Agriculture
Ibrahim Djibo	Chef Service Développement Rural Ministère du Plan /AT/DC
Sidikou Baba	DGP/MPATDC
Boubacar Goube Illiassou	Conseiller Technique du Ministre, MAG
Ousseini Bakabé	DEP/MAG
Kare Vandepitte	Attaché de Coopération/ Ambassade Royaume de Belgique
Alexandre Ghelew	Coopération Suisse

Equipe pays

Abdoulahi Massarana	Direction des Programmes et du Plan
Chékaraou Nouhou	Direction du Développement Local
Alio Doubou	DEP/Ministère Elevage
Harouna Issoufou	DEP / Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement
Khamada Baye	DEP/ Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement
Amadou Aboubacar	DCD/Ministère du Plan
Oumaraou Ousmane	Directeur des Programmes et du Plan
Yamba Aboubacar	Université Niamey
Chegou Maman	Directeur Adjoint, DEP/Ministère de l'Agriculture
Abdou Moussa	DEP /Ministère de l'Agriculture
Bachari Lamine	Bureau d'Etude et d'Evaluation des Impacts
Environnementaux	
Mounkaila Maiga I.	Institut National de la Statistique

Autorités régionales

Alhousseini Moussa	Gouverneur de la région de Maradi
Moussa Ibrahim	SG, Gouvernorat de la région de Maradi
Sidi Mahamane Koutaye	SGA, Gouvernorat de la région de Maradi
Deka Mohamed	SGA, Gouvernorat de la région de Tahoua

Autorités départementales et coutumières

Inoussa Oumaro	Préfet/Aguié
Brazaki Souley	Chef de Canton d'Aguié
Mamane Achirou Sally	Représentant Chef de canton, Gazaoua

Autorités communales

Ousmane Boubé	Maire Aguié
Adamou Wagé Alou	Maire Gazaoua
Yahaya Saâdou	Maire Tchadoua
Chaïbou Garba	Vice maire Djirataoua
Omar Sani	Maire Gangara
Balkissa Chaïbou	Conseillère Municipale Aguié
Ado Barmo	Conseiller Municipal Gangara

Issaka Bako	Conseiller Municipal Gangara
Danjouma Bako	Conseiller Municipal Gangara
Hamidou Gado	PCDR/CC Aguié
Inoussa Chipkaou	Membre CDR/Aguié
Lawaly Malan Ado	Membre CDR/Aguié
Issoufou Boukari	Président CDR Gangara

Equipe PPILDA/PASADEM

Guéro Chaïbou	Directeur PPILDA et PASADEM
Harouna Mamadou Traore	Responsable Suivi & Evaluation
Adda Aboubacar	Assistant S&E
Mamane Nazir Kassoum	Assistant S&E
Larabou Hamadou	Informaticien
Saley Kanta	Responsable SAN, PASADEM et Composante I PPILDA
Mahaman Adamou	Technicien Agricole Composante I
Ibrahim Moussa	Economiste Composante I
Mme Ekadé Roumanatou	Sociologue Composante I
Hassane Issa	Responsable Composante II
Tassiou Moussa	Technicien Agroéconomiste Composante II
Mme Aboubakar Assama	Technicien en Animation Rurale Composante II
Harouna Abdoul Rachidou	Responsable Volet Santé Nutrition
Marou Bodo	Responsable Composante IV
Hamani Harouna	Assistant Responsable Composante 4
Chaïbou Magagi	Responsable Administratif et Financier
Mahamadou Yacouba	Comptable
Mahamadou Aboubacar	Assistant Administratif
Gourgoudou H. A. Nasser	Contrôleur Interne
Maman Abdou Issoufou	Aide comptable FEM
Mme FADA Zéno	Responsable Composante FEM

Equipe FIDA Niger et autres projets FIDA

Mohamed Assadeck	Coordinateur national Projets IRDAR-RCI/PAC2 et PUSADER
Issa Saâdou	Coordinateur régional Maradi Projets IRDAR-RCI/PAC2 et PUSADER
Soumaila Abdoulaye	Chargé S/E régional Tahoua Projet PUSADER
Nana Mariama Amadou	Cellule Genre projets FIDA Niger (PUSADER)
Issaka Souley	Sociologue, FIDA Niamey
Nazir Kassoum	Economiste, FIDA Niamey
Anabel Carreras	Consultante genre, PASADEM

ONG

Kassoum Alhassane	ONG/ADLI Aguié
Sani Baâré	ONG ADIPAC
Hamidou Garba	AJA
Ibrahim Layo	ONG /LAREWA
Abdou Mantaou	ONG ATPF
Hamissou Haladou	ONG TATTALI

Services Techniques

Laouali Maroussa	Directeur de l'Hydraulique/Aguié
Nafiou Sani	Directeur Adjoint de l'Agriculture/Aguié
Mamane Mato Tawayé	Directeur du Génie Rural/Aguié
Elh Issa Habou	Directeur de l'Elevage/Aguié
Aminou Yacouba	Alphabétisation/Aguié
Moussa Dan Mallam	Direction de l'Environnement /Aguié
Abdou Boukari	Direction du Plan /Aguié
Mahamane Laminou Sani	Direction de la Santé/Aguié
Maman Boubé	Inspection de l'Enseignement de Base 1

Société civile rurale organisée

RECA

Ismaghil Anar	Trésorier national CA
Yousseuf Elmoctar	Directeur national
Patrick Delmas	Conseiller technique
Seyni Souley	Animateur national

CRA Maradi

Garba Dan Tabaoua	Président CRA
Aboubacar Dan Marafa	Secrétaire permanent

CRA Tahoua

Sani Zamnao	Secrétaire permanent
Tiémogo H. Aboubacar	Animateur

Union Producteurs de semences, GACAP...

Ali Neïno	Président
Idi Chaïbou	Membre
Mountari Harouna	Membre
Sani ELh Komma	Membre
Soulé Barmo	Membre
Abdou Salé	Membre
Ado Dan Lamso	Trésorier
Ousmane Omaraou	Membre
Issa Tchibaou	Membre
Chaibou Lalli	Membre
Ado Abdou	Membre
Nana Ibrahim	Membre
Hadjia Barka Ousmane	Membre